RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

secours-catholique.org

caritasfrance
Secours Catholique-Caritas France
@caritasfrance

Secours Catholique
Caritas France

ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

SOMMAIRE

ÉDITORIAL 3

ILS SONT LE SECOURS CATHOLIQUE 4

RÉTROSPECTIVE 2024 6

LUTTER CONTRE L'ISOLEMENT ET TISSER LE LIEN SOCIAL 8
Lutter contre l'isolement et retisser le lien social 9
Permettre la participation et l'expression de la parole des plus pauvres 11
Faire vivre la créativité 12
Faire vivre la spiritualité 13
Renforcer les liens fraternels et interreligieux 16
Combattre la précarité par l'accès aux droits pour tous 18
Plaidoyer pour limiter l'impact humain et environnemental des Jeux de Paris 2024 19
Lutter pour l'accès aux droits 20
Tout le monde en campagne pour le droit à l'alimentation 22
Lutter contre la précarité financière et pour l'accès à un revenu décent 24
S'engager pour une transition écologique juste 27
Favoriser une mobilité durable et inclusive 28
Lutter contre le sans-abrisme et le mal-logement 32
Accompagner les familles 35
Défendre les droits des personnes étrangères 38
Défendre les droits et favoriser l'autonomisation des personnes détenues 41
Faire face aux urgences 42

DANS LE MONDE, POURSUIVRE UN DÉVELOPPEMENT DURABLE 44
Agir en faveur d'une transition écologique juste 45
Renforcer la résilience des territoires les plus impactés 47
Défense des droits et des libertés 48
335 projets soutenus dans le monde 50
Faire émerger une société civile forte 53
Maintenir un lien de fraternité 55
Faire face aux urgences 56
Interview : « *Il ne faut jamais perdre l'espoir, surtout en la paix et en la justice* » 57
Convergence France et international 60

UNE ORGANISATION POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX 64
Se positionner par rapport aux enjeux politiques nationaux 65
Les défis du bénévolat et de l'engagement 66
Une gouvernance et des modes d'action revisités 67
Une communication axée sur la priorité nationale 68
Encourager la générosité 70
Publications 71
Le réseau Caritas France 72
Gouvernance et contrôle au Secours Catholique-Caritas France 75
Identité 76
Nos partenaires 77

RAPPORT D'ACTIVITÉ APPROUVÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 18 JUIN 2025

BÂTIR DES PASSERELLES DANS UNE SOCIÉTÉ FRAGMENTÉE

Le contexte politique très dégradé de cette année 2024, avec une stigmatisation grandissante des plus vulnérables, a connu son apogée au moment de la dissolution de l'Assemblée nationale et de la campagne pour les législatives qui a suivi. Forts des travaux de notre Assemblée générale qui s'est tenue à Lourdes juste au lendemain de la dissolution, nous avons adressé un message à tous nos bénévoles et salariés, durement ébranlés par les événements eux aussi, et parfois divisés face à la posture à tenir. Nous avons été heureux et fiers de nous rappeler l'intention simple, inspirée de l'Évangile, qui fonde notre association depuis 1946 : apporter une aide, un soutien, « *partout où le besoin s'en fera sentir, à l'exclusion de tout particularisme national ou confessionnel* » (article 1 de nos statuts). C'est ce principe qui continue de nous guider, tous les jours, un peu partout en France et dans le monde. Dans nos accueils, nos boutiques solidaires, nos repas partagés, ce ne sont pas des statuts ou des nationalités que nous rencontrons, mais Sonia, Jean-Luc, Latifa et ses enfants… Nous échangeons avec eux autour d'un café, nous les accompagnons dans leurs démarches, quelles que soient leur histoire de vie, leur couleur de peau, leur religion, et qu'ils aient des papiers en règle ou pas. La dignité et le sort de chaque personne nous importent. Et ça fait toute la différence.

Nous pouvons témoigner qu'au Secours Catholique, on fait des rencontres que l'on ne ferait pas ailleurs, on bâtit des passerelles dans cette société si fragmentée, et ces rencontres nous remuent, nous amènent à dépasser nos peurs ou nos préjugés, à ne plus voir l'autre comme avant. Elles nous font grandir, reconnaître que l'on a tellement en commun avec ces personnes que l'on croyait si différentes. Cette expérience très concrète de la fraternité nous conduit aussi à toucher du doigt ce que vivent les personnes en galère dans notre pays : la souffrance de l'isolement, la peur du lendemain, la difficulté d'accéder à ses besoins essentiels, notamment sur les territoires délaissés, le courage qu'il faut pour résister aux épreuves de la vie, l'esprit de sacrifice pour ses proches, l'injustice de tant de situations, le sentiment de ne compter pour rien aux yeux des puissants, d'être méprisé, jugé sans cesse.

Nous savons combien les orientations politiques de l'État pèsent sur le quotidien des personnes en situation de précarité que l'on rencontre, mais aussi sur la confiance qu'elles ont en elles et en la société. Les infléchir dans le sens du respect des droits et de la dignité de chaque personne, c'est toute la raison d'être du plaidoyer que le Secours Catholique mène au niveau local, national et international. Si nous sommes engagés au Secours Catholique, c'est que le sort de l'autre ne nous est pas indifférent. Comment mieux en témoigner, en cette période, qu'en ouvrant des espaces d'échange ? Partageons nos convictions et aspirations profondes. Écoutons-nous humblement, dans le respect mutuel avec tous, comme notre engagement au Secours Catholique nous y prépare. La recherche d'un monde juste et fraternel est une aventure collective à vivre ensemble ! ■

Didier Duriez
Président

Adélaïde Bertrand
Déléguée générale

François Odinet
Aumônier général

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

ILS SONT LE SECOURS CATHOLIQUE

ALEXANDRE, BÉNÉVOLE

« JE SAIS CE QUE VIVENT LES PERSONNES À LA RUE, J'ÉTAIS À LEUR PLACE. »

ÉLEONORE HENRY DE FRAHAN / SCCF

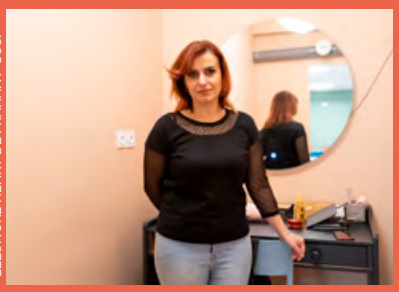
Bénévole responsable de l'équipe de tournées de rue du Secours Catholique à Toulouse, Alexandre, 38 ans, est un ancien sans-abri.

« Je me suis retrouvé sans abri pour la deuxième fois en octobre 2022. Je dormais dans ma voiture. Je venais quasiment tous les matins à L'Ostalada[1] prendre un petit déjeuner et j'ai fini par y rester. C'est à partir de là que j'ai commencé à me reconstruire. J'ai trouvé une place dans un foyer, puis un logement. J'ai aussi retrouvé du travail, je suis mécanicien. Aujourd'hui, je travaille à mon compte. En même temps, je file un coup de main. Je suis présent à quasiment toutes les maraudes. Le fait d'avoir moi-même vécu à la rue, ça change nos rapports. Je sais où ils en sont, je sais ce qu'ils traversent parce que j'étais à leur place il y a quelques mois. » ■

1 L'Ostalada est un lieu d'accueil de jour en plein cœur de Toulouse géré par le Secours Catholique.

ANAHITE

« PRENDRE SOIN DES AUTRES REMONTE LE MORAL. »



ÉLEONORE HENRY DE FRAHAN / SCCF

Anahite, demandeuse d'asile originaire d'Arménie, vient coiffer chaque mercredi des personnes accueillies à La Caséla, un espace du Secours Catholique réservé aux femmes.

« Je suis venue à La Caséla prendre un petit déjeuner pour la première fois il y a cinq mois. Je me suis tout de suite sentie bien au milieu de ces femmes. J'ai immédiatement voulu m'engager dans l'équipe de bénévoles. J'ai proposé de coiffer les personnes intéressées. La directrice a aimé mon idée et on a installé au sous-sol un petit salon de coiffure. Les personnes s'inscrivent avant, j'ai entre trois et cinq rendez-vous par semaine. Quand elles se sentent belles, elles regagnent confiance en elles. Et, pour moi, prendre soin d'elles me remonte le moral. » ■

GRÉGORY

« SORTIR DE MON MICROCOSME. »

ANTHONY MICALLEF / SCCF

Grégory, 43 ans, est informaticien. Il participe à la permanence d'initiation au numérique qui a lieu tous les jeudis matin à Aix-en-Provence.

« C'est ma première expérience de bénévolat. Cette envie est arrivée à un moment où j'ai pris conscience que j'avais tout pour moi, que tout allait trop bien dans ma vie. J'ai ressenti le besoin de redonner. Je participe à la permanence pour aider des personnes à être plus à l'aise avec les outils et plus autonomes dans leurs démarches, et je donne un coup de main du côté de l'accueil café. C'est une occasion de sortir de mon microcosme, de rencontrer des gens de tous horizons. » ■

RETOUR AU SOMMAIRE

ANNE

« NOUS LIBÉRONS LA PAROLE. »

STEVEN WASSENAAR / SCCF

Depuis huit ans, Anne, 74 ans, accueille les familles des personnes détenues à la maison d'arrêt de Strasbourg.

« Il faut que je me sente utile, c'est pour cela que j'ai voulu devenir bénévole une fois à la retraite. Je n'aurais jamais imaginé m'engager en milieu carcéral avant que Caritas Alsace ne me le propose. Chaque mercredi, je me rends à La Mezzanine, un lieu d'accueil pour les proches (et notamment les enfants) des personnes détenues. Nous avons aménagé cette salle située juste à l'extérieur de la prison avec des canapés, des jeux, des livres, de quoi peindre et dessiner… Les enfants que nous accueillons sont des victimes collatérales. Nous libérons leur parole car enfants et parents ont peur du regard des autres. » ■

EDNA

« NOUS APPARTENONS TOUS À LA MÊME PLANÈTE TERRE. »

CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

Edna, 72 ans, est vice-présidente du Secours Catholique du Gard. Depuis dix-sept ans, elle bâtit des ponts entre la France et les pays du Sud.

« Je suis arrivée dans la solidarité internationale un peu par hasard, au moment où, à la retraite, je souhaitais m'engager comme bénévole. Le Secours Catholique du Gard a longtemps été en lien avec la Caritas du Burkina Faso, à Kaya. Je me suis rendue sur place une fois. Aujourd'hui, nous travaillons sur l'extractivisme et ça me parle, car je suis d'origine guyanaise. Nous constatons les mêmes problèmes de pollution aussi bien dans l'Amazonie de Guyane que dans la vallée de L'Orbiel, dans l'Aude. Nous appartenons tous à la même planète Terre que nous devons respecter, comme un être humain. » ■

SUHEIR FARRAJ

« JE RÊVE D'UNE SOCIÉTÉ LIBRE DE VIOLENCES. »

VICTORINE ALISSE / SCCF

Fondatrice de l'ONG Tam, en Palestine, Suheir Farraj défend le droit des femmes dans une société patriarcale subissant le joug de l'occupation israélienne.

« Dans mon enfance, j'ai été inspirée par ma mère, ma grand-mère et ma sœur aînée qui étaient toutes trois des femmes fortes. Le féminisme est dans mon sang. Ça n'est pas facile de défendre les voix des femmes dans notre société patriarcale. Nous faisons de la sensibilisation dans les écoles auprès des nouvelles générations sur cette question de l'égalité des genres. Et nous menons des plaidoyers pour changer les lois. Car pour faire évoluer les mentalités et éveiller les consciences, il faut d'abord modifier les lois. Je rêve d'une société libre de violences, d'un pays et d'une terre libres. Je sais que le voyage sera long pour faire valoir les droits des femmes en Palestine. Peut-être que je ne verrai jamais cela. Mais peut-être que mes filles le verront. » ■

RETOUR AU SOMMAIRE

RÉTROSPECTIVE 2024

GAËL KERBAOL / SCCF

FÉVRIER

Plus d'une centaine de volontaires Urgences France venus de 21 départements se déploient dans le Pas-de-Calais pour porter assistance à près de 600 foyers touchés par les inondations de fin 2023.

16 MARS

À Aubervilliers, Le Cèdre, centre d'accueil du Secours Catholique, organise un après-midi de discussion sur le thème de la spiritualité afin de faire vivre le dialogue interculturel.

MATHIEU GENON / SCCF

ET AUSSI...

JANVIER 21. Le Secours Catholique invite ses bénévoles, salariés et partenaires à répondre à l'appel des 201 personnalités, dont Véronique Devise, alors présidente nationale, à marcher partout en France pour la liberté, l'égalité, la fraternité, et demander le retrait de la loi Asile et immigration. **23.-25.** Tenue à Genève du 14e sommet du Forum mondial sur la migration et le développement. Le Secours Catholique y défend les analyses et recommandations de son étude, « Libres de partir, libres de rester : protéger les droits humains dans le contexte des mobilités environnementales ». **FÉVRIER 21.** Publication du document « Jeux olympiques et paralympiques : les oubliés de la fête ». **MARS 16.-24.** Des agriculteurs et des consommateurs réunis par le Secours Catholique et le réseau Civam (Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural) se rendent au Salon de l'agriculture pour échanger sur la précarité alimentaire avec des acteurs de l'industrie agroalimentaire. **AVRIL 24.** Publication de « Territoires ruraux : en panne de mobilité », un plaidoyer nourri de la parole des personnes sur les difficultés qu'elles rencontrent à se déplacer sur leur territoire. **MAI** Plus de sept mois après le début de la guerre dans la bande de Gaza, la situation est catastrophique pour les civils. Le Secours Catholique agit par le biais de ses partenaires palestiniens et israéliens à Gaza et en Cisjordanie. **JUIN 24.** À Nancy, la délégation du Secours Catholique participe à l'organisation d'un « parlement de rue pour d'autres politiques migratoires » visant à rappeler qu'un autre accueil des personnes migrantes est possible et à faire entendre la parole des

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

12 JUIN

Le Secours Catholique réuni en assemblée générale à Lourdes élit son nouveau président national, Didier Duriez, ancien cadre d'entreprise et bénévole de l'association. Le Secours Catholique a également un nouvel aumônier général, François Odinet.

SÉBASTIEN LE CLÉZIO / SCCF

12-15 JUIN

Le Secours Catholique et ses partenaires du bassin amazonien participent au 11e Forum social pan-amazonien (Fospa) en Bolivie. Objectif : réfléchir à des solutions pour protéger l'Amazonie et les droits des peuples autochtones amazoniens avec en ligne de mire la COP 30 sur le changement climatique qui se déroulera à Belém, au Brésil, en 2025.

VICTORINE ALISSE / SCCF

14 SEPTEMBRE

La Maison d'Abraham, antenne du Secours Catholique située à Jérusalem Est, fête ses soixante ans d'accueil des pèlerins de toutes les confessions, des plus pauvres et des habitants du quartier.

personnes concernées. **17.** À la suite de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, le Secours Catholique-Caritas France adresse une lettre à l'ensemble des bénévoles et salariés de l'association pour réaffirmer les valeurs qui fondent son action. **JUILLET** La Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) désigne le Secours Catholique et Apprentis d'Auteuil comme tête de réseau Soutien à la parentalité. C'est le point de départ de la création d'une fédération des maisons des familles. **AOÛT 20.** Victoire de plaidoyer pour le Secours Catholique à qui le Conseil d'État donne raison en annulant une partie du décret ministériel visant à autoriser à la location des logements indécents. **SEPTEMBRE 17.** Événement à la Halle Pajol, dans le 18e à Paris, à l'occasion de la publication d'une vaste étude pour comprendre et trouver ensemble des solutions au prix de l'alimentation : « L'injuste prix de l'alimentation : quels coûts pour la société et la planète ? » **OCTOBRE 24.-28.** Plus de 120 bénévoles et 30 salariés issus de 55 des 80 accueils de jour du Secours Catholique se retrouvent à Lourdes pour échanger sur la participation de toutes et tous à la vie de l'accueil. **NOVEMBRE 4.** Le Secours Catholique publie son rapport statistique annuel sur l'état de la pauvreté en France. **18.** Publication du rapport « Au mépris des droits », résultat d'une enquête que le Secours Catholique a menée avec l'Observatoire des libertés associatives (OLA) sur la répression de la solidarité avec les personnes exilées aux frontières. **DÉCEMBRE 14.** Le cyclone Chido dévaste l'île de Mayotte. Le Secours Catholique met en place une cellule de crise pour soutenir les équipes de la délégation sur place.

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

LUTTER CONTRE L'ISOLEMENT ET TISSER LE LIEN SOCIAL

TISSER LE LIEN SOCIAL ET FRATERNEL : cette mission du Secours Catholique-Caritas France n'a jamais paru aussi urgente qu'en 2024 compte tenu de l'aggravation des fractures, de l'archipélisation de la société et de la méfiance envers l'autre. La fraternité au-delà des différences est possible pourtant, elle fait grandir en humanité. C'est ce qui se vérifie chaque jour dans les quelque 2 500 accueils de l'association, les maisons des familles, les ateliers créatifs... qui sont autant d'oasis de fraternité où la rencontre interculturelle et religieuse se vit avec simplicité. Depuis 2020 et la crise du Covid, les équipes et bénévoles du Secours Catholique n'ont cessé d'imaginer des dispositifs pour aller également à la rencontre de ceux que la désertification des services publics ou les discours discriminants isolent. Boutiques itinérantes, camionnette de la solidarité, maraudes à vélo, cafés de rue... ces démarches témoignent d'une société généreuse, ferme dans ses convictions qui redonne à l'autre, d'où qu'il vienne, la confiance en soi indispensable à son pouvoir d'agir et permettent de tisser des liens créateurs d'une nouvelle société.

RETOUR AU SOMMAIRE

CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

LUTTER CONTRE L'ISOLEMENT ET RETISSER LE LIEN SOCIAL

REDÉFINIR LE CADRE DES « ACCUEILS DE JOUR » POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE GRANDE EXCLUSION

Le réseau du Secours Catholique-Caritas compte quelque 80 accueils de jour où les personnes sans domicile stable, victimes d'isolement ou d'exclusion sont reçues de façon inconditionnelle par les équipes bénévoles. Les services qui y sont proposés (douches, bagagerie, repas, ateliers récréatifs…) varient d'un accueil à l'autre, en fonction souvent du profil des personnes qui les fréquentent (femmes isolées, familles, personnes exilées, en situation de rue…), ou selon qu'ils se situent en milieu rural ou urbain. Tous ont en commun de permettre que se noue, entre les bénévoles et les personnes, une relation fraternelle qui porte en germe des transformations individuelles et collectives au cœur du projet du Secours Catholique.

Dans un contexte social qui se durcit, avec un accès toujours plus difficile à l'hébergement, au logement, au séjour, aux aides, etc., ces lieux d'accueil inconditionnel sont plus que jamais indispensables. Les bénévoles y font face au quotidien à des situations humaines de plus en plus douloureuses (350 000 personnes sans domicile selon la fondation pour le logement, dont au moins 2 000 enfants et 3 000 femmes à la rue[1]). Ces réalités les éprouvent et les interrogent, au point qu'ils ont exprimé le besoin de redéfinir, au-delà des différences, quels étaient les règles, le socle et le projet communs des accueils du Secours Catholique. Dès 2022, un groupe de travail composé de membres du siège de l'association et de 13 représentants bénévoles, délégués ou animateurs de différents accueils de jour de toutes tailles, de tous types et de tout le territoire s'est réuni sur une période de huit mois. L'objectif était de débattre des grands enjeux qui traversent l'action des accueils de jour et de situer leur place et leur rôle dans le cadre plus large de l'association et du dispositif de veille

1 Fondation pour le logement, « État du mal-logement en France », 2024.

RETOUR AU SOMMAIRE

sociale local. Présenté en octobre 2024 à Lourdes, le document issu de ce travail propose une définition de l'accueil de jour au Secours Catholique, ainsi que des repères concernant les missions prioritaires des bénévoles auprès des personnes. Il offre également un support à la réflexion et au discernement pour l'élaboration de nouveaux projets d'accueil de jour.

ALLER TOUJOURS PLUS LOIN DANS LA FRATERNITÉ

CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

Avec plus de 2 500 lieux d'accueil, le Secours Catholique-Caritas France est particulièrement bien implanté sur l'ensemble du territoire pour proposer une aide, un accompagnement ou une écoute fraternelle au plus grand nombre possible de personnes en situation de grande précarité. Mais beaucoup d'entre elles ne viennent pas frapper aux portes de l'association, souvent par pudeur, parce qu'elles ne la connaissent pas ou en sont trop éloignées. Au moment de la crise sanitaire, alors que la nécessité de rompre l'isolement des plus fragiles était devenue criante, les équipes du Secours Catholique ont multiplié les démarches d'*aller vers*. C'est ainsi que s'est créé le réseau des Fraternibus, des espaces d'accueil, d'aide administrative ou de simple convivialité qui sont aujourd'hui une quarantaine, dont une dizaine ont été mis en circulation en 2024.
À ce réseau s'ajoutent d'autres dispositifs : la ruche aux idées, un bus aménagé reconnu espace de vie sociale, qui se déplace dans le Var ; une camionnette de la solidarité, la Frat'mobile, inaugurée en 2023 en Haute-Garonne ; des cafés de rue imaginés par la délégation de Paris : véritables petites buvettes itinérantes montées sur vélos cargos où les personnes en situation de rue peuvent venir prendre un café chaud et échanger avec des bénévoles à leur écoute ; ou encore les maraudes à vélo, instaurées en 2024 tous les samedis à Bordeaux, en vue de se rapprocher des personnes en situation de grande exclusion pour un moment, non pas en vue d'aide matérielle mais de convivialité fraternelle. Souvent mis en place en concertation avec les mairies ou les centres d'action sociale, ces dispositifs permettent de retisser du lien dans des zones rurales et des quartiers à la périphérie des villes où les occasions de rencontre ont disparu peu à peu.

DES BOUTIQUES ITINÉRANTES POUR ALLER AU PLUS PRÈS DES BESOINS

Certaines délégations du Secours Catholique-Caritas France innovent en développant des boutiques itinérantes qui leur permettent d'aller au-devant des personnes les plus isolées. Ces initiatives, comme celles mises en place par les délégations du Berry, de Bourgogne ou, en cours d'expérimentation, du Gard et de Haute-Normandie, couvrent plusieurs villes et villages, renforçant l'accès au réemploi et à des solutions solidaires sur des territoires où l'offre est parfois inexistante.
Ces premières expérimentations sont très positives comme en témoigne un bénévole : « *Les personnes qui viennent au camion sont souvent surprises de la raison d'être de la boutique et apprécient l'accueil et la possibilité d'échanger avec les bénévoles. Le travail avec les partenaires locaux, notamment les municipalités qui nous accueillent, nous permet d'affiner les lieux les plus adaptés pour les sorties du camion afin d'être au plus près des habitants.* » ■

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

PERMETTRE LA PARTICIPATION ET L'EXPRESSION DE LA PAROLE DES PLUS PAUVRES

FORMALISER LES DÉMARCHES POUR FAVORISER LA PAROLE DES PERSONNES

Valoriser les savoirs et l'expérience des personnes en situation de précarité afin de renforcer leur pouvoir d'agir est un des axes majeurs du projet national du Secours Catholique-Caritas France. Toutes sortes d'actions et d'expérimentations sont menées en ce sens dans les délégations partout en France depuis plusieurs années, mais la démarche avait besoin d'être formalisée. Ce travail a commencé en 2023 avec la capitalisation de toutes ces actions, laquelle a débouché sur l'identification de 14 balises ou points d'attention pour guider l'élaboration d'une démarche « tous acteurs ». En 2024, ces 14 balises et la démarche ont été développées dans un livret pédagogique contenant des fiches d'animation, un document de quatre pages destiné à décrire la manière de faire du Secours Catholique à ses différents partenaires, une affichette et un module « Tout savoir sur » de l'intranet de l'association qui expliquent l'importance de construire et d'agir avec les personnes concernées. Ces différents outils ont été présentés en Nouvelle-Aquitaine et en Picardie puis intégrés à la formation « Développement du pouvoir d'agir des personnes » destinée aux acteurs du réseau.

L'APOSTROPHE OU LA LIBRE EXPRESSION DES PERSONNES

Le numéro 13 de *L'Apostrophe*, une revue bimensuelle du Secours Catholique-Caritas France rédigée par des personnes ayant l'expérience de la précarité, a inauguré une nouvelle manière de laisser s'exprimer la parole des personnes en 2024. « La culture, pour quoi faire ? », tel est le thème qui a été proposé à un groupe de personnes ayant l'expérience de la précarité, et même pour certaines de la très grande précarité (la rue), réunies autour d'une table au P'tit café, établissement associatif du Puy-en-Velay (Haute-Loire). Ensemble, elles ont choisi de témoigner de la « culture de tous », distincte de la revendication d'une « culture pour tous », d'en haut, censée être plus légitime. Toutes ont en commun une expérience notable qu'elles ont eu à cœur de raconter. Un collectif nommé Dis-moi, fondé par des citoyens militants investis (notamment au sein d'ATD Quart-Monde, de la Croix-Rouge, du Secours Catholique, du Secours Populaire et du centre communal d'action sociale du Puy-en-Velay) et des artistes locaux, propose divers ateliers de pratique artistique encadrés par des artistes professionnels locaux. Ces ateliers accueillent de nombreuses personnes qui manquent d'un espace d'expression du fait de la précarité, de la pauvreté ou de l'exclusion. De janvier à mars 2024, tous ceux qui signent le 13e numéro de *L'Apostrophe* sont associés d'une façon ou d'une autre à l'aventure de Dis-moi en tant qu'autrice, auteur, acteur, actrice, conteuse, danseur, chanteur, spectateur ou même coordinatrice. Cette démarche a été présentée par le biais de témoignages au ministère de la Culture lors d'une matinée sur l'accès à la culture des personnes en situation de précarité. Un article y a été consacré dans l'édition de décembre 2024 de la revue de la FAS (Fédération des acteurs de la solidarité).

LA PAROLE AUX PLUS PAUVRES DANS LE RAPPORT SATISTIQUE

La conviction qu'a le Secours Catholique-Caritas France du fait que les plus pauvres sont les experts de la pauvreté et que leur parole sur ce qu'ils vivent doit être entendue et même faire foi s'applique aussi au travail statistique mené chaque année pour rendre compte de l'état de la pauvreté en France (voir p. 71). Ainsi, dans son édition parue en 2024, le regard des personnes sur le thème retenu pour le dossier thématique, les difficultés d'accès aux prestations sociales, du fait notamment de la dématérialisation des démarches, occupe une place centrale. Il a été récolté auprès des membres de trois groupes basés à Metz, Versailles et Saint-Quentin, qui ont contribué par des textes d'analyse collective élaborés à partir de leur vécu. Un schéma du cheminement d'une demande de prestation sociale, établi à partir de leurs expériences vécues, met en évidence le véritable parcours du combattant et les invraisemblables délais d'attente nécessaires pour accéder à ses droits.

RETOUR AU SOMMAIRE

À sa sortie en novembre 2024, des représentants du groupe de Versailles sont venus témoigner de la violence ressentie face à cette administration sans visage à l'occasion de la présentation du rapport lors d'un déjeuner parlementaire au siège du Secours Catholique.

RÉCIT EN MOTS ET EN IMAGES D'UN SPECTACULAIRE SUCCÈS DE MOBILISATION

L'histoire commence en 2019, quand les habitants de deux immeubles mitoyens, au 1 *bis* d'une rue de Gennevilliers, se voient menacés d'expulsion. Soutenus par les salariés et bénévoles de la délégation du Secours Catholique-Caritas France des Hauts-de-Seine, ceux-ci décident alors de se mobiliser en collectif pour faire valoir leur droit au logement. Après cinq années de combats, d'espoirs, de déconvenues, mais aussi de victoires, le collectif a souhaité raconter cette belle aventure humaine à travers un livre intitulé *Ensemble sinon rien. Récit collectif d'une mobilisation*. Rédigé par les habitants du collectif eux-mêmes dans le cadre d'ateliers d'écriture et de récoltes de témoignages, l'ouvrage relate toutes les étapes d'une mobilisation porteuse d'espoir et inspirante pour toutes celles et tous ceux qui sont confrontés à des situations d'injustice similaires. Il a été complété par deux podcasts réalisés en parallèle.
En septembre 2024, une campagne de financement participatif a permis de collecter quelque 1 500 euros pour illustrer le livre de très belles photos prises par une photographe professionnelle et l'imprimer en 200 exemplaires. Sa publication a donné lieu à un événement festif fin septembre. ■

FAIRE VIVRE LA CRÉATIVITÉ

PRÉPARATION DES « ESTIVALES » 2025

La pratique de la créativité en tant que levier pour faire lien autrement et développer le pouvoir d'agir des personnes est une réalité de l'accompagnement au Secours Catholique-Caritas France. Partout dans les territoires, des équipes proposent des pratiques culturelles, artistiques (ateliers d'écriture, arts plastiques, chant, danse, théâtre, clown…). Pour donner du souffle et de l'écho à ces dynamiques, l'association organise des rencontres nationales culture-créativité depuis 2021. Les équipes peuvent y partager ce qu'elles vivent à travers les activités artistiques qu'elles mettent en place pour donner envie de faire tester leurs propres pratiques et en expérimenter d'autres. C'est l'occasion aussi de voir comment recourir à la créativité pour imaginer de nouveaux modes d'animation, ou encore comment la mettre à profit pour mobiliser autour d'un projet, mener à bien un plaidoyer…
En 2024, le comité de pilotage de ces rencontres s'est réuni pour préparer les « estivales » de 2025, une édition particulièrement importante puisqu'il s'agira aussi d'y développer des idées pour faire du 80e anniversaire du Secours Catholique, en 2026, une vraie fête dans les délégations.

VINCENT BOISOT / SCCF

PLAIDOYER POUR LA CULTURE COMME LEVIER DE LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ

Le Secours Catholique-Caritas France siège au sein de la mission Culture de la FAS dont les enjeux sont de mieux intégrer les droits culturels dans l'accompagnement social global, de mieux soutenir les initiatives des associations adhérentes et de valoriser les cultures des personnes accompagnées.
En 2024, le groupe a lancé un plaidoyer à l'attention des pouvoirs publics, des élus, des acteurs de l'action sociale, pour que l'accès aux pratiques culturelles et aux droits culturels fasse pleinement partie de la formation à l'accompagnement social et de

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

l'accompagnement lui-même. Dans un article paru dans le magazine *Messages* de novembre 2024, le Secours Catholique réaffirme combien l'accès à la pratique culturelle est un élément fondamental de la lutte contre la précarité, en cela qu'il participe à un changement profond de rapport à soi, aux autres et à l'avenir, qu'il permet de développer la fraternité en favorisant le lien social autour d'une activité culturelle qui place tout le monde face à la même « page blanche », de libérer la parole ou la colère par une mise en mots, en son, en images, ou encore de se faire du bien en voyant du beau. Des apports réels dont témoignent également ces mots recueillis à la suite d'ateliers créatifs ou de sorties culturelles organisés par le Secours Catholique : « *On a besoin de poésie pour s'alléger* », « *La culture soigne les esprits* », « *Ça permet de retrouver une énergie un peu perdue dans le quotidien* », « *Ça répare, dans nos vies agitées* ». Dans sa démarche pour faire monter en compétence les équipes proposant des activités culturelles, le Secours Catholique a demandé et obtenu une licence d'entrepreneur du spectacle qui permet de rétribuer des artistes pour accompagner des projets de création sur le territoire. Il est également agréé « Pass culture ». L'enjeu est de donner de la visibilité aux créations artistiques des acteurs du Secours Catholique ou encore de les partager avec des publics scolaires (par exemple : spectacles, rencontres cinématographiques des droits de l'Homme…). ■

FAIRE VIVRE LA SPIRITUALITÉ

CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

CONFIANCE RENOUVELÉE DE LA CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES DE FRANCE (CEF)

Lors de leur assemblée plénière de novembre 2024 à Lourdes, les membres de la CEF ont été invités par le Secours Catholique à la cité Saint-Pierre afin de cultiver le lien entre ce lieu d'accueil fraternel et les évêques. Un lien revendiqué par la CEF puisqu'après avoir renouvelé sa confiance au Secours Catholique par un texte de mission paru en 2023, elle a dûment remercié l'association dans son discours de clôture prononcé par son président le dimanche 10 novembre 2024 : « *Notre gratitude est grande pour les bénévoles engagés à tous les niveaux. Ils sont une expression forte de la charité vécue de notre Église, une charité persévérante qui se traduit en des gestes et des actions de solidarité bien nécessaires au tissu fatigué de notre société. Ces bénévoles sont souvent le sourire et la main tendue de notre société française à ceux et celles qui se trouvent en précarité et aux personnes migrantes à leur arrivée, mais aussi dans la longue durée des procédures qu'elles ont à engager. La collaboration des bénévoles et des salariés permet au Secours Catholique d'aider des personnes en situation de précarité en répondant toujours mieux aux exigences des services publics et surtout en respectant la dignité et la liberté des personnes accueillies. Cela lui permet une fine connaissance de la réalité sociale de notre pays.* »

PRÉSENCE À LA MESSE D'OUVERTURE DE NOTRE-DAME

Après cinq ans de travaux, la cathédrale Notre-Dame de Paris a rouvert ses portes en décembre 2024. Le 12 décembre, tous les acteurs de la délégation de Paris du Secours Catholique-Caritas France étaient conviés à une messe dédiée aux mouvements caritatifs du diocèse et aux personnes qu'ils accompagnent. Au total, ce sont 150 personnes en situation de précarité qui ont participé à cette messe historique. Pour l'aider à se préparer à retrouver la cathédrale dont l'incendie a bouleversé le monde entier, chacun s'est vu remettre un document invitant à se souvenir de l'événement, individuellement ou en groupe, et à s'émerveiller de la renaissance de Notre-Dame. ■

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

RETOUR AU SOMMAIRE

SÉBASTIEN LE CLÉZIO / SCCF

TERRITOIRE

À SURGÈRES, UNE BOUTIQUE SOLIDAIRE ET CONVIVIALE

« *Au départ, il s'agissait d'un vestiaire qui s'adressait surtout aux personnes en situation de précarité, où l'on trouvait des vêtements et du mobilier, mais pas d'espace de convivialité* », raconte Émilie Bonneau, coordinatrice régionale d'animation au Secours Catholique en Nouvelle-Aquitaine. En 2019, l'équipe décide de faire évoluer le lieu en « boutique solidaire » et s'installe à Surgères, près de La Rochelle. « *Le premier souhait était de disposer d'un grand espace ouvert dans lequel les visiteurs autant que les bénévoles puissent circuler facilement*, précise Émilie Bonneau. *L'espace que nous occupons aujourd'hui ressemblait à un cube nu, à habiller. On pouvait faire ce qu'on souhaitait. On a pensé cette nouvelle boutique comme un tiers lieu. On ne s'interdit rien, on peut très bien accueillir d'autres activités comme des expositions. Ce serait une manière de faire venir un autre public.* »

À partir de 14 heures, la trentaine de bénévoles s'activent au tri des vêtements donnés. Les acheteurs sont de tous horizons et classes sociales. Certains arrivent, les bras chargés de dons. Alors que dans la boutique, on chine ou bavarde autour d'un café, à l'étage, dans le bureau qui sert de permanence sociale, un binôme de bénévoles reçoit une maman isolée. « *Entrer dans une boutique solidaire pour demander de l'aide pour ses démarches administratives est moins stigmatisant*, constate Marine, la responsable du lieu. *Les personnes ne sont pas étiquetées "personnes en situation de précarité", elles sont juste des acheteuses lambda.* » ■

EN SAVOIR PLUS

LIRE LE REPORTAGE COMPLET SUR LE SITE INTERNET DU SECOURS CATHOLIQUE.

RETOUR AU SOMMAIRE

RENFORCER LES LIENS FRATERNELS ET INTERRELIGIEUX

MATHIEU GÉNON / SCCF

PARTICIPATION AU « BAROMÈTRE DE LA FRATERNITÉ »

Le 4 février 2024, à l'occasion de la Journée internationale de la fraternité humaine[1], le Labo de la fraternité publiait son « Baromètre », une étude qui mesure la perception que les Français ont de cette valeur inscrite dans la devise de la nation. Le Secours Catholique-Caritas France, en tant que membre du Labo, a participé au pilotage de ce sondage réalisé par l'Ifop (Institut français d'opinion publique). Comme chacune des structures membres, l'association a apporté une contribution au rapport final en proposant une lecture du sondage à partir des réponses données par les plus pauvres des personnes interrogées. Sans surprise, alors que 85 % de l'ensemble des répondants se disent heureux, le pourcentage baisse de 17 points quand il s'agit de personnes en dessous du seuil de pauvreté (900 euros par mois). Ces dernières sont en revanche plus nombreuses (24 % contre 18 %) à considérer la fraternité comme une valeur fondamentale pour l'avenir. Pas étonnant qu'elles aient été nombreuses à rejoindre les mobilisations proposées par le Secours Catholique en cette journée nationale du 4 février. La délégation iséroise, par exemple, organisait une grande marche derrière une seule bannière, la Fraternité, avec en exergue une citation du pasteur Martin Luther King : « Soit nous vivrons ensemble comme des frères, soit nous périrons ensemble comme des imbéciles », alors qu'à Orléans, des moments de partage interculturel et interreligieux ont été vécus tout au long de la journée autour d'un café, d'un thé, d'un repas ou d'un match amical de « futsal » (football en salle).

#FRATERNITÉ

Le 1er octobre 2024, lors de son discours de politique générale, le Premier ministre Michel Barnier déclarait que la fraternité faisait partie des cinq priorités de son gouvernement. Le Labo de la fraternité dont le

1 La Journée internationale de la fraternité humaine a été instaurée par l'Organisation des Nations unies (ONU) lors de son assemblée générale de décembre 2020 faisant suite au document sur la fraternité humaine pour la paix mondiale et la coexistence commune, signé le 4 février 2019 par le pape François et le grand imam d'Al-Azhar, Ahmad Al-Tayyeb.

RETOUR AU SOMMAIRE

Secours Catholique-Caritas France est membre a aussitôt rebondi en lançant #Fraternité, cent jours avant le 4 février 2025, date de la prochaine Journée mondiale de la fraternité humaine. Cet appel à la fraternité, il l'a détaillé dans une tribune publiée quelques jours plus tard (le 26 octobre) dans le journal *Ouest-France* sous le titre « De la France "archipel" à la France fraternelle ». L'ensemble de la société civile était invité à se mobiliser pour rendre visible la fraternité déjà à l'œuvre partout sur le territoire, dans les organisations engagées pour le lien social, à travers les acteurs du dialogue interreligieux et interconvictionnel, et les initiatives fédérées par le Labo de la fraternité. Il y rappelle également que si la France se fractionne, c'est d'abord parce qu'il manque de lieux et de temps de rencontre pour refaire société tous ensemble.

PARTICIPATION AU BAROMÈTRE DU PLURALISME CULTUREL ET RELIGIEUX

Le Baromètre du pluralisme culturel et religieux est un indicateur conçu par l'Observatoire Pharos pour mesurer le niveau de la cohésion sociale au sein d'une société à des fins de plaidoyer. Le Secours Catholique-Caritas France y a participé en soutenant la démarche à partir de 2022 par le biais d'un de ses partenaires au Liban. En 2024, la délégation Nord-Lille s'est portée volontaire pour que la méthodologie soit appliquée au sein de l'un de ses accueils situés à Roubaix, ville comptant parmi les plus inégalitaires (43 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté) et les plus multiculturelles de France. L'objectif était de comprendre la manière dont se vit la grande diversité culturelle et religieuse des personnes fréquentant cet accueil afin d'en tirer des leçons et recommandations utiles au Secours Catholique et dans d'autres espaces. Après une première étude contextuelle, un questionnaire a été soumis à un échantillon de 51 personnes représentatives des différents profils des habitués du lieu. Les conclusions de l'enquête ont été d'abord détaillées à tous ceux qui y avaient participé puis rendues publiques le 25 novembre. Celles-ci témoignent de la bonne réussite du projet national du Secours Catholique en termes de fraternité interculturelle et religieuse. L'accueil de jour de Roubaix est en effet vécu par les personnes interrogées comme une oasis où chacun se sent accepté et respecté dans sa culture et son identité. Le Secours Catholique planche sur un outil qui prenne en compte les résultats de cette enquête pour que d'autres lieux d'accueil du territoire puissent travailler cette question du pluralisme culturel et religieux.

EN BREF

UN ACCUEIL HUMAIN ET CANIN

Dans le centre-ville de Poitiers, La Coquille, nouvel accueil de jour du Secours Catholique, a une spécificité rare pour une telle structure : les personnes y sont acceptées avec leur animal de compagnie. Pendant que ceux-ci se reposent dans les trois chenils, les maîtres peuvent prendre une douche, effectuer leurs démarches administratives ou simplement reprendre des forces. « *En accueillant les chiens, nous pouvons être encore plus dans l'inclusion* », se réjouit Philippe, bénévole.

OPÉRA POUR TOUS

À Orléans, le Secours Catholique accueille entre 20 et 30 apprentis chanteurs pour un atelier hebdomadaire mené par la mezzo-soprano Malika Bellaribi-Le Moal, la « diva des quartiers », qui s'est donné pour mission d'apporter le chant lyrique là où il n'a pas ses habitudes. Le groupe de chanteurs est constitué de bénévoles, de personnes en situation de précarité et de jeunes aidés par la mission locale. Son ambition : monter *Carmen* pour une représentation en public et dans un théâtre en fin d'année.

APPRENDRE EN S'AMUSANT

Le mercredi après-midi, une équipe du Secours Catholique se rend à l'hôtel social du Port-Marly, dans les Yvelines, pour y animer la Ronde des mots, un atelier d'apprentissage du français qui rassemble une dizaine d'enfants de 6 à 11 ans logés sur place avec leur famille. « *Lecture d'histoires, chants, jeux, éveil musical… Nous proposons des activités ludiques qui leur permettent d'enrichir leur vocabulaire* », explique Christine, bénévole.

CULTIVER LE PLAISIR ET LA FRATERNITÉ

À Verdun, le Secours Catholique et l'Amatrami, association d'aide aux personnes migrantes, animent un jardin partagé situé au cœur du quartier populaire des Planchettes. Le lieu accueille une trentaine de participants les mercredis après-midi. « *Le but, c'est de favoriser l'échange et la mixité sociale*, indique Rémy, bénévole. *Je viens ici pour sentir la terre et aussi pour faire des rencontres* », confie pour sa part Rachida qui participe au jardin depuis trois ans.

RETOUR AU SOMMAIRE

COMBATTRE LA PRÉCARITÉ PAR L'ACCÈS AUX DROITS POUR TOUS

RAREMENT LES DISCOURS À L'ÉGARD DES PERSONNES LES PLUS FRAGILES, exilées ou allocataires des minima sociaux ont été aussi violents qu'en 2024, et aussi préjudiciables aux droits fondamentaux. Car leur traduction dans les lois (loi pour le plein-emploi, loi asile et immigration) a des conséquences très lourdes pour les personnes concernées par cette maltraitance institutionnelle. Lourdes aussi pour les milliers de bénévoles du Secours Catholique-Caritas France qui assistent, souvent impuissants, à la précarisation grandissante de celles et ceux qu'ils accompagnent, quand ils ne se voient pas reprocher leur solidarité, notamment envers les personnes de nationalité étrangère. Le Secours Catholique reste fidèle à sa mission d'accueil inconditionnel des plus fragiles. Cette fidélité est teintée d'espérance quand sa démarche novatrice pour réinventer l'accès à l'alimentation débouche sur la mobilisation de milliers d'acteurs, quand son plaidoyer pour le droit au travail trouve un écho en Europe, ou que celui mené en amont des Jeux olympiques permet l'ouverture de places d'hébergement pour les plus fragiles d'entre tous.

RETOUR AU SOMMAIRE

ANTHONY MICALLEF/HAYTHAM-REA

PLAIDOYER POUR LIMITER L'IMPACT HUMAIN ET ENVIRONNEMENTAL DES JEUX DE PARIS 2024

DÉFENDRE LES « OUBLIÉS DE LA FÊTE »

Sous le slogan : « Ouvrons grand les jeux », le comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques Paris 2024 annonçait de grandes ambitions pour l'environnement, l'emploi, l'économie, l'éducation et une société plus inclusive par le sport. L'expérience des manifestations sportives internationales de cette envergure montrant hélas qu'elles ont souvent un coût humain et environnemental exorbitant, le Secours Catholique-Caritas France a choisi, dès le mois de février 2024, d'alerter sur les risques et de faire des propositions pour les prévenir dans un document de plaidoyer en quatre points et fiches intitulé « Jeux olympiques et paralympiques, les oubliés de la fête ».

ÉVITER LE « NETTOYAGE SOCIAL »

Hôtels cessant leur activité sociale et accentuant ainsi la saturation du parc d'hébergement en Île-de-France, expulsion de lieux de vie informels, éloignement des personnes en situation de précarité, notamment en déplaçant les points de distribution alimentaire et en envoyant les personnes sans-abri dans des « sas de desserrement » en région… l'impact des Jeux sur la vie de nombreuses personnes en situation d'exclusion s'est fait sentir dès la phase de préparation. Avec le collectif Le Revers de la médaille, le Secours Catholique a très tôt alerté contre ce « nettoyage social » et plaidé en faveur d'une mobilisation générale pour proposer à ces personnes une solution durable d'hébergement ou de logement.

PRÉVENIR LE RISQUE EXACERBÉ D'EXPLOITATION ET DE TRAITE

Les grands événements sportifs démultiplient les situations d'exploitation des personnes, que ce soit sexuelle ou par le travail, d'esclavage domestique, de contrainte à commettre délits ou crimes, de mendicité forcée. Sachant qu'en France en 2022, les associations dénom-

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

braient déjà 4 363 victimes de tels actes, le Secours Catholique a appelé à redoubler de vigilance avant et pendant les Jeux, et à mettre en place des politiques efficaces et pérennes contre l'exploitation et la traite des êtres humains. À six mois des Jeux, le collectif Ensemble contre la traite des êtres humains que coordonne le Secours Catholique lançait une campagne de sensibilisation sous le slogan : « On voudrait toutes et tous que ce soit une fête. » Elle se composait d'un document (disponible également en anglais) avec des récits de vie illustrant différentes formes d'exploitation et de traite des êtres humains et d'un livret d'information pour former les professionnels mais aussi les bénévoles pouvant se trouver en contact avec des personnes victimes. Un e-learning présentant la question en vingt minutes a aussi été mis à disposition des associations et a eu 3 500 vues dans plus de 30 pays sur le site humanitaire international Disaster Ready. Au-delà de l'information et de la formation, la campagne visait à responsabiliser les organisateurs de Paris 2024 et les entreprises et partenaires privés (en particulier les plateformes numériques).

RESPECTER L'AMBITION D'UN HÉRITAGE « HUMAIN ET SOCIAL DURABLE »

Près de 200 000 emplois ont été créés pour couvrir le surplus d'activité au moment des Jeux. Au vu des difficultés de recrutement, faute d'anticipation des besoins, d'accompagnement et de formation, les employeurs ont été autorisés à déroger au code du travail en instaurant un rythme de sept jours sur sept, alors que les 45 000 bénévoles des Jeux pouvaient être mobilisés jusqu'à 48 heures par semaine ! En réponse à ces pratiques, le Secours Catholique proposait aux pouvoirs publics des solutions concrètes à la hauteur de l'ambition affichée d'un « héritage humain et social durable » des Jeux olympiques et paralympiques.

RÉDUIRE L'EMPREINTE CARBONE PLUTÔT QUE LA COMPENSER

Pour prendre en compte le poids carbone d'événements comme les Jeux, qui supposent des infrastructures massives et des déplacements internationaux, c'est souvent la compensation carbone qui est proposée, généralement sous forme de plantation d'arbres à grande échelle. Or non seulement l'efficacité de tels projets est difficile à mesurer, mais les nouveaux risques qu'ils soulèvent pour les populations des territoires convoités sont inacceptables. Dans son plaidoyer, le Secours Catholique appelait à privilégier une réduction des émissions à la source.
Diffusé le 21 février 2021, sous le titre « Jeux olympiques et paralympiques : les oubliés de la fête », ce document de positionnement et de plaidoyer a été présenté en amont de l'ouverture des Jeux aux acteurs concernés : comité d'organisation, préfectures de toutes les villes accueillant des épreuves, élus et politiques, acteurs de terrain. Il était accessible sur le site des Nations unies.

PARTICIPATION AU SUIVI DE LA FRANCE PAR LE COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES

Le 21 octobre 2024, à la veille du sixième examen périodique de la France par le Comité des droits humains de l'Organisation des Nations unies à Genève, la société civile avait l'occasion de rencontrer les membres du Comité pour leur présenter des observations et préconisations. Le Secours Catholique-Caritas France en a profité pour présenter son plaidoyer relatif aux Jeux de Paris qui ont été un catalyseur de pauvreté pour les personnes sans abri ou expulsées de leur hébergement, et un révélateur des maux et injustices qui traversent le marché du travail tout comme des politiques insuffisantes pour prévenir et lutter contre la traite et l'exploitation. ■

LUTTER POUR L'ACCÈS AUX DROITS

POLITIQUE DES AIDES ET DE L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES

Véritable porte d'entrée au Secours Catholique-Caritas France, les permanences d'accueil des personnes en situation de précarité sont animées par 17 000 bénévoles soit 15 % des effectifs de l'association (chiffres 2022). Afin de rendre compte de la pluralité des dispositifs et des appellations déjà en place dans les délégations, l'action a été rebaptisée « Accueil, écoute et accompagnement » en 2023, et en 2024, plusieurs outils de cadrage sont venus compléter l'existant, à commencer par un guide référentiel réalisé entre 2022 et 2023. Son objectif : apporter un éclairage sur la posture attendue des bénévoles dans leur rôle d'écoutants habilités à accorder des aides financières et d'accompagnants vers l'accès aux droits, et aussi soutenir leur pratique par des repères, des préconisations, des partages

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

SÉBASTIEN LE CLÉZIO / SCCF

d'expériences. Le guide est émaillé de liens vers des documents nationaux permettant d'approfondir certaines notions clés, ainsi que vers les 11 repères qui guident depuis 2018 l'action des bénévoles Accueil – Écoute – Accompagnement.
Publié en février 2024, ce guide a été complété par une formation, l'occasion de partager les réalités vécues dans le cadre de cet accompagnement souvent difficile, en raison des limites auxquelles les bénévoles sont confrontés, autant que gratifiant du fait de la richesse des liens créés et de l'impact possible sur la situation des personnes.

DÉVELOPPER LA CULTURE DE L'ACCÈS AUX DROITS

Accompagner l'accès aux droits (droit à l'hébergement, droit à la santé, droit à des prestations sociales…) des personnes en situation de précarité est une des priorités du projet du Secours Catholique-Caritas France. Il ne s'agit pas de se substituer aux travailleurs ou organismes sociaux, mais de repérer les personnes qui se trouvent en rupture de droits, de les accompagner dans le rétablissement de ces droits et de leur permettre ainsi de mobiliser leur pouvoir d'agir, et, enfin, d'alerter les pouvoirs publics quand ces situations de non-recours sont le fait de dysfonctionnements, de politiques nationales ou locales mal appliquées ou excluantes. Pour renforcer cette culture de l'accès aux droits, le Secours Catholique a lancé en 2024 une newsletter bimensuelle à l'attention des équipes d'accueil afin de renforcer leurs pratiques d'accompagnement et de les tenir au courant de l'actualité des dispositifs nationaux et locaux. Un kit de formation a également été développé en parallèle afin de permettre aux délégations de développer la manière de faire et d'être de leurs bénévoles pour cerner les besoins des personnes qu'ils accompagnent et chercher avec elles des solutions en termes d'accès aux droits. La formation vise également à renforcer leurs connaissances des droits sociaux qui existent en France, des différents acteurs de l'aide sociale ainsi que des sites de référence sur ces questions. Développé en mars 2024, ce kit de formation a déjà été expérimenté en Picardie, dans l'Allier et dans les Bouches-du-Rhône.

ENQUÊTE SUR LA DÉMATÉRIALISATION DES SERVICES PUBLICS

Chaque année, le Rapport statistique du Secours Catholique-Caritas France dresse l'état de la pauvreté en France à partir de la situation des ménages accueillis par ses bénévoles. En 2024, l'analyse des conditions de vie de plus de 58 000 ménages a permis d'établir une photographie des situations de pauvreté et d'éclairer sur l'aggravation de la pauvreté en France. Au-delà de ce profil général, un dossier thématique vient à chaque édition compléter l'analyse statistique proprement dite. En 2024, celui-ci portait sur un sujet d'actualité plébiscité par les acteurs de délégation lors d'une consultation interne : les difficultés d'accès aux prestations sociales, du fait notamment de la dématérialisation des démarches. Plusieurs regards s'y croisent : celui du Secours Catholique qui s'appuie sur son expérience terrain, celui de la Défenseure des droits, Claire Hédon, invitée en tant que grand témoin, et bien sûr celui des personnes concernées, à savoir les membres de trois groupes basés à Metz, Versailles et Saint-Quentin, qui ont contribué au dossier par des textes d'analyse collective élaborés à partir de leur vécu. Un schéma du cheminement d'une demande de prestation sociale, établi à partir de leurs expériences vécues, met »»

RETOUR AU SOMMAIRE

FOCUS
CAMPAGNE TOUT LE MONDE À TABLE

TOUT LE MONDE EN CAMPAGNE POUR LE DROIT À L'ALIMENTATION

En 2021, face à l'ampleur de la précarité alimentaire mise en lumière par la crise sanitaire, le Secours Catholique-Caritas France lançait le programme Ensemble, bien vivre, bien manger. Son objectif : renforcer l'impact de l'action menée avec ses partenaires pour permettre l'accès de tous à une alimentation durable et de qualité. En 2024, le programme a franchi une nouvelle dimension de plaidoyer et de mobilisation.

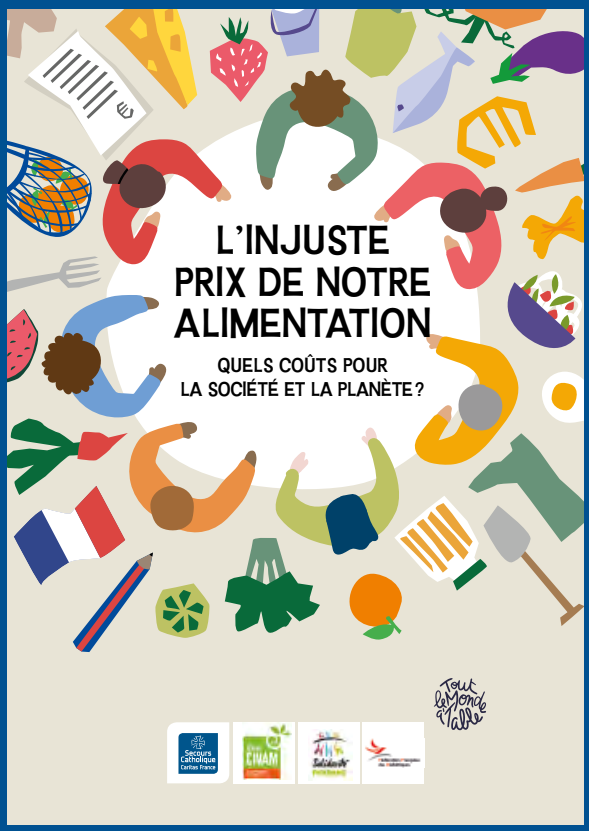
Le programme Ensemble, bien vivre, bien manger a permis en trois ans de soutenir dans le réseau du Secours Catholique-Caritas France des projets de jardins partagés, de paniers solidaires, d'épiceries sociales et solidaires pour permettre aux plus précaires un accès non stigmatisant à des produits de qualité… À plus grande échelle, dans le cadre d'un partenariat avec les réseaux Vrac, Ugess, Civam et Cocagne, le programme a fait émerger des réalisations innovantes comme la Caisse alimentaire commune de Montpellier inaugurée en 2023, et celle qui se met en place à Lyon. Ce sont de belles initiatives, mais qui restent une goutte d'eau dans l'océan des inégalités auxquelles conduit un système prévu pour fournir de la nourriture en abondance, mais sans tenir ses promesses d'accessibilité pour tous, ni de rémunération correcte pour ceux qui la produisent, et à un prix élevé pour la santé, l'eau, le climat et la biodiversité.

Convaincu qu'on ne pourra résoudre ces inégalités qu'en s'attaquant à leurs causes structurelles, le Secours Catholique a lancé en 2023 une étude de fond sur le système actuel de formation des prix qui ne rend pas compte des « coûts réels » pour la société : problèmes de santé, impacts négatifs sur l'environnement, exclusion d'une partie de la population… Mené avec le laboratoire d'analyse économique Le Basic et en partenariat avec le réseau Civam, le mouvement Solidarité paysans et la Fédération française des diabétiques, ce rapport intitulé « L'injuste prix de l'alimentation : quels coûts pour la société et la planète ? » chiffre de façon inédite l'ensemble des dépenses publiques qui soutiennent notre système alimentaire et celles qui compensent ou réparent ses impacts négatifs notamment sur la santé et sur l'environnement. Il démontre surtout qu'il n'y a pas de fatalité face à cela, mais des choix politiques qui, s'ils ont eu leur pertinence à une époque, doivent aujourd'hui radicalement changer.

TOUT LE MONDE À TABLE POUR TRANSFORMER LE SYSTÈME

Le rapport « L'injuste prix de l'alimentation » a été rendu public le 17 septembre 2024 lors d'un événement à la Halle Pajol, dans le 18e arrondissement de Paris, en présence de l'ensemble des partenaires de l'étude, de représentants des groupes concernés, notamment des agriculteurs et des personnes en situation de précarité, mais aussi d'élus, de représentants du monde associatif et du réseau du Secours Catholique. L'objectif était en effet de rassembler (au lieu d'opposer comme c'est trop sou-

RETOUR AU SOMMAIRE



vent le cas) le plus d'acteurs possibles pour amorcer ensemble la transformation d'un système créateur d'injustices et de dommages irréparables.
La publication du rapport avait également vocation à donner le coup d'envoi d'une grande campagne, Tout le monde à table, qui se prolongera jusqu'aux élections de 2027. Un coup d'envoi dont l'impact a dépassé toutes les attentes. Le Secours Catholique avait conçu un kit de communication et d'animation dont les délégations du réseau se sont largement emparées pour organiser toutes sortes d'événements locaux : débats et conférences de presse, ateliers de sensibilisation, moments conviviaux, et même participation des partenaires italiens, espagnols, allemands et colombiens !
Au total en septembre 2024, 22 délégations ont ainsi organisé 43 événements à travers 11 régions et avec la participation de plus de 1 900 personnes en présentiel. La presse, tant nationale que régionale, s'est largement fait l'écho de cette mobilisation inédite au Secours Catholique tant par son ampleur que par l'ouverture qu'elle a permise à des acteurs associatifs du monde paysan, du domaine de l'écologie et de la santé.

« 22 DÉLÉGATIONS ONT ORGANISÉ 43 ÉVÉNEMENTS À TRAVERS 11 RÉGIONS RASSEMBLANT PRÈS DE 2 000 PERSONNES. »

Les retombées politiques de cette vaste opération de plaidoyer ne se sont pas fait attendre. À partir de septembre, le Secours Catholique a été reçu par le secrétariat général à la Planification écologique ainsi qu'à la Délégation interministérielle de lutte contre la pauvreté. Il a participé à un événement à l'Assemblée nationale en vue d'un projet de loi-cadre sur le droit à l'alimentation pour lequel plusieurs députés se sont déjà engagés.

LES PROCHAINES ÉTAPES DE LA CAMPAGNE :

- le lancement d'un mouvement d'éducation populaire sur le droit à l'alimentation intitulé Carav'alim. Mis en ligne en décembre 2024, le site du mouvement en décline toutes les ambitions : accueillir, fédérer et soutenir les projets, initiatives et collectifs qui œuvrent pour l'accès à une alimentation digne et durable pour tous et agissent avec les personnes concernées par les injustices du système alimentaire ;
- une grande rencontre de quatre jours à Lyon, en avril ;
- 2025, avec l'ensemble des partenaires de l'étude, pour faire le point et maintenir la mobilisation.

EN SAVOIR PLUS

CONSULTER LA PAGE DÉDIÉE À LA CAMPAGNE SUR LE SITE INTERNET DU SECOURS CATHOLIQUE.

RETOUR AU SOMMAIRE

>>> en évidence le véritable parcours du combattant et les invraisemblables délais d'attente qu'il faut pour accéder à ses droits.

> « ON VOUDRAIT RETROUVER UN SERVICE PUBLIC QUI NOUS REÇOIT, NOUS ÉCOUTE ET NOUS ENTEND. »

À sa sortie en novembre 2024, le rapport a été présenté dans le cadre d'un déjeuner parlementaire au siège du Secours Catholique, en présence de représentants du groupe de Versailles venus témoigner de la violence ressentie face à cette administration sans visage. Il a par ailleurs été remis aux membres des gouvernements successifs, au ministre des Solidarités ainsi qu'aux représentants des administrations de la protection sociale, notamment la Cnaf avec laquelle le Secours Catholique mène des échanges réguliers en vue de remédier à ces difficultés d'accès aux droits. Des chercheurs s'en sont également saisis, ainsi que de nombreux médias nationaux et régionaux. Les délégations du Secours Catholique ont joué un rôle important dans la bonne réception du rapport, organisant notamment des conférences de presse et des colloques avec des partenaires, des membres des centres communaux d'action sociale (CCAS), des représentants de la Défenseure des droits en région ou encore les commissaires à la lutte contre la pauvreté. ■

LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ FINANCIÈRE ET POUR L'ACCÈS À UN REVENU DÉCENT

BILAN CRITIQUE DES PREMIÈRES EXPÉRIMENTATIONS DU RSA CONDITIONNÉ

La loi dite pour le plein-emploi votée en 2023 prévoit un « accompagnement rénové » des personnes allocataires du RSA, qui consiste à conditionner le versement de leur allocation à un minimum de quinze heures d'activité par semaine. Engagé de longue date en faveur d'un droit à des moyens convenables d'existence pour toutes et tous et opposé à une quelconque conditionnalité de ce droit, le Secours Catholique-Caritas France, aux côtés de ses partenaires ATD Quart-Monde et AequitaZ, a pris position en 2023 dans les débats sur la réforme, exprimant de vives critiques sur l'esprit et les conséquences de cette loi pour les personnes les plus en difficulté. Dans la continuité de ce plaidoyer, une enquête a été menée sur les expérimentations du RSA conditionné en vue d'un bilan critique publié le 14 octobre 2024. Se basant sur le croisement des premiers retours émanant des personnes concernées et des professionnels de l'insertion ainsi que sur les données quantitatives collectées par France Travail et des enquêtes journalistiques, cette étude a permis de formuler quatre alertes.

1. Le risque de glissement de l'obligation de quinze heures d'activité vers un travail gratuit qui serait réalisé par des allocataires du RSA.
2. L'affaiblissement de l'autonomie et du pouvoir d'agir des allocataires du fait notamment de l'usage d'algorithmes.
3. L'aggravation possible de la mécanique des radiations en raison de la multiplication des obligations.
4. Les réalités contrastées des possibilités de retour à l'emploi dans un contexte où notre économie ne produit pas assez de travail stable et décent pour tout le monde.

Face au risque que la réforme pousse encore davantage des personnes à renoncer à ce minimum pour vivre – en 2024, le taux de non-recours au RSA avait augmenté de 10,8 points dans les départements qui expérimentent la réforme, tandis qu'il restait stable dans les autres –, le Secours Catholique et ses partenaires ont appelé à en suspendre la généralisation prévue au 1er janvier 2025, sans convaincre jusqu'ici le gouvernement mais en ralliant à leurs constats plusieurs instances de concertation comme la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) et le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE).

CONDAMNATION DE « L'OBLIGATION D'HEURES D'ACTIVITÉ » PAR LA CNCDH

L'étude « Premier bilan des expérimentations RSA » du Secours Catholique-Caritas France a été portée par Denis Vienot, son ancien directeur général, au sein de la

CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

CNCDH qui s'en est emparée. Lors de son assemblée plénière du 19 décembre 2024, la commission a publié une déclaration selon laquelle « l'obligation d'heures d'activité en contrepartie du RSA porte atteinte aux droits humains ». Le Secours Catholique s'est félicité de cet avis qui conforte ses analyses et positions et s'appuie sur un article de la Constitution de 1946, auquel le préambule de la Constitution de la Ve République se réfère également : « Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de sa situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. »

SUCCÈS DE PLAIDOYER AU SEIN DU CNLE

Le Secours Catholique-Caritas France siège au sein du collège des associations du CNLE où il peut faire remonter des constats de terrain et porter des propositions. En 2024, il a contribué à l'avis sur les prestations sociales et indues publié le 7 mars par le CNLE. Intitulé « Sanctions : le point de vue du vécu », cet avis va dans le sens d'un plaidoyer de longue date sur ces sujets. À la veille de la mise en œuvre du nouveau régime de sanctions prévu par la loi plein-emploi, le CNLE alerte contre la « maltraitance institutionnelle » que représente le remboursement des indus vécu comme une sanction par les personnes concernées. Il plaide pour la définition d'un « minimum insaisissable » garanti et pour un retour en arrière sur la « fongibilité », une pratique qui permet aux caisses de récupérer les trop-perçus sur les allocations. Dans sa réponse, la Cnaf a indiqué que le système de solidarité à la source (également une proposition de longue date du Secours Catholique), généralisé en France depuis le 1er mars 2025, devrait entraîner une diminution très sensible du nombre d'erreurs et donc des indus et des contrôles. Une avancée que le Secours Catholique salue.

POURSUITE DE PLAIDOYER « BOULOT DE DINGUE »

Dans le rapport « Un boulot de dingue » publié en 2023, le Secours Catholique-Caritas France et AequitaZ chiffrent les innombrables heures que les prétendus « inactifs » effectuent au profit de la société en tant qu'aidants familiaux ou bénévoles engagés, et proposent des pistes pour que ces contributions soient valorisées. Largement commenté dans les médias à sa sortie, le rapport a continué à alimenter le débat en 2024. Il a notamment été présenté lors de la réunion plénière du CNLE du 7 mars à l'occasion d'une conférence publique organisée le 22 mars à Chambéry, lors de la 98e rencontre des Semaines sociales de France en novembre, et enfin le 3 décembre, à Lyon, dans le cadre d'un événement public organisé par le Pacte du pouvoir de vivre.

POUR UN DROIT À L'EMPLOI EN FRANCE ET EN EUROPE

Depuis plusieurs années, le Secours Catholique-Caritas France est engagé dans l'accompagnement vers l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées. Partout en France, une cinquantaine d'équipes de bénévoles emploi accompagnent des personnes dans leur recherche d'emploi. De plus en plus souvent, cet accompagnement se fait dans le cadre d'ateliers collectifs pour favoriser l'entraide et le partage d'expérience entre les personnes.
Le Secours Catholique a contribué dès l'origine aux expérimentations de l'association Territoires zéro chômeurs de longue durée (TZCLD), en tant que membre fondateur et soutien financier, mais aussi par l'engagement d'une quinzaine de ses délégations dans plusieurs des 58 projets TZCLD qui ont émergé à ce jour. Cette même année, le Secours Catholique a par-

RETOUR AU SOMMAIRE

ticipé, aux côtés de 16 autres structures œuvrant pour l'emploi et la solidarité, à une concertation nationale en faveur d'une loi droit à l'emploi pour toutes et tous. Une mobilisation que l'association a menée également avec Caritas Europa au moment des élections européennes, notamment à travers une lettre ouverte aux députés, mais aussi des mises en réseau d'acteurs, la participation à des webinaires, et une visite de deux jours des projets TZCLD de Bourgogne, avec des représentants de Caritas Europa, des Caritas Allemagne et Tchéquie.

PRÉSENTATION DU RAPPORT DE L'OBSERVATOIRE DE L'INCLUSION BANCAIRE (OIB)

Le Secours Catholique-Caritas France est membre de l'OIB dont la mission est de s'assurer que chaque citoyen ait accès aux services bancaires indispensables et que les personnes fragiles financièrement soient protégées, accompagnées et informées sur les dispositifs auxquels elles ont droit. Chaque année, l'OIB publie un rapport sur la situation et l'évolution des difficultés des ménages afin de prévenir au mieux le risque de surendettement. Le 15 octobre 2024, à l'occasion de la publication du rapport portant sur l'année 2023, le Secours Catholique a organisé un webinaire lors duquel les acteurs de terrain ont pu faire remonter des situations concrètes aux représentants de la Banque de France et aux auteurs du rapport. Car si le rapport 2023 relève plusieurs avancées, beaucoup de choses restent à faire dans un contexte de surendettement des familles.
Le 19 novembre 2024, dans le cadre de la journée nationale Accompagnement budgétaire des Restos du cœur, le Secours Catholique-Caritas France a présenté le rapport de l'OIB en regard du « Manifeste pour une inclusion financière universelle » rédigé en 2022 avec de nombreux partenaires associatifs. L'occasion de constater que l'objectif d'accès universel aux comptes bancaires et au crédit, même pour les personnes ayant un bon historique du microcrédit, est loin d'être atteint.

AIDER LES PERSONNES SANS RESSOURCES

Depuis plusieurs années, les équipes Accueil – Écoute – Accompagnement et les équipes Migrants du Secours Catholique-Caritas France font part de leur mal-être et de leur sentiment d'impuissance face à des personnes sans ressources financières ni accès aux droits sociaux, pour la majorité en raison d'une situation administrative précaire. Face au manque de perspectives de régularisation qui permettrait d'accéder au droit au travail, les bénévoles se questionnent sur leur capacité d'accompagnement et sont en quête d'éventuelles options à proposer.
Le Secours Catholique a donc décidé de prendre en charge ce sujet à travers un travail d'enquête auprès des personnes elles-mêmes afin de mieux comprendre ce qu'elles vivent et ce qu'elles attendent, mais aussi des bénévoles qui les accompagnent afin d'identifier les actions déjà mises en œuvre dans le réseau et d'imaginer des pistes pour l'avenir.
Mené par une personne en interne et par deux étudiants mis à disposition par la Clinique du droit de Sciences Po Paris, ce travail de recueil de témoignage et de capitalisation est sorti en 2024. Il a été accueilli très favorablement par les équipes.

SUITE DU TRAVAIL MENÉ AVEC L'INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE) POUR AMÉLIORER LA MESURE DE LA PAUVRETÉ DANS LA STATISTIQUE PUBLIQUE

Cela fait plusieurs années que le Secours Catholique-Caritas France est engagé dans des recherches visant à ce que la pauvreté soit étudiée dans toutes ses dimensions, ressenties comme vécues par les personnes elles-mêmes, et non uniquement à l'aune des ressources monétaires. En 2022, le Secours Catholique, ATD Quart-Monde et l'Insee ont entamé une démarche basée sur le croisement des savoirs entre chercheurs, associations et personnes concernées pour enrichir la mesure de la pauvreté en France à partir des huit dimensions définies par les travaux de l'université d'Oxford et les deux associations. Deux dimensions étaient traitées dans ce premier volet. En 2024, ce sont les six autres qui ont pu être abordées. L'équipe de pilotage s'est étoffée de deux chercheurs de l'université Paris School of Economics spécialisés dans les questions de bien-être et de mesure de la pauvreté. De nouveaux groupes de personnes en situation de pauvreté ont contribué à la démarche, à l'instar de l'animatrice et de deux personnes du groupe convivial d'Auxerre qui ont pu participer à l'ensemble de la démarche depuis 2022. Deux rapports ont été publiés. L'objectif de ce travail est d'enrichir différentes enquêtes de l'Insee relatives aux ressources et aux conditions de vie des ménages français et de permettre ainsi une analyse plus juste de la pauvreté dans l'ensemble de ses dimensions. ■

S'ENGAGER POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE

PARTICIPATION À LA SEMAINE *LAUDATO SI'*

En 2023, le Secours Catholique-Caritas France s'emparait d'une thématique déjà présente dans de nombreux projets des délégations et du programme Core (Communautés résilientes) mené par sa direction internationale : le changement climatique et son prix pour les plus pauvres, pourtant les moins pollueurs. Un des enjeux de cette démarche intitulée Reve pour « Révolution écologique » est de mobiliser autour de la question de la transition écologique juste. C'est pourquoi, en 2024, l'association a décidé de s'inscrire dans une mobilisation plus large : la Semaine mondiale *Laudato si'* qui a lieu en mai autour de la date anniversaire de l'encyclique.
Le succès de cette mobilisation a dépassé les attentes puisque 24 délégations ont joué le jeu, rivalisant d'idées d'événements et de rencontres : fresque du climat, rassemblements festifs comme celui des permanences Fraternibus au parc de Port-Breton à Dinard, balades dans la nature comme celle organisée autour de l'abbaye de Beaufort, en Bretagne. Au siège du Secours Catholique à Paris, un banquet réunissait l'ensemble des partenaires associatifs ainsi que certains partenaires internationaux, comme TAM de Palestine, Caritas Colombie et le Centre amazonien d'anthropologie (Caaap) du Pérou, de passage à Paris pour l'assemblée des parties prenantes du projet Core (voir p. 44-45). Toutes sortes d'activités pimentaient le menu du banquet : siestes sonores, ateliers *do it yourself* pour apprendre à fabriquer ses propres produits d'hygiène…

RÉFLEXION DU CONSEIL D'ANIMATION NATIONAL (CAN) SUR LES ENJEUX ÉCOLOGIE ET PAUVRETÉ

Le mandat du CAN, instance consultative du Secours Catholique-Caritas France composée à parts égales de personnes ayant l'expérience de la précarité, de l'animation/administration et de la responsabilité, a été renouvelé en 2023 pour deux ans avec une nouvelle thématique de réflexion pour ses 63 membres : définir et rédiger un texte de référence sur ce que serait une écologie au service de la justice et de la fraternité.
Deux rassemblements ont eu lieu en 2024. Le premier, dans un éco-lieu très investi sur les questions d'alimentation à Lyon, est l'occasion pour les participants de tester des produits et, pour les personnes du CAN ayant l'expérience de la précarité, d'animer des ateliers pour partager leurs propres pratiques écologiquement vertueuses. Dans le deuxième, à Lourdes en novembre, il s'agissait entre autres de définir dans quelle mesure le plaidoyer du Secours Catholique doit mettre les plus gros pollueurs devant leurs responsabilités. Selon la définition d'une écologie « juste » qui commence à faire consensus au sein du CAN, chacun devrait en effet agir à la hauteur de ses capacités et de son propre impact. Une façon de réparer les inégalités face à l'écologie, les solutions les moins polluantes étant inaccessibles aux plus pauvres (et moins pollueurs), ou inexistantes là où ils vivent.

CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

> « 24 DÉLÉGATIONS ONT RIVALISÉ D'IDÉES, D'ÉVÈNEMENTS ET DE RENCONTRES. »

ENGAGEMENT RENOUVELÉ DANS LE RÉEMPLOI TEXTILE SOLIDAIRE

Avec 715 boutiques solidaires animées par 7 000 bénévoles et fréquentées par 500 000 personnes chaque année, le Secours Catholique-Caritas France est un acteur engagé du réemploi dans le cadre de sa démarche de transition écologique

juste et fraternelle. En plus de contribuer à limiter les déchets textiles et à permettre à toutes et à tous de s'offrir des vêtements de qualité, ces boutiques offrent un espace de rencontres et de convivialité.
Dans le cadre d'une convention passée avec l'éco-organisme Refashion, le Secours Catholique bénéficie de fonds permettant de mettre en place des appels à manifestation d'intérêt (AMI) afin de financer les projets des délégations dans quatre domaines : formations pédagogiques, ateliers conviviaux de couture ou d'*up-cycling*, amélioration des surfaces de vente et d'accueil, ou encore, création de nouvelles structures. En 2024, 31 délégations ont bénéficié d'un financement pour mener à bien ce type d'actions, et 27 se sont engagées dans une démarche de traçabilité qui permet d'estimer avec plus de précision les volumes entrants et leur valorisation. Le Secours Catholique estime que 50 % des 3,5 millions de vêtements donnés dans ses antennes sont revendus à prix solidaire du fait de la qualité des dons.
L'année 2024 a été marquée par une aggravation de la crise textile avec des difficultés croissantes pour écouler les vêtements non vendus en boutique. La filière du tri et recyclage des textiles usagés étant en peine pour trouver des débouchés, cela a mis en péril un maillage territorial essentiel pour une gestion solidaire et locale du textile usagé. Face à cette situation, le Secours Catholique travaille avec ses partenaires (Emmaüs, ESS France, Tissons la solidarité, Réseau national des recycleries et ressourceries, Croix-Rouge française) à de nouvelles solutions responsables pour pallier l'absence de repreneurs sur certains territoires et y maintenir l'activité des boutiques solidaires afin de continuer à promouvoir une transition écologique qui ne laisse personne au bord du chemin.

PARTICIPATION AU RAPPORT DU CNLE SUR L'ÉCOLOGIE COMME LEVIER D'INCLUSION SOCIALE

En 2024, le Secours Catholique-Caritas France a participé au conseil de pilotage du rapport intitulé « Faire de la transition écologique un levier de l'inclusion sociale : l'impact social de l'écologie » réalisé par le CNLE en partenariat avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) et avec le soutien du Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Réalisé dans une démarche participative, ce rapport concilie connaissances scientifiques, associatives, institutionnelles et expérience des personnes en situation de précarité qui composent le cinquième collège du CNLE. Il rejoint les observations et préconisations du Secours Catholique puisqu'il constate les inégalités socio-environnementales et interroge la capacité d'adaptation des populations les plus modestes avant de formuler des recommandations pour accorder la transition écologique à la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales. La participation de l'association à l'élaboration de ce rapport montre que sa voix compte désormais sur les enjeux climatiques et de la pauvreté. ■

FAVORISER UNE MOBILITÉ DURABLE ET INCLUSIVE

ÉTUDE ET PROPOSITIONS POUR RÉPARER LES TERRITOIRES EN PANNE DE MOBILITÉ

Encore exacerbés par la hausse du prix des carburants, les problèmes de mobilité dans les territoires ruraux et hyper-ruraux entraînent de l'isolement et de grandes inégalités d'accès aux droits et à l'emploi notamment. Les équipes locales du Secours Catholique-Caritas France rivalisent d'idées pour y remédier : microcrédits, aides financières pour l'achat d'un véhicule, transport solidaire… Très utiles, ces dispositifs restent des pansements posés sur un système de transport défaillant. Le temps était venu de lancer un plaidoyer national pour que s'engage une politique publique en faveur d'une mobilité inclusive et durable dans les territoires ruraux.
En 2023, un diagnostic précis des besoins et des moyens de transport existants a été réalisé dans plusieurs départements (Aveyron, Pyrénées-Gascogne, Allier, Tarn, Saône-et-Loire, Côte roannaise), alors que, sur le plan national, un séminaire s'est tenu

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

SÉBASTIEN LE CLÉZIO / SCCF

en fin d'année avec une cinquantaine de représentants d'associations du champ de la solidarité et de l'écologie. À partir des éléments et analyses recueillis, le Secours Catholique a rédigé un rapport présentant des pistes d'action pour allier accès à la mobilité en milieu rural et respect des limites de la planète. Publié en avril 2024 sous le titre « Territoires ruraux : en panne de mobilité », ce rapport part de la parole des personnes sur les difficultés qu'elles rencontrent, revient sur les décisions politiques et économiques qui ont conduit à ces situations et fait des recommandations en s'appuyant sur quatre leviers majeurs : une vraie planification des moyens sur les territoires, le développement d'infrastructures, l'accompagnement vers d'autres modes de déplacement que la voiture individuelle et le financement de la mobilité dans ces territoires.
Si le rapport n'a pas pu être présenté en juin 2024 aux parlementaires en raison de la dissolution, il a fait l'objet de plusieurs événements organisés par les délégations du Secours Catholique un peu partout en France, mais aussi à la demande d'acteurs

EN BREF

OPÉRATION TOUS À VÉLO

En deux ans, l'opération Tous à vélo portée par le Secours Catholique à Évreux en partenariat avec le chantier d'insertion Cicérone a permis à 100 adultes de se former à la pratique du vélo et d'en acquérir un. « *Nous avions porté un plaidoyer pour la gratuité des transports en commun pour des personnes en situation de précarité, mais en vain*, explique Sarah Guinoubi, animatrice. *Nous avons alors réfléchi à une alternative.* » Le programme comprenait cinq séances de deux heures de vélo-école, un atelier d'entretien-réparation et une séance de sensibilisation au code de la route. Les participants ont pu acquérir pour 10 euros un vélo reconditionné par Cicérone et financé par le Secours Catholique. « *J'étais déjà monté sur un vélo,* témoigne Ben, 36 ans, *mais je n'avais jamais circulé. Au bout de trois séances, je savais rouler !* »

APPRENDRE AUTREMENT

À Saint-Sulpice-la-Pointe, chaque lundi et jeudi après-midi, quand la cloche sonne pour annoncer la fin de la classe, une dizaine d'enfants de 7 à 10 ans retrouvent chacun le bénévole du Secours Catholique qui le suit durant l'année scolaire. Entre l'enfant en difficulté et l'adulte, la relation qui se noue va au-delà de l'aide aux devoirs. « *Ils se confient à nous, ils expriment leurs sentiments* », témoigne Chantal, bénévole. Dans le local de l'association, après un temps de lecture et de révision, les binômes se réunissent autour d'activités ludiques. Cet après-midi-là, les enfants aident à planter des oliviers dans le jardin partagé du local. Objectif : leur apprendre les règles de vie en collectivité, les sensibiliser aux écogestes ou à la citoyenneté.

DES ATELIERS NUMÉRIQUES ITINÉRANTS

Une équipe du Secours Catholique anime des ateliers numériques dans des communes isolées de l'Isère. Ces séances se déroulent sur plusieurs semaines et rassemblent une dizaine de personnes désireuses de se familiariser avec le maniement de l'ordinateur ou du smartphone. « *Logiciels, navigation sur Internet, mails… nous leur expliquons le fonctionnement de chaque chose*, indique Laurence, bénévole. *L'objectif est que les personnes soient plus autonomes et qu'elles se sentent fières.* » Depuis leur création en 2022, ces ateliers itinérants ont desservi six communes. Chantal, 70 ans, a suivi l'un d'eux. « *Je n'avais jamais appris à aller sur Internet*, confie-t-elle. *Désormais j'ai moins peur de faire des erreurs et je vais continuer à pratiquer : avec de la volonté, on y arrive !* »

RETOUR AU SOMMAIRE

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

ANTHONY MICALLEF / SCCF

TERRITOIRE

L'AIDE AU NUMÉRIQUE À AIX-EN-PROVENCE : « JE M'AFFOLE FACILEMENT »

Au Secours Catholique d'Aix-en-Provence, dans le quartier populaire d'Encagnane, chaque jeudi matin, une équipe de six à huit bénévoles aide des personnes en difficulté avec le numérique à résoudre un problème technique, à accomplir une démarche en ligne ou à maîtriser un outil ou une compétence digitale. L'objectif : dédramatiser l'utilisation des ordinateurs, des smartphones et d'Internet, devenus incontournables dans la vie quotidienne.

« *Vous me dites : "Fermez la fenêtre" !* », répète, espiègle, Halima, tout en faisant mine de fermer réellement une fenêtre. À ses côtés, Sonia et Jean-Paul, bénévoles, rient à la plaisanterie tout en l'aidant à imprimer elle-même des documents médicaux. Son PC portable sous le bras, Nathalie vient « *juste pour un dépannage* ». Cette retraitée souhaite se rafraîchir la mémoire sur la façon de copier-coller un texte issu d'Internet dans un document Word.

Si certains se saisissent de la souris, beaucoup d'autres ne l'osent ou ne le peuvent pas. C'est le cas de Rabha, 57 ans, venue avec son petit-fils en poussette et ses fiches de paie froissées. « *Sans eux, je n'arrive à rien !* » s'exclame-t-elle en désignant Catherine, Brigitte et Hosea qui s'affairent pour elle sur le portail de la Caisse d'allocations familiales (CAF).

Les rendez-vous peuvent durer, et pas seulement pour des raisons techniques. « *On est dans le lien, on discute*, souligne Jean-Paul. *Souvent, les personnes nous confient toute leur vie.* » La permanence a d'ailleurs lieu en même temps que l'accueil-café, ouvert aux personnes à la rue ou isolées. Il bat son plein dans la grande salle adjacente. Une manière de jeter des ponts entre les différents besoins des personnes, et de lever les peurs.■

EN SAVOIR PLUS

LIRE LE REPORTAGE COMPLET SUR LE SITE INTERNET DU SECOURS CATHOLIQUE.

RETOUR AU SOMMAIRE

comme la Dreal (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) de Caen, dans le cadre du congrès des régions de France à Strasbourg. Une formation pour des élus a également été réalisée par un organisme dédié.

DÉFI « MOBILITÉ » DANS LES HAUTES-PYRÉNÉES

Dans le cadre d'une journée de découverte et d'échanges sur la mobilité dans les Hautes-Pyrénées, la délégation du Secours Catholique-Caritas France a proposé à l'ensemble des participants, parmi lesquels des membres d'associations partenaires et d'élus locaux, de se rendre à Bagnères-de-Bigorre (centre du département) par tout moyen de transport pourvu que ce ne soit pas seuls dans leur voiture thermique. Un défi (relevé !) et une très bonne introduction aux échanges avec les différents acteurs de la mobilité et la députée des Hautes-Pyrénées venus débattre des analyses et propositions du rapport « Territoires ruraux : en panne de mobilité ».

LA MAISON DE LA MOBILITÉ SOLIDAIRE 43

En 2024, le Secours Catholique-Caritas France a participé, par le biais du garage Solidarauto 43, à la création de la Maison de la mobilité solidaire 43 financée par le programme Tims[1] dont elle est lauréate. Ce projet issu d'un collectif d'associations s'adresse prioritairement aux personnes en situation de précarité sur l'ensemble du territoire de la Haute-Loire. Sa mission consiste à accompagner vers des solutions de mobilité solidaire alternatives à la voiture, à développer des solutions de mobilités partagées et actives sur plusieurs territoires du département, à plaider pour l'écomobilité solidaire et inclusive auprès des acteurs publics, économiques, associatifs… dans un dispositif de gouvernance partagée impliquant des partenaires publics, collectivités, acteurs économiques et associations. ■

1 Programme qui vise à développer la mobilité durable et inclusive en France.

LUTTER CONTRE LE SANS-ABRISME ET LE MAL-LOGEMENT

DES JOURNÉES NATIONALES DES ACCUEILS DE JOUR POUR FAIRE RÉSEAU

Un premier séminaire s'est tenu à Paris en 2022 avec 70 personnes, bénévoles et salariés des accueils de jour du Secours Catholique-Caritas France. C'est à cette occasion qu'a été confirmé le besoin d'un référentiel reprécisant le cadre et les points communs des accueils de jour au-delà de leurs différences, et qu'a été prise la décision d'organiser un grand rassemblement à Lourdes. Celui-ci s'est tenu du 24 au 28 octobre 2024, en présence de 120 bénévoles et de 30 salariés issus de 55 des 80 accueils de jour de tout le territoire. Au programme de ces journées : la présentation du référentiel dont les différentes fiches faisaient l'objet d'une exposition, un débat sur une thématique choisie par sondage : la participation de toutes et tous à la vie de l'accueil et des temps de partage entre acteurs en fraternité, lors de forums ouverts ou à l'occasion d'activités à l'extérieur de la cité Saint-Pierre. Les bénévoles des accueils de jour sont pour beaucoup en situation de précarité, il s'agissait de voir comment organiser la gouvernance la plus inclusive possible. Mais pour les bénévoles qui font face au jour le jour à la très grande exclusion, ces journées étaient l'occasion de faire réseau dans la joie, de sortir de l'isolement et de prendre un temps pour décompresser.
L'équipe nationale des accueils de jour s'est créée à l'issue de ces journées ; elle va permettre de maintenir les liens tissés à Lourdes et de favoriser les échanges, non pour homogénéiser les pratiques mais pour toujours mieux répondre aux enjeux.

DES OUTILS POUR COMPRENDRE ET ACCOMPAGNER

Face à la dégradation de la situation de l'hébergement d'urgence, le Secours Catholique a renforcé en 2024 ses outils pédagogiques pour soutenir ses équipes bénévoles dans l'accompagnement des personnes sans domicile. Dans la continuité du Guide pratique sur l'accès et le maintien en hébergement d'urgence paru en 2021, il a élaboré un nouveau kit de formation, testé dans le Loiret et le Vaucluse. Ce module donne des clés pour comprendre la situation des personnes rencontrées par le Secours Catholique, le fonctionne-

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

VINCENT BOISOT / SCCF

ment de l'écosystème de l'hébergement et du logement et le rôle que peut y jouer le Secours Catholique par l'accompagnement et le plaidoyer. Il sera déployé en 2025 auprès de nouvelles délégations fortement engagées dans la lutte contre le sans-abrisme.

LES RÉUSSITES DU PLAIDOYER NATIONAL

OUVERTURE DE NOUVELLES PLACES D'HÉBERGEMENT GRÂCE AU PLAIDOYER JO

Dans son plaidoyer « Jeux olympiques et paralympiques : les oubliés de la fête » (voir p. 19-20), le Secours Catholique-Caritas France avait dénoncé dès le début 2024 les risques d'expulsions de bidonvilles et de déplacements forcés de personnes à la rue se trouvant dans certains périmètres des Jeux. Un plaidoyer qui s'est poursuivi dans le cadre du collectif Le Revers de la médaille et des rencontres qui ont eu lieu au niveau de la ville, du comité d'organisation de Paris 2024, ainsi que des préfectures, ministères et conseils régionaux et départementaux concernés. Si de nombreuses conséquences du « nettoyage social » dénoncé n'ont pu être évitées, le Secours Catholique s'est félicité que la mobilisation ait permis l'ouverture de près de 200 places pérennes pour les grands marginaux de Paris : des hommes seuls, parfois accompagnés d'animaux de compagnie, qui sont les oubliés de l'accès à un hébergement.

250 MILLIONS D'EUROS SUPPLÉMENTAIRES POUR L'HÉBERGEMENT D'URGENCE

Alors que le Pacte des solidarités lancé en septembre 2023 prévoyait le maintien du parc d'hébergement généraliste à 203 000 places, que trois ministres successifs s'étaient engagés à créer 10 000 places supplémentaires au regard du nombre croissant de personnes vulnérables à la rue (femmes, familles avec enfants en très bas âge, personnes souffrant de pathologies ou en situation de handicap…), les restrictions budgétaires annoncées fin 2024 faisaient craindre de nouvelles fermetures. Les interpellations répétées du Secours Catholique et du Collectif des associations pour le logement dont il est membre ont permis de faire adopter des résolutions à l'Assemblée nationale et au Sénat pour mettre fin au sans-abrisme des enfants et obtenir le déblocage de 250 millions supplémentaires pour terminer l'année. Il faudra néanmoins poursuivre et amplifier cet effort en 2025 afin de répondre à l'ensemble des besoins.

RETOUR AU SOMMAIRE

ÉLODIE PERRIOT / SCCF

PUBLICATION D'UN RAPPORT SUR LE LOGEMENT REPRENANT LE PLAIDOYER DU SECOURS CATHOLIQUE

Membre de la CNCDH, le Secours Catholique s'est fortement impliqué dans l'élaboration de l'avis « Pour rendre effectif le droit au logement pour tous » paru en mars 2024. Celui-ci reprend plusieurs de ses analyses, notamment sur les discriminations systémiques que subissent les ménages les plus pauvres dans la course au logement social dans la plupart des grandes agglomérations françaises.

RECOURS VICTORIEUX CONTRE LE DÉCRET FIXANT LES NORMES DE SALUBRITÉ DES LOCAUX D'HABITATION

Le Secours Catholique et ses partenaires avaient déposé un recours contre le décret ministériel du 29 juillet 2023 visant à autoriser à la location des logements indécents (sous-sols sans ouverture latérale, appartements avec une hauteur de plafond de 1,80 mètre ou une largeur de 2 mètres seulement…). Le 20 août 2024, le Conseil d'État a donné raison au collectif et annulé la partie critique du décret.

DES PLAIDOYERS LOCAUX GAGNANTS

POITIERS : STRATÉGIE POUR LA CRÉATION D'UN ACCUEIL DE JOUR OPÉRATEUR

Le Secours Catholique-Caritas France, qui anime de longue date un accueil de jour à Poitiers, déplorait le manque de coordination et de structures sur le territoire pour répondre à l'ensemble des besoins des personnes à la rue. Il a encouragé la ville et l'État à créer un poste de coordination des acteurs de la veille sociale, et à ouvrir un nouvel accueil de jour complémentaire au sien, géré par des travailleurs sociaux, qui devrait voir le jour en 2025.

AIX-EN-PROVENCE : SUSPENSION DE L'ÉVACUATION D'UN BIDONVILLE

En octobre 2024, face à l'expulsion imminente des 183 personnes, dont 74 enfants, habitant le bidonville de L'Arbois à Aix-en-Provence, la délégation du Secours Catholique et ses partenaires ont interpellé la préfecture des Bouches-du-Rhône et obtenu que l'État suspende le concours de la force publique. Un peu de répit pour les familles en attendant la reprise de la concertation locale sur la stratégie de résorption du bidonville.

RETOUR AU SOMMAIRE

TOULOUSE ET AVIGNON : JURISPRUDENCE EN FAVEUR DU MAINTIEN DANS L'HÉBERGEMENT

En 2023, la délégation de Toulouse du Secours Catholique s'est mobilisée à la suite de la remise à la rue de familles prises en charge dans l'hébergement d'urgence. En 2024, le juge lui a donné raison en condamnant la préfecture au motif que ces pratiques sont contraires aux textes. Une jurisprudence qui est venue appuyer d'autres recours partout en France, notamment à Avignon où la victoire a été largement reprise dans la presse locale.

DES AVANCÉES DANS LA LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

En collaboration avec le réseau Éco habitat et l'Agence nationale de l'habitat (Anah), le Secours Catholique-Caritas France avait conclu en 2020 un contrat à impact qui prévoyait la rénovation énergétique des habitations de 200 ménages en situation de précarité d'ici la fin 2024. Si le nombre de transformations accompagnées n'a pas été tout à fait à la hauteur des ambitions (120 au total), ce contrat a fait la démonstration qu'un tel accompagnement faisait sens. Il a en effet permis l'évolution de la réglementation de l'Anah, l'augmentation des aides aux propriétaires très modestes et la mise en œuvre d'un accompagnement tout au long des travaux financés par l'agence. En plus d'avoir fait évoluer les dispositifs nationaux, cette expérimentation a permis l'émergence d'autres projets semblables : le programme Chauffe-toit en Bourgogne et en Maine-et-Loire, qui a déjà un chantier à son actif en 2024, et une autre, Solidar'toit, dans le Poitou. L'implication du Secours Catholique y est double : il soutient la création de ces associations en charge de l'accompagnement socio-financier (le montage du projet pour l'Anah) et le suivi technique avec les artisans, alors que ses bénévoles assurent l'accompagnement fraternel des ménages tout au long des travaux. ■

ACCOMPAGNER LES FAMILLES

UNE NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE POUR L'ACCOMPAGNEMENT À LA SCOLARITÉ

Au Secours Catholique-Caritas France, l'accompagnement à la scolarité représente aujourd'hui près de 3 500 bénévoles et plusieurs milliers d'enfants dans 63 délégations. Cette activité est d'autant plus fondamentale qu'elle permet aux enfants, non seulement d'améliorer leurs résultats scolaires, mais de manière générale de reprendre confiance en eux et de s'ouvrir à d'autres univers grâce à des sorties. La nécessité commençait à se faire sentir, et à être exprimée par les personnes concernées, de refaire l'inventaire des besoins en termes de supports, d'outils d'animation et de possibilités de rencontres pour toujours mieux accompagner les enfants. En 2024, une feuille de route a été rédigée afin de recadrer l'activité et d'outiller les bénévoles face à l'évolution des situations. Aujourd'hui en effet, la plupart des enfants accompagnés dans leur scolarité présentent des troubles « dys » (troubles spécifiques du langage ou de l'apprentissage) ou ont vécu des parcours de migration. Il était donc important de donner aux bénévoles des clés pour bien comprendre ces vécus et ces troubles et de leur donner accès aux ressources

MATHIEU GÉNON / SCCF

disponibles en termes d'associations, d'outils pédagogiques adaptés et aussi de connaissances du droit. Cette feuille de route a été présentée au cours de l'année dans les délégations concernées et continuera à l'être en 2025.

LE PARRAINAGE DE PROXIMITÉ, SOUTIEN RECONNU À LA PARENTALITÉ

Les parents ne sont pas les seuls éducateurs de leurs enfants, c'est là toute l'idée à l'origine du « parrainage de proximité », une activité ancienne

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

VINCENT BOISOT / SCCF

du Secours Catholique-Caritas France. Pour les parents en situation de précarité, qui se battent au quotidien pour joindre les deux bouts, parfois dans des conditions de logement également précaires, pouvoir créer un lien dans la durée avec un adulte de confiance s'avère particulièrement précieux. Précieux également pour les enfants à qui ce « parrain de proximité » va proposer des activités et sorties leur faisant découvrir d'autres univers et types de relation avec les adultes.
En février 2024, dans le cadre du décret de la loi Taquet sur la protection de l'enfance, le parrainage de proximité a été reconnu comme comptant au nombre des ressources que les familles peuvent faire valoir auprès de l'Aide sociale à l'enfance (ASE). Ce décret concerne les enfants confiés à l'ASE, ce qui est plus rarement le cas des enfants bénéficiant d'un parrainage de proximité par le Secours Catholique. L'association n'est d'ailleurs pas favorable à ce qu'il soit restreint aux enfants des familles en situation de précarité, préférant que le parrainage de proximité reste un choix personnel et absolument libre des parents, fait dans le seul intérêt de leurs enfants.

PARTICIPATION AU HAUT CONSEIL À L'ENFANCE, À LA FAMILLE ET À L'ÂGE (HCFEA)

Le Secours Catholique-Caritas France participe à deux des trois collèges du HCFEA, celui à l'enfance et à l'adolescence, et celui à la famille.
Lors des rencontres bimestrielles qui rassemblent une quarantaine de représentants d'associations, d'institutions comme la Cnaf, la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) et d'élus régionaux et communaux, le Secours Catholique peut faire remonter des constats et émettre des avis, tant sur des saisines du gouvernement que sur des sujets proposés par les participants. C'est dans ce contexte qu'en 2024, il est intervenu sur le sujet des enfants en situation de rue, a défendu le droit aux séjours et aux vacances pour tous, sous l'angle de l'éveil à l'environnement et à la protection de la biodiversité, ou encore a pris position sur le sujet de la santé mentale des enfants et adolescents et leur prise en charge.

OUVERTURE D'UNE NOUVELLE MAISON DES FAMILLES À ORLÉANS

En mai 2024, le Secours Catholique-Caritas France inaugurait à Orléans une nouvelle maison des familles. Le réseau compte désormais 23 maisons ouvertes du

RETOUR AU SOMMAIRE

lundi au vendredi, de 9 heures à 17 heures, dont 15 créées par le Secours Catholique. L'accueil des parents en situation de précarité ou d'isolement y est inconditionnel. Ceux-ci peuvent s'y rendre avec ou sans leurs enfants, l'objectif premier étant qu'ils puissent disposer d'un temps et d'un espace pour se poser, partager leurs difficultés et bonheurs avec d'autres parents, et reprendre confiance en leur rôle souvent mis à mal par les conditions où il s'exerce, dans des hôtels sociaux pour beaucoup, des squats, et même la rue.
En 2024, alors que naissait le projet de création d'une fédération des maisons des familles, cinq rencontres nationales du réseau ont eu lieu. Celles-ci réunissaient chacune une cinquantaine de personnes : des membres de bureaux, de conseils d'administration et des partenaires des maisons, mais aussi des parents, des bénévoles et des salariés, afin d'échanger sur leurs expériences et pratiques. La dernière de ces rencontres a eu lieu en octobre 2024 sur le thème des similitudes et des singularités entre les différentes maisons.

VERS UNE FÉDÉRATION DU RÉSEAU DES MAISONS DES FAMILLES

Créées en 2009 conjointement par le Secours Catholique et Apprentis d'Auteuil, les maisons des familles ont démontré depuis toute leur pertinence et leur nécessité. Le réseau ayant atteint le seuil critique de plus de 20 maisons, le moment était venu de le structurer sous forme de fédération. L'étude menée en 2023 pour identifier les besoins, tant des maisons elles-mêmes que des partenaires, a permis de définir la forme de gouvernance souhaitée – une gouvernance partagée impliquant très largement les parents eux-mêmes – et les missions de cette fédération. En juillet 2024, la Cnaf désignait le Secours Catholique et Apprentis d'Auteuil comme tête de réseau Soutien à la parentalité. Dès le mois de septembre, une équipe s'est mise en place, avec des membres bénévoles ou salariés des deux associations, pour relever le défi et travailler à la rédaction des statuts qui seront déposés en préfecture en 2025.
La fédération aura vocation à sécuriser le modèle économique des maisons des familles et à garantir la mise en œuvre du cadre de référence déjà existant. Elle favorisera la mutualisation des ressources et des pratiques, soutiendra les bureaux de chaque maison sur les plans administratif et financier, et mènera un plaidoyer commun sur les pratiques publiques vis-à-vis des parents en situation de précarité et les cas insoutenables de familles entières à la rue.

RÉPONDRE AU DROIT AUX VACANCES POUR TOUS LES PUBLICS

Ni accessoires ni superflues, les vacances contribuent à resserrer les liens familiaux et à renforcer la capacité d'agir des personnes et des parents. Il s'agit d'un droit dont le Secours Catholique-Caritas France est un ardent défenseur.
En 2024, l'Agence nationale des chèques vacances (ANCV) a attribué une dotation de 470 000 euros qui ont permis l'organisation de 470 projets de vacances et le départ de 960 personnes en séjours collectifs et de 2 020 en séjours individuels.
Par ailleurs, grâce au partenariat du Secours Catholique avec l'Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA), les associations Berry Tudy et Maison de Courcelles, et avec le concours financier (20 000 euros) de la Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative du ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative, 300 jeunes sont partis en colonie de vacances. Par ailleurs, plus de 500 enfants et adolescents sont partis dans le cadre de l'Accueil familial de vacances.
En 2024, le Secours Catholique-Caritas France a continué à multiplier les initiatives pour faciliter le départ des familles, enfants et jeunes, personnes isolées, seniors. Ainsi, deux nouveaux partenariats ont été expérimentés. Le premier avec l'association Parents vacances fondée en 2019 sur une idée originale de mise à disposition de maisons entre des particuliers solidaires et des familles accompagnées par un partenaire de confiance comme le Secours Catholique qui fait le lien. Cette formule a bénéficié à plus d'une quinzaine de familles (71 personnes) dans cinq délégations différentes et bénéficiera à d'autres, au fur et à mesure du développement national de cette association.
Le deuxième avec la fondation Je pars, tu pars, il part qui collecte des séjours de vacances auprès d'hébergeurs, de voyagistes et de grands acteurs du tourisme afin de les mettre à disposition d'organisations qui accompagnent des personnes fortement éloignées de l'accès aux vacances. Vingt-cinq familles, soit 100 personnes, ont pu ainsi partir en vacances en 2024.

RETOUR AU SOMMAIRE

PARTENARIAT AVEC LE MUSÉE OCÉANOGRAPHIQUE DE MONACO

Le musée Océanographique de Monaco a créé à destination des écoles des outils pédagogiques sur la protection de la biodiversité. Dans le cadre d'un partenariat signé en 2024, 20 personnes (parents et enfants) de la délégation de l'Eure ont été conviées en juillet à un séjour sur place comprenant trois nuits d'hôtel, la visite du musée, un tour en bateau et même une initiation à la plongée. Le succès de cette première expérience a incité le musée à prolonger le partenariat sur trois ans afin de permettre à d'autres enfants et à leurs parents d'en profiter et de prendre concrètement conscience des enjeux environnementaux. Car si ce séjour était le point d'orgue de toute une sensibilisation sur la biodiversité menée dans le cadre du projet Reve du Secours Catholique, c'est par la découverte de la diversité (et de la fragilité) de la flore et de la faune marine qu'un véritable déclic a pu avoir lieu. ■

DÉFENDRE LES DROITS DES PERSONNES ÉTRANGÈRES

MOBILISATION CONTRE LA LOI ASILE-IMMIGRATION

Tout au long de l'année 2023, lors des débats sur la loi asile-immigration, le Secours Catholique-Caritas France s'est mobilisé, aux côtés d'autres associations, pour dénoncer un texte bafouant plusieurs droits fondamentaux des personnes concernées. Cette mobilisation n'a pourtant pas permis d'infléchir les sénateurs puis les députés qui ont voté le texte en fin d'année. Fidèle à sa mission de fraternité avec les plus démunis, le Secours Catholique a décidé d'inviter ses bénévoles, salariés et partenaires à répondre à l'appel des 201 personnalités, dont Véronique Devise, alors présidente nationale, à marcher partout en France le dimanche 21 janvier 2024 pour la liberté, l'égalité, la fraternité et demander l'abandon de la loi. La participation active du réseau à la marche du 21 janvier, un mode d'action peu habituel pour l'association, a été révélatrice pour beaucoup de la capacité du Secours Catholique à porter une parole politique et à être en communion avec d'autres associations et syndicats.

RELAIS DE LA MOBILISATION EN RÉGION

Les acteurs locaux du Secours Catholique ont continué de se mobiliser tout au long de l'année. Avec quelques temps forts.

- **À Nancy** le 24 juin, la délégation a participé à l'organisation d'un « parlement de rue pour d'autres politiques migratoires » dont l'objectif était double : rappeler qu'un autre accueil des personnes migrantes est possible et faire entendre la voix, l'expérience et les revendications des personnes concernées.
- **En Savoie,** l'équipe de l'accueil de jour de Chignin a réalisé une vidéo pour rappeler, grâce à un témoignage poignant, que « quand on accueille bien, ça se passe bien ».
- **En Île-de-France :** les équipes du Secours Catholique ont lancé le 9 décembre 2024 un cycle de webinaires intitulé « 1 h 30 pour mieux comprendre ». Lors de la première édition, 150 participants ont pu échanger avec Ekrame Boubtane, spécialiste des migrations internationales, sur le thème : « Quelle est la réalité des coûts économiques de l'immigration ? »

LES NOUVEAUX ENJEUX DE L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS

Près de la moitié des personnes accueillies par le Secours Catholique-Caritas France sont étrangères. Parmi les équipes de bénévoles qui les accompagnent, plus de 300 équipes mettent en œuvre des actions d'apprentissage du français pour favoriser leur insertion dans la société. Deux nouveaux enjeux se présentent à elles.

L'ENJEU DE LA CERTIFICATION

Depuis janvier 2024 et la promulgation de la loi pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration, les mesures concernant la maîtrise du français conditionnent encore plus qu'avant la délivrance d'un titre de séjour pérenne à un niveau de français certifié, aggravant encore la précarisation et les discriminations. Un groupe d'une quinzaine de personnes (acteurs de l'apprentissage du français, salariés, bénévoles…) s'est alors formé pour faire

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

ÉLODIE PERRIOT / SCCF

un état des lieux des pratiques et des questionnements des équipes locales et déterminer les actions pouvant être mises en place dans le respect du projet associatif national du Secours Catholique. Il s'agit d'actions qui favorisent l'apprentissage du français, qui privilégient une approche globale permettant à chacun d'apprendre à son rythme, sans pression de résultats, et qui respectent le principe premier d'accueil inconditionnel des plus vulnérables : les personnes en demande d'asile et les personnes en situation irrégulière qui ne peuvent pas accéder à des formations linguistiques financées par l'État ou par les collectivités locales. Cette réflexion participe d'un plaidoyer pour dénoncer le désengagement de l'État en termes d'offres de formation et d'accompagnement des personnes qui souhaitent apprendre le français et sa répercussion sur le milieu associatif.

L'ENJEU DE L'ACCÈS À L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS

Dans le cadre du collectif Le Français pour tous, le Secours Catholique-Caritas France a participé à une recherche-action menée entre 2020 et 2024 avec des apprenants et des accompagnateurs (formateurs bénévoles et professionnels, coordinateurs pédagogiques, directeurs d'association…). À partir d'entretiens réalisés dans sept villes de France auprès d'apprenants volontaires, les participants à la recherche ont été invités à imaginer des solutions aux problèmes d'accès au français le plus fréquemment soulevés localement et nationalement. Certaines des solutions proposées ont pu se concrétiser à travers la création de nouveaux ateliers, dispositifs d'accompagnement, actions collectives de terrain et plaidoyers en direction de décideurs locaux et nationaux. Au total, ce sont plus de 140 apprenants qui ont participé à cette recherche-action publiée en 2024 ainsi qu'aux mobilisations qui ont conduit à des transformations sur le terrain.

LES REVENDICATIONS DES APPRENANTS

La recherche-action ayant eu lieu en partie pendant les débats sur la loi asile et immigration, les apprenants participants ont souhaité interpeller les élus par le biais d'une tribune en ligne qui revendique l'accès à des formations en langue française dispensées par des professionnels sur l'ensemble du territoire français, à une offre de formation diversifiée qui réponde à la diversité de leurs besoins, à un accès prioritaire aux crèches pour les apprenants, à la reconnaissance et à la valorisation de leurs diplômes.

RETOUR AU SOMMAIRE

LITTORAL FRANCO-BRITANNIQUE : ZONE D'HUMANITÉ À DÉFENDRE

Le Secours Catholique-Caritas France accompagne depuis plus de vingt-cinq ans à Calais les exilés présents sur la côte franco-britannique. Les dénis de dignité et de droits fondamentaux dont ils sont victimes à la frontière franco-britannique et l'extrême précarité qui en découle font de ce lieu une zone d'humanité à défendre. Dans cette crise humanitaire sur le territoire français, les actions du Secours Catholique sont nécessairement évolutives. Un séminaire interne réunissant 80 acteurs nationaux et locaux s'est tenu à Calais sur deux sessions, en mars et en juillet 2024, pour repenser cette présence.

UNE ANNÉE MEURTRIÈRE

Pour la soixantaine de bénévoles du Secours Catholique accueillant les personnes exilées, l'année 2024 a été douloureusement marquée par plus de 75 décès de personnes exilées. À chaque nouvelle tragédie, l'équipe fait au mieux avec d'autres associations locales pour accompagner les proches, notamment au moment de la reconnaissance des corps, retrouver les familles restées au pays ou gérer l'organisation logistique des enterrements qui ont lieu sur place. La forte augmentation du nombre de morts sur le littoral n'est certainement pas une fatalité. Tel est le message des deux tribunes cosignées par le Secours Catholique dans le journal *Libération* en mai 2024 et dans *Le Monde* en septembre. Les conditions de vie rendues toujours plus inhumaines sur les camps, la répression toujours plus agressive qui oblige les personnes à prendre de plus en plus de risques… c'est de tout cela que des personnes meurent par dizaines, disent-elles en substance.

RÉUSSITE DE PLAIDOYER

Une petite victoire du plaidoyer mené également sur place est à relever en 2024. Les équipes du Secours Catholique ont en effet obtenu la suppression d'une des étapes du parcours du combattant qu'est l'accès à l'asile depuis la fermeture du guichet de Calais en 2016. En effet, les personnes souhaitant déposer une demande doivent depuis se rendre à la Structure de premier accueil des demandeurs d'asile (Spada) de Lille. En 2021, une prise de rendez-vous par téléphone a été ajoutée comme préalable obligatoire à leur première venue à la Spada. À la suite des courriers envoyés au ministère de l'Intérieur et à l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii), cette obligation a été supprimée. Une première satisfaction avant d'obtenir, nous l'espérons, la réouverture d'un guichet sur place.

DE PLUS EN PLUS D'ENTRAVES À LA SOLIDARITÉ

Dans le cadre de la Coordination des actions aux frontières intérieures (Cafi) qu'il a cofondée, le Secours Catholique-Caritas France a participé à l'enquête de l'OLA sur la répression de la solidarité avec les personnes exilées aux frontières. Intitulé « Au mépris des droits », le rapport issu de ce travail a été publié le 18 novembre 2024. La répression qui touche les organisations et bénévoles accompagnant les personnes exilées est de plus en plus dénoncée publiquement, comme en témoignent les débats autour du « délit de solidarité » ces dernières années. À partir d'une vingtaine d'entretiens semi-directifs et d'archives associatives, il établit la typologie des différents faits d'entrave à la solidarité aux frontières, au-delà de la seule criminalisation : les attaques discursives et atteintes à la légitimité des acteurs solidaires ; le harcèlement et les violences policières ; les atteintes matérielles et financières, et enfin les tentatives d'ostracisation et les attaques à la capacité d'action collective. ■

VINCENT BOISOT / SCCF

RETOUR AU SOMMAIRE

DÉFENDRE LES DROITS ET FAVORISER L'AUTONOMISATION DES PERSONNES DÉTENUES

PRÉSENCE AUX PERSONNES SOUS MAIN DE JUSTICE

Pour lutter contre l'isolement et la désocialisation qu'entraîne souvent la détention, le Secours Catholique-Caritas France peut compter sur un réseau de près de 2 000 bénévoles qui vont à la rencontre des personnes détenues pour nouer avec elles un lien fraternel, les aider si besoin matériellement et leur redonner de la confiance en elles et de l'autonomie. Pour accompagner leurs missions, l'association avait mis au point, dans le cadre de son partenariat avec les aumôneries catholiques des prisons, un « classeur jaune », outil physique qui ne correspondait plus aux besoins. Celui-ci a été totalement refondu pour intégrer les évolutions du contexte carcéral et les dynamiques propres à chacune des deux organisations partenaires. Le nouveau document commun, entièrement numérique, « Présence aux personnes sous main de justice », est paru en 2024. Il s'agit d'un guide pratique, composé de fiches qui présentent : le cadre réglementaire des visites en prison, un regard croisé sur l'accompagnement fraternel des personnes, un point sur leurs besoins matériels et spirituels… avec le renvoi à des ressources sur le Web pour aller plus loin. Des questions comme le regard du bénévole sur la personne détenue ou la question du sens de la peine sont également abordées afin d'élargir le propos. Les fiches seront remises à jour en ligne et pourront servir à animer et à baliser la vie des équipes prison en fonction des spécificités du contexte local des délégations.

PROMOTION DES TRAVAUX D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Depuis 2017, le Secours Catholique-Caritas France est habilité à accueillir des personnes condamnées à un travail d'intérêt général (TIG) pour qu'elles effectuent tout ou partie de leurs heures (240 maximum sur une période de 24 mois). En 2024, le bilan de l'accueil de 180 TIG au cours des cinq dernières années a été réalisé en vue du renouvellement en 2025 de l'habilitation accordée par l'administration pénitentiaire et le ministère de la Justice. Un bilan positif puisque de nombreuses délégations ont pu intégrer une ou plusieurs personnes au sein de leurs activités d'accueil du public (accueil de jour, boutique solidaire…), de tournées de rue, mais aussi dans le cadre d'actions liées à la collecte de fin d'année : présence dans l'espace public, marchés et autres événements festifs et solidaires autour de Noël, ou encore des missions administratives ou de quelques heures pour rejoindre des bénévoles qui rafraîchissent un local ou cultivent un jardin partagé avec des personnes accompagnées. Grâce à l'habilitation nationale, les délégations sont exemptées de la première formalité administrative et peuvent donc très facilement proposer des fiches de poste.

> « PRÈS DE 2 000 BÉNÉVOLES VONT À LA RENCONTRE DES PERSONNES DÉTENUES POUR NOUER AVEC ELLES UN LIEN FRATERNEL. »

Le Secours Catholique va continuer à promouvoir au sein de son réseau le recours à cet accueil qui entre pleinement dans ses missions d'éveil à la solidarité. À travers les activités qui leur sont proposées, les personnes condamnées aux TIG découvrent un réseau de solidarité fraternelle où beaucoup choisissent de s'engager comme bénévoles au-delà de leurs heures.

UN PROJET D'ACCUEIL POUR LES DÉTENUS EN FIN DE PEINE

L'exécution des peines de prison prévoit qu'en fin de peine, les détenus peuvent parfois exécuter leur détention dans un milieu ouvert afin de mieux préparer leur sortie. En 2021, un agriculteur de la région d'Épinal, inspiré par l'exemple de la ferme de Moyembrie, s'est rapproché du Secours Catholique-Caritas France pour proposer un tel accueil sur son exploitation. La délégation s'est saisie de cette idée et, après un temps de maturation, s'est rapprochée d'un centre d'hébergement et de réinsertion (CHRS) local, Le Renouveau à Épinal, pour monter un projet commun durant l'année 2024.
L'objectif est de réserver dans un premier temps cinq places pour l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement de personnes sous main de justice, dont quatre effectuant un aménagement de peine dit de placement extérieur, et une libérée, mais sans avoir de point de chute ni de solution d'hébergement.

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

Dans ce dispositif qui devrait devenir effectif en 2025, le CHRS Le Renouveau met à disposition ses salariés pour l'encadrement, la sécurité et le travail social, et les bénévoles du Secours Catholique assurent la rencontre fraternelle avec les personnes, l'accueil, l'écoute et l'accompagnement vers une autonomie financière à la fin du placement extérieur et une solution d'hébergement, en lien avec d'autres structures et partenaires. Le projet prévoit également que les personnes accueillies bénéficient d'une possibilité d'emploi en contrat à durée déterminée d'insertion dans une entreprise ou sur un chantier d'insertion de la région, mais aussi qu'elles découvrent l'engagement bénévole, que ce soit au Secours Catholique ou dans d'autres associations.. ■

FAIRE FACE AUX URGENCES

INONDATIONS DÉVASTATRICES DANS LE PAS-DE-CALAIS

Après les crues exceptionnelles de novembre 2023, le Pas-de-Calais a connu dans la nuit de la Saint-Sylvestre un nouvel épisode de fortes pluies qui a entraîné le débordement de plusieurs cours d'eau. Au total, ce sont 348 communes ou hameaux du département qui ont bénéficié du classement de catastrophe naturelle. Dès le début du mois de janvier, devant l'ampleur de la catastrophe, le département Urgences France du Secours Catholique-Caritas France a mis en place une organisation spécifique afin de contacter par téléphone les communes sinistrées pour faire une première évaluation. Puis, du 15 au 26 janvier, une primo-évaluation a été assurée sur place par huit encadrants de l'Équipe nationale urgences France (Enuf). Elle a permis de visiter 140 communes sur l'ensemble du département et de les classer en fonction de nombre de foyers sinistrés, soit environ 11 500 habitants sur les trois secteurs sur lesquels le Secours Catholique a choisi d'intervenir : le Montreuillois, l'Audomarois et le pays d'Opale.
L'objectif de la primo-évaluation est de définir un dispositif cohérent avec le nombre de bénévoles disponibles pour faire du porte-à-porte en binôme auprès de tous les foyers situés sur les communes des secteurs retenus, plus des visites ponctuelles à des personnes en difficulté signalées par les mairies et les autres acteurs institutionnels des autres communes. À l'issue de la primo-évaluation, des recommandations ont été faites à la délégation à qui revient de prendre la décision finale, en fonction notamment de ses capacités à continuer à suivre les personnes au-delà du dispositif. Au total, l'intervention dans le Pas-de-Calais s'est étalée sur plus de trois mois, entre le 1er février et la fin avril 2024. Elle a mobilisé 123 volontaires venus de 21 départements qui se sont déployés dans 82 villes auprès de 594 foyers. La mission des volontaires est de proposer un temps d'écoute et de réconfort et, en fonction des difficultés et des besoins exprimés par les personnes, de monter des dossiers qui sont ensuite présentés en commission des aides pour un soutien matériel. L'intervention dans le Pas-de-Calais a ainsi donné lieu à 40 dossiers en commission des aides pour une moyenne de 400 euros accordés par foyer.

MESURES EXCEPTIONNELLES FACE À MAYOTTE DÉVASTÉE

On ne peut évoquer 2024 sans penser aussitôt au cyclone Chido qui a entièrement dévasté l'île de Mayotte le 14 décembre. Dès l'annonce de la catastrophe, une cellule de crise s'est mobilisée au siège du Secours Catholique-Caritas France, avec des membres du bureau, de plusieurs directions et du département des urgences, pour manifester un fort soutien à la délégation sur place, touchée directement comme l'entièreté des habitants de l'île.
Face à des dégâts d'une telle ampleur, il a fallu réfléchir au type d'actions à mener et avec quels partenaires, la situation ne permettant pas de mettre en place un dispositif habituel d'aller-vers chaque foyer sinistré, tous les foyers l'étant, mais nécessitant plutôt une intervention dans le cadre d'un projet au long cours et des actions cofinancées avec d'autres acteurs et fondations. Dès le début, le Secours Catholique a été très attentif à ne pas cliver la population, en portant une égale attention aux Mahorais qu'aux personnes exilées, très vulnérables, qui composent une partie de nos équipes bénévoles.
La délégation de Mayotte a bénéficié dès les premiers instants du soutien solidaire des équipes de La Réunion, qui sont plus nombreuses et dont la bonne connaissance des lieux a été très précieuse à la cellule de crise. Grâce à ses liens avec les acteurs locaux, des colis à l'attention des bénévoles de la délégation et de

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

GAËL KERBAOL / SCCF

leurs familles ont pu être acheminés par le pont aérien en attendant la mise en place d'un dispositif en 2025.

UN TEMPS POUR LA RELECTURE DES DISPOSITIFS

Quelque temps après la fin d'un dispositif d'urgence mené par le Secours Catholique, il est de tradition de prévoir un temps de relecture pour rendre compte de ce qui a été fait aux bénévoles y ayant participé et aux membres de la délégation. En juin 2024, c'est la relecture du dispositif mis en place à la suite du tremblement de terre en Charente-Maritime qui a été proposée, et fin septembre, celle du dispositif dans le Pas-de-Calais. L'objectif est également de faire le point sur les difficultés rencontrées et sur ce qui a bien fonctionné. Pour les bénévoles, notamment ceux auxquels le Secours Catholique fait appel aux niveaux régional et national, ces temps de relecture sont aussi l'occasion d'avoir des nouvelles des familles en grande difficulté qu'ils ont laissées derrière eux en fin de dispositif.

SE PRÉPARER À LA MULTIPLICITÉ DES ÉVÉNEMENTS BREFS MAIS TRÈS INTENSES

On le voit désormais, les changements climatiques sont à l'œuvre. En France, aucune région ne peut se considérer à l'abri d'épisodes climatiques intenses (fortes grêles, inondations, mini-tornades…) qui génèrent de nouvelles précarités chez des personnes déjà en difficulté.

Le département Urgences France du Secours Catholique a ainsi été appelé à la suite des inondations qui ont eu lieu en Seine-et-Marne, en Ardèche et dans le Var. Si aucune intervention ne s'est avérée nécessaire en Seine-et-Marne, un dispositif d'une semaine a été mis en place dans la commune de Limony, dans le nord de l'Ardèche, avec trois binômes de bénévoles supervisés par des encadrants de l'Enuf et un autre dans le Var, entièrement pris en charge par un membre de l'Enuf faisant partie de la délégation locale qui a pu recruter des équipes bénévoles directement sur place.

L'urgence va de plus en plus faire partie des actions des délégations. Une quinzaine d'entre elles ont ainsi sollicité le département Urgences France, notamment pour former de nouveaux bénévoles référents qui soient en veille sur leur territoire et puissent prendre en charge rapidement l'organisation d'une intervention de post-urgence. Six nouveaux référents ont ainsi été formés en 2024, et deux rencontres, organisées dans les deux délégations impactées par les sinistres en Ardèche et dans le Pas-de-Calais, à l'occasion des sessions de relecture des interventions. Une mini-formation à destination des bureaux de délégation a été créée cette même année, l'idée étant d'investir du temps maintenant pour éviter d'en perdre le moment venu. ■

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

DANS LE MONDE, POURSUIVRE UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

INTENSIFICATION DES FRAPPES israéliennes sur Gaza et le Liban, avancée de l'armée russe en Ukraine, montée des extrêmes dans de nombreux pays… le bilan géopolitique et humanitaire de 2024 est alarmant. Le Secours Catholique-Caritas France a vécu ces événements par l'intermédiaire de ses partenaires qu'il soutient dans l'épreuve et dans l'urgence, sans perdre de vue les objectifs de développement à long terme, de cohésion sociale, et de préservation de l'environnement. Car les changements climatiques à l'œuvre impactent en premier lieu les populations les plus fragiles. On le voit avec le cyclone qui a dévasté le Myanmar ou avec les sécheresses qui compromettent la sécurité alimentaire en Afrique. Le programme Core, que le Secours Catholique mène depuis 2022 dans 18 pays, invente et met en œuvre une transition écologique juste pour les plus pauvres, pour les plus impactés. Il s'appuie pour cela sur les savoirs des communautés elles-mêmes, qui détiennent déjà une partie des réponses, et sur l'engagement d'une société civile qu'il rassemble et renforce dans son pouvoir d'agir contre les désordres du monde.

RETOUR AU SOMMAIRE

CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

AGIR EN FAVEUR D'UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE

PREMIER BILAN DU PROGRAMME CORE

En 2021, le Secours Catholique-Caritas France lançait, dans le cadre d'une convention de partenariat pluriannuel avec l'Agence française de développement (AFD) et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), un ambitieux programme de promotion d'une transition écologique juste dans quinze pays. Ce programme porte désormais un nom, « Communautés résilientes » (Core), qui a été choisi en 2024 par l'ensemble des parties prenantes et qui confirme l'intuition que l'échelle de la communauté est clé des transformations recherchées. Non seulement parce que les communautés, notamment les plus vulnérables, rendent compte de l'injustice de modèles dominants qui dégradent l'environnement et épuisent les ressources, mais surtout parce qu'elles proposent des pistes de transformation et des savoir-faire qui ne demandent qu'à être davantage mobilisés pour peu que leur « pouvoir d'agir » soit renforcé.

Un bilan de la première phase de deux ans du programme a été réalisé en 2024. Il a permis de faire ressortir l'urgence des changements à réaliser dans un contexte de plus en plus pressant compte tenu des crises climatiques, sécuritaires et politiques. Il a aussi mis en lumière la force du collectif qui s'est créé, désormais capable de penser ensemble pour identifier les pratiques vertueuses et construire une vision commune. La phase un du programme a également été un tremplin pour la mise en place des quatre instances de gouvernance du programme : le Comité stratégique qui compte plusieurs partenaires internationaux, des membres de la direction et du plaidoyer international du Secours Catholique et des partenaires pour la recherche (Centre international d'études pour le développement local – Ciedel – et Groupement d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement – Gemdev), l'Assemblée des parties prenantes (APP) qui ras-

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

VINCENT BOISOT / SCCF

semble tous les partenaires, le Comité scientifique et la Cellule de coordination au niveau du Secours Catholique.

DEUXIÈME APP AU PROGRAMME CORE

Le programme Core prévoit que l'ensemble des parties prenantes se réunissent tous les deux ans dans l'objectif de construire la vision commune de la transition écologique juste portée par le collectif et de nourrir les pratiques des partenaires. Les travaux réalisés lors de ces assemblées servent à alimenter les réflexions du comité stratégique en charge de la rédaction des documents de synthèse. La première APP de 2022 a été consacrée à l'interconnaissance entre les partenaires, les projets qu'ils portent et les dynamiques régionales engagées. La seconde APP, qui a eu lieu du 27 au 31 mai 2024 à la cité Saint-Pierre à Lourdes, avait comme objectifs d'approfondir les thématiques constitutives de la transition écologique juste, de mettre en commun le travail des partenaires sur ces thématiques et d'identifier des synergies, des pistes de travail et des éléments de vision partagée. Une conviction fait désormais consensus : une transition écologique juste pourrait se traduire par un accès simultané et indissociable à trois corps de droits : le droit de vivre dignement de son travail et de la terre, le droit de vivre en harmonie sur son territoire, le droit de vivre en lien.

PUBLICATION D'UN PREMIER CAHIER « CONTROVERSES & DÉBATS »

La recherche, un des axes majeurs du programme Core, permet de croiser les savoirs empiriques avec des savoirs plus théoriques. Le travail de recherche participative et comparée réalisé par le Gemdev, partenaire du Secours Catholique, lors de la première phase du programme portait sur l'agroécologie. Il s'est déroulé en trois temps : une étude terrain sur les manières de faire des partenaires du Secours Catholique au Sahel, au Brésil et en Bolivie, une série de webinaires participatifs qui ont permis d'identifier des problématiques communes avec le Bangladesh, la Bolivie et le Sénégal, et enfin une rencontre entre ces mêmes partenaires et des personnalités du monde académique travaillant sur l'agroécologie. Publié en 2024, le cahier « Controverses & débats » fait la synthèse de tous ces éléments. Il inaugure une série de contributions à venir sur la transition écologique juste dont l'ambition est de passer sans hiérarchie de la controverse qui caractérise la méthode scientifique aux débats qui agitent les sociétés, en croisant savoirs d'acteurs et de chercheurs

DYNAMIQUE RÉGIONALE SUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE

Il y a quelques années, une dynamique régionale s'est créée entre des partenaires du Bangladesh, du Vietnam, d'Inde et de Birmanie à l'occasion de l'étude du Secours Catholique-Caritas France sur les peuples autochtones. Les liens et échanges se sont poursuivis et, grâce au programme Core, un nouveau souffle a pu être donné à cette dynamique en 2022. En 2024, les partenaires ont pu se retrouver en France pour un atelier d'une semaine avant la rencontre des parties prenantes du programme afin d'avancer sur la mise en œuvre du plan d'action qui a été développé lors de l'atelier précédent en 2022 et de profiter, en amont, de vivre des temps d'échanges pour consolider leurs liens, en nouer avec les nouveaux venus dans les équipes de part et d'autre et faire la connaissance d'un second partenaire birman, de réviser le plan d'action conjoint et de poursuivre la stratégie de mise en réseau. Il a été l'occasion aussi de découvrir le travail que la délégation du Secours Catholique des Hauts-de-France mène auprès des personnes les plus vulnérables.
Ces quelques jours ont été très bénéfiques. Plusieurs visites apprenantes entre partenaires régionaux s'y sont décidées et se sont concrétisées dans l'année. Ainsi, le partenaire birman s'est rendu au Vietnam pour mieux comprendre l'approche menée localement sur les questions de gouvernance du territoire, en termes de gestion des ressources naturelles et de droits fonciers. Le partenaire indien a reçu une formation sur mesure

sur l'utilisation d'un outil de suivi qui permet aux communautés autochtones de collecter elles-mêmes des informations sur les récoltes, les ressources naturelles… et donc de gérer elles-mêmes leur propre développement. Ces initiatives et échanges de pratiques Sud-Sud sont de beaux exemples de la dynamique insufflée par le programme Core.

LES DYNAMIQUES RÉGIONALES DU PROGRAMME AGROÉCOLOGIE AU SAHEL (PAES)

En Afrique, le Paes, que le Secours Catholique-Caritas France mène depuis plusieurs années avec neuf partenaires de Mauritanie, du Sénégal, du Mali, du Burkina Faso, du Niger, du Bénin et du Togo, a intégré le programme Core en 2021. Un des objectifs du Paes est de mettre en œuvre des dynamiques régionales entre les acteurs de ces pays en vue de partager des pratiques et des savoirs, de les capitaliser et de les valoriser à l'échelle sous-régionale. En mai 2024, une troisième rencontre régionale de la dynamique Paes s'est tenue à Paris avec l'ensemble des partenaires dont une majorité en présentiel. La rencontre a permis de faire le bilan du programme, de réfléchir aux engagements collectifs et de repenser la gouvernance. Une vision partagée a été définie pour le programme : devenir, d'ici cinq ans, une communauté forte, apprenante, engagée dans la transition écologique juste, à travers une dynamique inclusive, transformatrice et responsabilisante.
Un comité de pilotage élu et tournant a été créé, avec des réunions bimensuelles pour le suivi stratégique. La rencontre s'est clôturée par une visite de la Ferme de Paris, dont les espaces sont mis à disposition des Champs des possibles, une coopérative maraîchère biologique dans le bois de Vincennes. ■

RENFORCER LA RÉSILIENCE DES TERRITOIRES LES PLUS IMPACTÉS

PLAIDOYER À LA COP 29 POUR FINANCER LA RÉSILIENCE DES TERRITOIRES

En 2024, le plaidoyer de plusieurs années mené par le Secours Catholique-Caritas France s'est réorienté après avoir longuement dénoncé les fausses solutions contre les changements climatiques comme la compensation carbone, pour travailler sur l'impact des dérèglements climatiques sur les plus précaires. Réorganisation territoriale, diversification des cultures, systèmes d'alerte précoce, digues, consolidation des habitations contre les cyclones… les solutions pour renforcer la résilience des communautés les plus impactées existent. Reste aux États à mettre sur la table les moyens pour financer les mesures d'adaptation aux changements climatiques ainsi que les politiques d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. Le résultat de ce plaidoyer mené par l'intermédiaire d'Action climat lors de la COP 29, en novembre 2024 à Bakou, en Azerbaïdjan, a été décevant. Le texte adopté prévoit finalement une contribution à hauteur de 300 milliards de dollars par an d'ici 2030. Si cette somme peut paraître impressionnante, elle est en réalité décevante au regard de l'inflation et des besoins de financement. Selon le rapport sur le financement du développement durable de l'ONU, les pays du Sud auraient besoin de 2 400 milliards de dollars annuels pour faire face aux effets des changements climatiques.

DES AMBITIONS ET DES ARGUMENTS POUR LA COP 30

La COP 30, qui se tiendra en novembre 2025 au Brésil, coïncidera avec le dixième anniversaire de l'accord de Paris. Ce sommet sera un moment clé de la diplomatie internationale sur le climat et devrait permettre à la société civile internationale de se retrouver et de se faire entendre, notamment lors du Sommet des peuples organisé en marge de la conférence.
Le Secours Catholique-Caritas France participera à cette COP aux côtés de ses partenaires, notamment brésiliens, pour suivre et influencer les avancées sur les politiques d'adaptation. En effet, les États devront finaliser les indicateurs permettant de mesurer les efforts déployés pour atteindre l'objectif mondial d'adaptation dans plusieurs domaines clés : sécurité alimentaire, santé, infrastructures, approvisionnement en eau et systèmes sociaux.

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

Enfin, la question du soutien technique et financier aux pays en développement sera au cœur de notre plaidoyer.
Le sujet est vital, notamment pour les pays et les communautés les plus pauvres (et les moins polluantes !) qui, partout dans le monde, subissent en premier lieu les sécheresses, les inondations, la salinisation des terres ou encore les canicules. Pour étayer son plaidoyer contre cette injustice, le Secours Catholique mène depuis fin 2024 un important travail de recueil de la parole des personnes les plus impactées par ces dérèglements, en France hexagonale et en Outre-mer comme au Brésil, en Tunisie et à Madagascar. L'analyse de ces récits et les recommandations qui en découlent seront présentées lors de la COP 30. Limiter l'impact des changements climatiques suppose de proposer des mesures qui augmentent la résilience des territoires tout en intégrant la lutte contre la pauvreté.
L'enjeu de la COP 30 sera d'en convaincre les États. Si le contexte politique est certes défavorable, la réalité climatique et sociale est aussi pressante qu'indéniable comme en témoignent les récits recueillis par le Secours Catholique et ses partenaires. ■

DÉFENSE DES DROITS ET DES LIBERTÉS

MOBILISATION POUR LA PROTECTION DES DÉFENSEURS DE L'ENVIRONNEMENT AU HONDURAS

Selon l'ONG Global Witness qui publie chaque année son rapport sur les menaces à l'égard des défenseurs des droits fonciers et environnementaux, 18 défenseurs des droits environnementaux ont été tués en 2023 au Honduras, soit un des taux de meurtres le plus élevé au monde. Souvent issus des peuples autochtones qui ont une relation sacrée avec leurs territoires ancestraux, ces leaders communautaires payent très chèrement leur opposition aux projets des entreprises qui s'approprient leurs terres pour des projets miniers ou hydroélectriques.

> « LES LEADERS COMMUNAUTAIRES PAYENT TRÈS CHÈREMENT LEUR OPPOSITION AUX PROJETS DES ENTREPRISES »

Bien qu'ayant, dans leur grande majorité, ratifié les instruments internationaux tels que la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui exige de consulter les communautés autochtones et d'obtenir leur consentement libre, informé et préalable à tout projet sur leur territoire, les États latino-américains se montrent défaillants à les protéger face aux menaces et crimes des groupes armés à la solde des entreprises. Les schémas de protection mis en place (gilets pare-balles, escorte…) sont le plus souvent inopérants. Tel a été le cas pour Juan Lopez, leader communautaire et partenaire du Secours Catholique-Caritas France au Honduras, assassiné par balle le 14 septembre 2024. Très ébranlée par ce crime et inquiète pour ses autres partenaires, l'association s'est jointe, par l'intermédiaire de son président national Didier Duriez, à la centaine d'acteurs de la société civile du monde entier qui, dans une lettre ouverte, a demandé à la présidente du Honduras que la protection des défenseurs des territoires, de l'environnement et de l'eau soit prioritaire pendant son mandat.

DÉFENSE DES DROITS HUMAINS EN PALESTINE

Depuis fin octobre 2023, le Secours Catholique-Caritas France soutient un nouveau partenaire en Palestine, l'ONG Al-Haq (« droit » en arabe), qui documente depuis sa création en 1979 les violations des droits individuels et collectifs des Palestiniens dans le territoire occupé, quelle que soit l'identité de leur auteur. L'ONG mène un travail d'enquêtes de terrain sur les crimes, tels que définis par le droit international et le droit international humanitaire, et soutient des dossiers auprès de la Cour pénale internationale (CPI) et du Tribunal pénal international (TPI). Les documents produits servent également à mener des actions de plaidoyer et de sensibilisation auprès des parties prenantes et des responsables internationaux. Ce travail a été récompensé par le prix des droits de l'homme de la République française en 2018, conjointement avec l'ONG israélienne B'Tselem.

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

En 2024, le Secours Catholique a organisé la venue de la responsable plaidoyer d'Al-Haq en France afin qu'elle puisse être reçue par la Fédération française des droits de l'homme, mais aussi par des parlementaires et des représentants de l'État, notamment au ministère des Affaires étrangères.

UN RÉSEAU D'ÉCHANGES POUR UNE VISION FRATERNELLE SUR LES MIGRATIONS

Le Réseau Afrique Europe pour la mobilité humaine (Raemh) réunit 11 organisations membres basées en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest et en Europe méridionale qui interviennent auprès des personnes en mobilité à différentes étapes de leur parcours migratoire. Sa mission est de renforcer les capacités de ses membres pour répondre efficacement aux besoins des personnes qu'ils accompagnent. Le Secours Catholique-Caritas France a assuré la gestion administrative et financière du réseau depuis 2021 et jusqu'en 2024, date à laquelle celle-ci a été transférée à Caritas Guinée. En juin 2024, l'association a participé à l'atelier des référents organisé à Abidjan pour discuter de questions essentielles concernant la stratégie, la gouvernance et les défis sans cesse croissants sur les routes migratoires. Son investissement au sein du réseau porte avant tout sur le développement d'une synergie local-global entre les activités terrain des organisations membres du réseau et le travail d'accompagnement des personnes migrantes mené par les chargés de projets et les bénévoles du réseau France. En 2024, cette dynamique a permis d'ouvrir un dialogue entre les membres sur des thématiques transversales comme l'état civil, le retour dans les pays d'origine et le deuil, autant d'enjeux cruciaux sur les parcours migratoires.

MIGRATIONS ET DÉVELOPPEMENT, LES GRANDS RENDEZ-VOUS

En 2024, le Secours Catholique-Caritas France a eu plusieurs occasions de porter son plaidoyer pour la protection des personnes migrantes.
En janvier 2024, lors du 14e sommet du forum mondial sur la migration et le développement qui se tenait à Genève sous la présidence de la France, il a participé en tant que coprésident de la délégation de la société civile. L'occasion de porter les analyses et recommandations de son étude « Libres de partir, libres de rester : protéger les droits humains dans le contexte des mobilités environnementales », parue en 2023.
En septembre 2024, il participait à une rencontre mondiale, organisée à Bogotá (Colombie) par le réseau ecclésial latino-américain Red Clamor, aux côtés notamment de Caritas Internationalis, qui réunissait des représentants de différentes organisations catholiques impliquées auprès des personnes en situation de mobilité.
C'est en 2024 également qu'a eu lieu l'examen régional européen du suivi du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières signé à Marrakech en 2018. Dans sa contribution à cet examen, le Secours Catholique a alerté sur les obstacles rencontrés par les migrants dans leur accès aux services de base et appelé les États à la protection à laquelle ils se sont engagés à leur égard.

MOBILISATION COLLECTIVE CONTRE LES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE DANS LES GRANDS LACS

Depuis 2022, le Secours Catholique-Caritas France finance un programme de lutte contre les violences domestiques et professionnelles faites aux femmes dans la région des Grands Lacs (Burundi, République démocratique du Congo – RDC – et Rwanda). Mené par huit partenaires, ce programme vise un changement des mentalités et l'adaptation de normes sociales favorables au respect des droits des femmes. >>>

ÉLODIE PERRIOT / SCCF

RETOUR AU SOMMAIRE

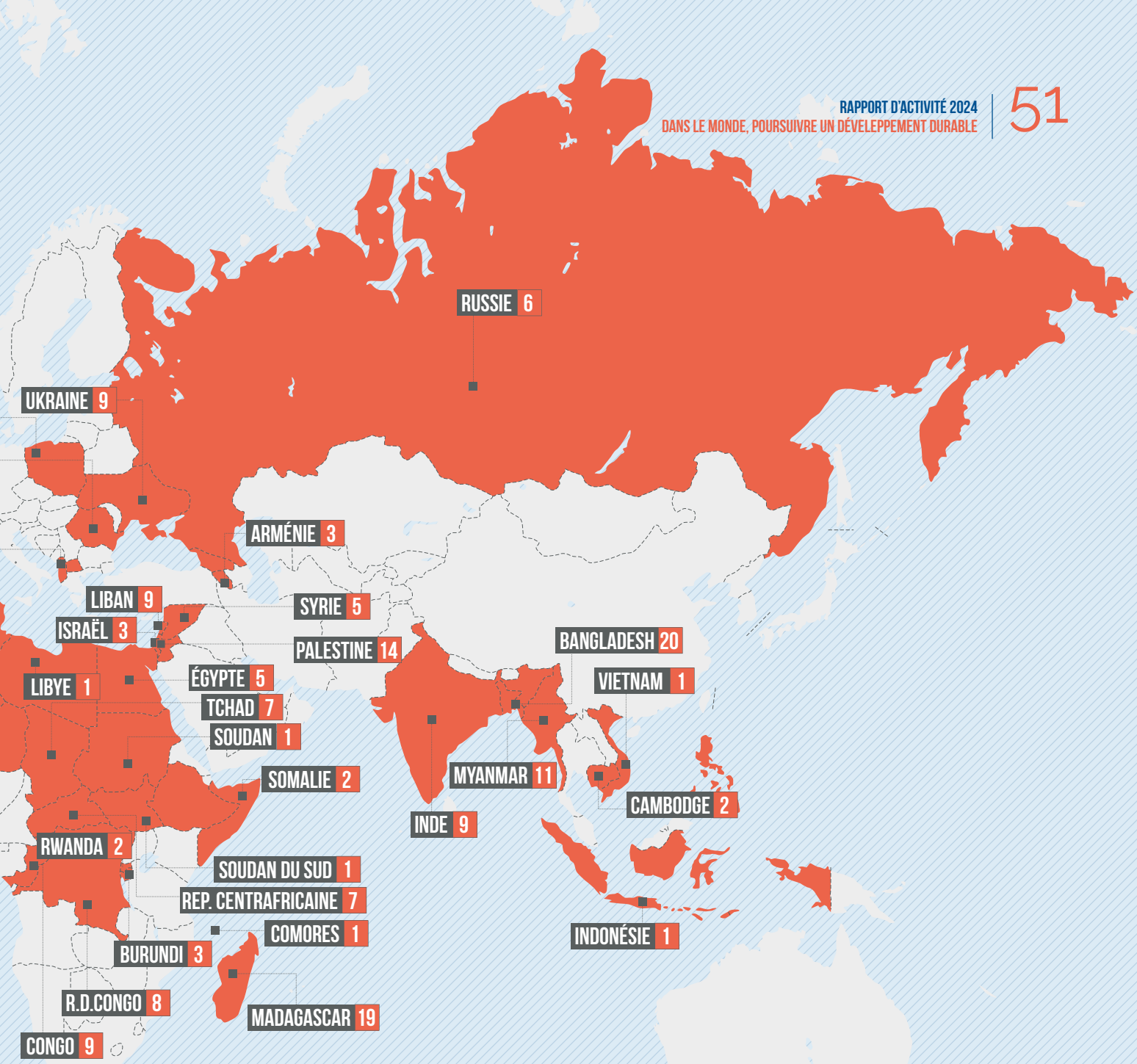
335 PROJETS SOUTENUS DANS LE MONDE

PROJETS SOUTENUS PAR RÉGION / INTERNATIONAL

RÉGION AFRIQUE	11
REGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	8
REGION ASIE	4
REGION EUROPE	5
REGION MOYEN-ORIENT NORD-AFRIQUE	4
INTERNATIONAL	17

PAYS **NOMBRE DE PROJETS**

RETOUR AU SOMMAIRE



RETOUR AU SOMMAIRE

>>> En septembre 2024, les partenaires du programme étaient conviés à une formation participative au plaidoyer lors de laquelle ils ont pu approfondir leurs compétences et leur compréhension des cadres juridiques et politiques en vigueur, mais aussi travailler à l'élaboration de stratégies nationales. Leur objectif : mobiliser les décideurs afin qu'ils mènent les réformes structurelles nécessaires pour améliorer l'application des lois et la prise en charge des victimes. En novembre 2024, à mi-parcours du programme, un atelier de partage des résultats des auto-évaluations menées au niveau diocésain et national dans les trois pays partenaires du programme s'est tenu à Bujumbura, au Burundi.
À la suite du départ de la volontaire internationale chargée de la coordination régionale, une nouvelle coordinatrice a été recrutée localement et rattachée à la Caritas Goma en RDC. Ce choix de recrutement local vise à renforcer le pouvoir d'agir des partenaires et l'appropriation du programme par les partenaires et les communautés locales.

POURSUITE DES PROJETS AU MALI, BURKINA FASO ET NIGER SUR FONDS PRIVÉS

Dans le cadre de l'interdiction faite aux ONG du Burkina Faso, Niger et Mali de recevoir des fonds publics français, les projets d'agroécologie qu'y soutient le Secours Catholique-Caritas France sont désormais entièrement financés sur les fonds propres de l'association. Leur poursuite est en effet cruciale dans des régions où la sécurité alimentaire est menacée par les changements climatiques et où la population dépend fortement de l'agriculture pour vivre.
Au Burkina Faso, le projet vise ainsi à développer une éducation à l'agroécologie en lien avec les écoles primaires et les paysans pour lutter contre la forte dépendance des agriculteurs aux intrants chimiques et sensibiliser les populations aux impacts sur la santé humaine, animale et environnementale de ces substances. Au Niger, les producteurs de semences améliorées pour la culture du mil, du sorgho et du niébé sont accompagnés pour adapter la production à la durée plus courte des saisons des pluies. Un réseau de boutiques de semences est mis en place pour assurer leur disponibilité sur le territoire, et trois champs-écoles paysans ont ainsi été créés à destination de 75 producteurs dont 31 femmes.
Au Mali, dans la région nord du diocèse de Bamako, le Secours Catholique soutient une transition vers l'agroécologie en sensibilisant les producteurs à des pratiques durables et en mettant en place des unités de transformation des produits maraîchers pour diversifier les débouchés locaux.

L'EXPÉRIENCE DES FEMMES AUTOCHTONES DANS LA DÉFENSE DES TERRITOIRES

La Direction internationale du Secours Catholique-Caritas France continue d'avancer sur l'approche de genre qu'elle a mise en place en 2023. La dynamique régionale engagée par huit partenaires d'Amérique latine dans le cadre du programme Core a permis d'aborder la question du genre sous l'angle de l'interculturalité. En avril 2024, des partenaires de Bolivie et du Brésil se sont rendus au pré-Fospa (Foro Social Panamazónico) Pérou qui se tenait à Tarapoto et en ont profité pour effectuer des visites de terrain à la rencontre de communautés du peuple kichwa qu'accompagne le Caaap, partenaire du Secours Catholique sur place. Ils y ont abordé la question de la protection des territoires autochtones, notamment sous l'angle du rôle qu'y jouent les femmes. L'échange a permis d'identifier les impacts matériels mais aussi spirituels de l'extractivisme sur les territoires autochtones des trois pays, et de discuter collectivement des stratégies que les organisations autochtones, dont celles dirigées par des femmes, ont mises en œuvre pour défendre leurs territoires. Ces échanges ont abouti en juillet 2024 à un webinaire intitulé « Le leadership des femmes autochtones dans la gestion et la défense des territoires », coorganisé par les mêmes partenaires boliviens, brésiliens et péruviens et par les femmes des peuples autochtones rencontrées au Pérou. Celles-ci ont témoigné des problématiques que leurs communautés affrontent et présenté les actions collectives qu'elles mènent en tant que dirigeantes pour y faire face. ■

FAIRE ÉMERGER UNE SOCIÉTÉ CIVILE FORTE

ÉLODIE PERRIOT / SCCF

DÉVELOPPEMENT DU POUVOIR D'AGIR PAR LE SPORT AU MOYEN-ORIENT

En 2024, le Secours Catholique-Caritas France a repris la direction d'un consortium créé l'année précédente avec un partenaire français, la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) et cinq partenaires en Égypte, en Palestine, au Liban et en Jordanie. Intitulé « Sport pour tous et toutes », le projet s'appuie sur l'approche originale du sport que met en œuvre la FSGT depuis quarante ans et sur la volonté du Secours Catholique de favoriser la transformation sociale au Moyen-Orient en développant l'émancipation des personnes les plus vulnérables et la mobilisation communautaire. L'objectif du projet est de former des animateurs chargés ensuite de mettre en place des activités. Cet aspect pédagogique est assuré par la FSGT qui a mené deux stages de formation en 2024, l'un en Jordanie et l'autre en Égypte. Pour la Palestine, un accompagnement adapté à la situation à Gaza a été proposé à l'équipe de 20 animateurs du partenaire du Secours Catholique sur place.
À Gaza, le projet a rencontré un tel succès en 2024 que six animations ont été organisées chaque semaine dans différents lieux avec une centaine d'enfants pour chaque animation, au point qu'il a fallu créer un pool d'animateurs itinérants pour se rendre d'un lieu à l'autre.
En novembre 2024, une rencontre de tous les partenaires du projet s'est tenue en France pour un premier stage de formation avec tous les partenaires.

FIN DES EXPÉRIMENTATIONS OU PREMIÈRE ÉTAPE DES APPROCHES ORIENTÉES CHANGEMENT (AOC) TERMINÉE

Cinq expérimentations des AOC ont été menées ces trois dernières années par le Secours Catholique-Caritas France en Palestine, au Togo, en Colombie, en Inde et à Madagascar (voir p. 50-51). Lancées après la crise du Covid, ces expérimentations ont permis une montée en compétences de tous, partenaires et équipes du Secours Catholique. Elles sont désormais en cours de finalisation et de capitalisation, l'objectif étant de produire un Massive Open Online Course (Mooc) en 2025 afin qu'à terme, tous les chargés de partenariat de l'association soient formés et puissent mettre l'approche en place dans les communautés accompagnées par leurs partenaires.

RETOUR AU SOMMAIRE

ÉLODIE PERRIOT / SCCF

FIN DE L'EXPÉRIMENTATION AOC EN INDE

L'Inde fait partie des cinq pays dans lesquels le Secours Catholique-Caritas France a mené une expérimentation AOC dont la capitalisation est prévue pour 2025. Celle-ci a commencé en 2023 dans le village de Hatibari où se déroule l'un des projets soutenus par le partenaire Balasore Social Society Service (BSSS). Après une première mission de formation à la méthode, le partenaire local a accompagné la communauté villageoise sur la définition d'une vision pour la communauté, puis sur les changements qu'elle souhaitait voir advenir. Cette phase a permis de définir une thématique : « Les difficultés rencontrées par les jeunes pour construire leur avenir ». Plusieurs réunions de suivi en ligne ont eu lieu en 2024 avec les équipes du Secours Catholique et une consultante AOC, jusqu'à une seconde mission sur place, en octobre 2024, qui avait pour objectif d'une part d'affiner la posture d'accompagnement du partenaire et d'autre part d'accompagner le partenaire dans l'organisation d'un atelier de « suivi des changements », qui visait à écouter le retour des communautés sur les changements qui ont eu lieu depuis le premier atelier de BSSS en 2023. Pendant l'année qui s'est écoulée entre les deux missions, le partenaire a accompagné différents groupes d'acteurs pour les encourager aux changements : les mères, les pères, les dignitaires et les jeunes. La démarche a déjà commencé à porter ses fruits en termes de changement pour les différents groupes d'acteurs, surtout les mères et les jeunes, mais aussi au sein de l'équipe du partenaire lui-même, les animateurs ayant constaté qu'ils passaient plus de temps dans les communautés, qu'ils étaient plus à l'écoute, et ce également entre eux en interne.

SUCCÈS DES AOC À MADAGASCAR

Le Secours Catholique-Caritas France expérimente depuis quelques années les AOC, des outils d'animation permettant de cheminer, avec tous les membres d'une communauté d'un territoire donné, vers une vision commune des changements souhaités. Des chargés de partenariat formés à cette méthode accompagnent à leur tour les partenaires.
Ainsi, fin 2024, un cycle de formations aux AOC a commencé en distanciel avec la Caritas Antsirabe, suivi d'une rencontre en présentiel en 2025. Dans le cas spécifique du diocèse d'Antsirabe, deuxième région la plus touchée par l'insécurité alimentaire à Madagascar, les AOC vont permettre de mobiliser les communautés autour de la question de l'accès à une alimentation saine et suffisante. Expérimentée avec d'autres partenaires et dans d'autres pays, la méthode AOC s'avère pertinente pour promouvoir la cohésion sociale, améliorer les conditions de vie des communautés et renforcer les capacités locales. Grâce à cette collaboration, la Caritas Antsirabe consolide son rôle de moteur de développement durable à Madagascar. ■

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

MAINTENIR UN LIEN DE FRATERNITÉ

VICTORINE ALISSE / HORS FORMAT / SCCF

SOIXANTE ANS D'HOSPITALITÉ POUR LES PLUS PAUVRES AU CŒUR DE JÉRUSALEM

La maison d'Abraham fêtait son 60e anniversaire en 2024. Soixante années pendant lesquelles elle a tenté d'honorer au mieux la mission confiée au Secours Catholique-Caritas France par le pape Paul VI en 1964 : faire de cette maison une terre d'accueil, en particulier pour les plus pauvres, les pèlerins qui n'auraient pas les moyens de se loger à Jérusalem, autant qu'un espace de rencontres pour les habitants du quartier, les visiteurs de toutes les confessions et croyances. Malgré les crises très profondes qui assombrissent de nouveau la région, la maison d'Abraham a tenu à vivre cet anniversaire en fidélité et hommage aux liens d'amitié et de solidarité tissés avec tous depuis toutes ces années.

En cette journée du 14 septembre, l'équipe de la maison d'Abraham a eu la joie d'accueillir une délégation de la CEF présidée par Mgr Éric de Moulins-Beaufort et plusieurs représentants de la direction nationale du Secours Catholique qui se sont retrouvés en fraternité avec des pèlerins du réseau Saint-Laurent, un petit groupe venu en ambassadeur des 450 personnes en situation de précarité du réseau qui ont vécu un pèlerinage en Terre sainte depuis 2021.

Dans son courrier au Secours Catholique, le cardinal Paroline, secrétaire d'État du Saint-Siège, a renouvelé, au nom du pape François, ses encouragements et ses remerciements pour la fidélité à la mission confiée. Une mission que la maison d'Abraham a encore étendue en soutenant un projet de développement local auprès de quelque 400 femmes et jeunes filles du quartier, en partenariat avec le centre communautaire Althoury Women Center qui propose au sein même de la maison des activités de bien-être et d'autonomisation économique. Un projet mené à l'initiative de Bernard Thibaud dont la mission de directeur de la maison d'Abraham se terminait cette même année 2024.

> « *Nous prions pour que la justice et la paix puissent venir habiter le cœur des hommes et inspirer la conduite des États.* » « *Ici, dans cette maison, des pèlerins et des voyageurs de tout genre sont reçus. Ils partagent un moment de la vie d'une communauté, celle qui anime la maison mais aussi celle des liens tissés avec ce quartier de Jérusalem, traversé des tensions et des espoirs de cette ville.* »
>
> Extrait de la lettre adressée par le cardinal Parolin à la maison d'Abraham en 2024. ■

RETOUR AU SOMMAIRE

FAIRE FACE AUX URGENCES

MAJDY JILDAH

SOUTIEN HUMANITAIRE EN PALESTINE

Après un an d'intensification des frappes israéliennes sur la bande de Gaza, la situation humanitaire est d'une gravité sans précédent. D'après l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), 1,7 million de Palestiniens (soit 75 % des habitants de la bande de Gaza) ont été déplacés, et à plusieurs reprises. À l'automne 2024, l'initiative de classification de la phase de sécurité alimentaire (IPC) estimait que la quasi-totalité de la population de Gaza (environ 96 % des 2,3 millions d'habitants) était affectée par une insécurité alimentaire critique. En 2024, le Secours Catholique-Caritas France a renouvelé son soutien à l'action d'urgence de Caritas Jérusalem qui vise à améliorer l'accès aux soins des Gazaouis alors que les pannes d'électricité, les pénuries de médicaments et les bombardements entravent le système de santé. L'ONG offre des services de santé primaire, maternelle, infantile et aussi mentale aux civils, tout en leur fournissant une aide financière pour subvenir à leurs besoins de base face à des prix qui ont doublé. La situation humanitaire s'est aussi aggravée en Cisjordanie. En raison de la restriction des mouvements dans les territoires palestiniens et de la suspension des permis de travail, la pauvreté a gagné du terrain, de nombreux enfants ont été déscolarisés, et la situation sanitaire s'est aggravée. Le Secours Catholique y a soutenu l'ONG israélienne Physicians for Human Rights Israel (Phri) qui livre fournitures et médicaments à des centres de santé en Cisjordanie et envoie deux cliniques mobiles hebdomadaires dans les territoires palestiniens, notamment dans les communautés touchées par la violence de l'armée et des colons.

AIDE D'URGENCE POUR LES POPULATIONS DÉPLACÉES AU LIBAN

Fin 2024, les frappes israéliennes sur le Liban et l'invasion terrestre qui a suivi ont jeté sur les routes environ 1 million de personnes, soit près de 20 % de la population totale, contrainte à un exode depuis l'est et le sud du Liban ainsi que depuis la banlieue sud de la capitale. Face à ces mouvements massifs de civils, le Secours Catholique s'est mobilisé pour apporter une aide d'urgence par le biais de ses partenaires libanais qui interviennent dans les abris sur l'ensemble du >>>

D.R.

ENTRETIEN

KARAM ABI YAZBECK, COORDINATEUR RÉGIONAL DE CARITAS MOYEN-ORIENT AFRIQUE DU NORD (MONA)

« IL NE FAUT JAMAIS PERDRE L'ESPOIR, SURTOUT EN LA PAIX ET EN LA JUSTICE »

Caritas Mona, à Beyrouth, est soutenu par le Secours Catholique-Caritas France dans ses missions, notamment d'aide d'urgence et de consolidation de la paix. Karam Abi Yazbeck, son coordinateur régional, retrace une année 2024 particulièrement meurtrière dans la région.

Quel bilan tirez-vous de cette année 2024 au cœur du conflit ?

Karam Abi Yazbeck : Depuis le début de la riposte israélienne aux attaques du Hamas, la situation s'est aggravée à Gaza comme en Cisjordanie, et rapidement dégradée dans tout le Moyen-Orient. À partir de septembre 2024, les bombardements massifs sur le sud Liban, mais aussi sur Beyrouth, sur la plaine de la Bekka… et l'offensive terrestre qui a suivi ont marqué le début d'un conflit beaucoup plus important. L'implication du Yémen, de l'Irak ainsi que de l'Iran, de façon indirecte, nous a fait craindre un embrasement de toute la région.

Quel rôle pouvez-vous jouer dans ce contexte ?

Karam Abi Yazbeck : En tant que Caritas Mona, notre rôle consiste à coordonner l'action de nos partenaires dans la région et à porter un plaidoyer. Dès le début de la guerre, nous avons soutenu la réponse d'urgence de Caritas Jérusalem en Palestine, en Cisjordanie et au Liban, avec le défi, notamment à Gaza, des restrictions d'accès imposées à l'aide humanitaire par Israël. Nous sommes intervenus également par l'intermédiaire de Catholic Relief Services (CRS), membre de Caritas Internationalis aux États-Unis, et Caritas Jordanie. Grâce à un partenariat avec l'association Hachémite Jordanie, de l'aide a pu être acheminée d'Amman à Gaza en passant par la Cisjordanie, ce qui est le canal le plus efficace.

Au-delà de l'aide d'urgence directe, nous menons un plaidoyer constant en faveur d'un cessez-le-feu, notamment auprès des Caritas du monde entier pour les conscientiser sur l'importance de faire respecter le droit humanitaire international. Nous avons organisé notamment deux réunions, une en janvier 2024 à Amman, pour discuter avec nos partenaires et nos Caritas membres au Moyen-Orient de la situation d'urgence et des actions à mener, puis une seconde en mars 2024, à Rome, où nous avons invité tous nos partenaires, notamment le Secours Catholique. Parallèlement, nous avons travaillé à la rédaction de trois documents que nous mettons régulièrement à jour : un rapport détaillé de la situation, un plan d'urgence avec plusieurs scénarios en fonction de la détérioration de la situation, et un texte commun de plaidoyer appelant au cessez-le-feu.

>>>

RETOUR AU SOMMAIRE

Quels sont les retours que vous avez des équipes sur le terrain ?
Karam Abi Yazbeck : Caritas Jérusalem dispose de bureaux à Gaza et en Cisjordanie. Comme tous les Gazaouis, les membres de l'équipe du bureau de Gaza ont été déplacés, nous avons perdu deux de nos collègues et leur famille dans ce conflit. Je peux témoigner de la résilience de nos équipes là-bas, qui sont composées non seulement de chrétiens mais aussi de personnes de toutes religions, ainsi que des populations majoritairement musulmanes auxquelles elles viennent en aide. La population gazaouie est, je crois, la plus résiliente du monde. Elle est confinée dans cette grande prison qu'est la bande de Gaza, elle a su s'adapter à une vie extrêmement difficile puis, avec la guerre – ce n'est pas la première, comme chacun sait –, elle a été constamment déplacée vers le sud, puis vers le nord, puis vers le sud à nouveau, tout cela sous les bombardements continus, alors qu'il n'y a plus d'hôpitaux, d'eau, de nourriture, plus aucun service de base. Surtout dans le Nord, les populations ont souffert de la faim. Malgré cela, malgré les destructions, la perte de proches, les gens tiennent bon. Ils préfèrent rester, garder leur territoire, et refusent toute idée de se réfugier en Égypte ou en Jordanie.

> « MALGRÉ LES DESTRUCTIONS, LA PERTE DE PROCHES, LES GENS TIENNENT BON. »

Est-ce que cette résilience permet de garder un espoir ?
Karam Abi Yazbeck : Il ne faut jamais perdre l'espoir, surtout en la paix et en la justice. Car la paix seule ne suffit pas, il faut la justice. Mais malheureusement, rien de tout cela n'est envisageable, même dans un futur assez lointain. Israël, avec les forces militaires qui sont les siennes et le soutien des Américains, n'hésite pas, comme en Syrie, au Liban, à occuper des territoires (sans parler de ce qui se passe à Gaza et en Cisjordanie), et personne ne dit rien. Malgré les violations du droit international, du droit humanitaire, le gouvernement israélien garde le soutien inconditionnel des Américains et d'autres pays. Cela ruine tout espoir qu'adviennent la paix et la justice. Mais nous continuons, il faut continuer.

Quel serait le chemin vers une paix possible ?
Karam Abi Yazbeck : Comme vous le savez, la guerre a commencé il y a soixante-dix-sept ans. Cela représente déjà plusieurs générations. La haine augmente, les atrocités aussi. Le chemin vers la paix est très long et nous n'y sommes même pas encore engagés. Tout le monde parle d'une solution à deux États. Or on assiste plutôt à l'expansion d'un seul État. Même si un accord était trouvé pour une solution à deux États, je ne vois pas comment elle pourrait être appliquée. La Cisjordanie est divisée en trois zones qui se chevauchent, avec l'armée présente partout. Du point de vue de la géographie et de la démographie, la place qu'aurait un État palestinien n'est pas viable. Et tant qu'il n'y aura pas un pays pour les Palestiniens, ni la paix, ni la justice ne seront envisageables.

Les actions d'aide et de plaidoyer ont-elles tout de même une portée ?
Karam Abi Yazbeck : Tout ce que nous pouvons entreprendre, avec le soutien du Secours Catholique, nous, Caritas Mona et nos Caritas sœurs, ne peut évidemment pas résoudre les problèmes. C'est toutefois indispensable car c'est un signe d'espoir que des changements sont possibles, même minimes. Les ressources mobilisées pour la guerre et pour l'armement ne cessent d'augmenter alors que celles allouées à l'aide humanitaire continuent à diminuer. Ne pas maintenir cette aide, c'est agir contre l'humanité.

RETOUR AU SOMMAIRE

>>> territoire, notamment à Beyrouth, dans la plaine de la Bekaa, à Tripoli et à Saïda. Ils distribuent des produits de première nécessité tels que des matelas, des couvertures, des kits d'hygiène ainsi que des repas chauds.

SOUTENIR LES POPULATIONS UKRAINIENNES LES PLUS FRAGILES

En 2024, l'Ukraine a vécu sa troisième année sous le feu de l'armée russe dont les attaques se sont encore intensifiées, mettant 40 % de la population, soit 15 millions de personnes, en situation d'urgence humanitaire. À cela se sont ajoutées une situation économique catastrophique et des suppressions d'emploi massives qui ont fait basculer 9 millions de personnes dans la pauvreté selon le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha). D'autres continuent à fuir le pays, si bien qu'à la fin 2024, le bilan était de 3,6 millions de déplacés intérieurs et de 6,3 millions de réfugiés à l'étranger.

Depuis le début de la guerre en 2022, le Secours Catholique-Caritas France agit pour venir en aide aux civils par le biais de ses partenaires sur place, notamment ses deux maisons sœurs (Caritas Ukraine et Caritas Spes Ukraine), pour agir dans tout le pays, aussi bien dans les zones proches du front que dans les zones situées à l'ouest, et notamment auprès des personnes les plus vulnérables comme les mères célibataires, les enfants, les personnes handicapées et âgées… Le soutien aux Caritas ukrainiennes s'est fait par le réseau Caritas Internationalis et des projets bilatéraux d'aide d'urgence : distribution de nourriture, d'argent, de couvertures, de kits d'hygiène, etc. En complément de l'aide matérielle, le Secours Catholique a veillé aussi à panser les traumatismes de guerre qui affectent 10 millions de personnes selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), dont 1,5 million d'enfants. Caritas Ukraine a ainsi pu mettre en place des programmes d'art-thérapie pour les enfants et leurs parents, et Caritas Spes Ukraine, proposer des vacances d'été en Croatie à des familles pour qu'elles puissent recréer du lien et développer des réseaux de soutien. Le Secours Catholique soutient également Voices of Children, une ONG locale qui a aidé professeurs et écoliers dans une région proche de la Russie, et TLU (Turbota pro Litnih v Ukraini), une autre ONG locale qui vient en aide aux personnes âgées fragiles pour éviter qu'elles ne soient isolées et démoralisées.

Au total, l'aide de 4,5 millions d'euros versée depuis le début de la guerre par le Secours Catholique à ses partenaires en Ukraine et en Pologne a bénéficié à 180 000 personnes et 15 000 enfants pour des projets éducatifs et de soutien psychosocial.

CONCILIER URGENCES ET DÉVELOPPEMENT AU MYANMAR

En septembre 2024, le cyclone Yagi terminait sa course en Birmanie, faisant des centaines de morts et entraînant des inondations et des glissements de terrain destructeurs pour les cultures. Avec cette nouvelle catastrophe qui s'ajoute à l'interminable conflit déclenché par le coup d'État de 2021, le nombre de personnes déplacées atteint les 3,5 millions, un drame dont l'attention médiatique internationale s'est hélas complètement détournée. Le Secours Catholique-Caritas France a maintenu voire augmenté son soutien aux partenaires sur place qui sont en première ligne dans la réponse à la crise. L'un d'entre eux, dont les équipes sont elles-mêmes déplacées, et qui a été obligé de déménager ses bureaux depuis que la junte au pouvoir et les groupes armés se battent pour la conquête des villes, reste néanmoins actif auprès des populations les plus vulnérables. Au-delà du financement d'une aide humanitaire d'urgence (distribution de nourriture, d'abris temporaires et aide psychosociale), le Secours Catholique continue à soutenir les projets de promotion de l'agroécologie, de défense du droit foncier et de cohésion sociale pour mieux préparer les populations à être autonomes au moment où les combats prendront fin et où les déplacés retourneront sur leurs terres. Dans ces régions fortement impactées par les changements climatiques, la gestion des ressources naturelles et le développement de l'agroécologie, c'est-à-dire de moyens de production durables, ne nécessitant pas d'intrants, de fertilisants et de produits chimiques venant de l'extérieur, ont une valeur ajoutée inestimable pour la résilience des territoires et la subsistance des populations.

> « LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGROÉCOLOGIE ONT UNE VALEUR AJOUTÉE INESTIMABLE. »

REPENSER LE DÉVELOPPEMENT DANS UN MONDE EN PROIE AUX URGENCES

Dans un monde où les crises se multiplient et se prolongent, qu'elles soient liées à la guerre, aux dérèglements climatiques ou aux conflits politiques, il est difficile de répondre à l'urgence sans réfléchir à des

solutions sur le long terme, ou de penser le développement sans anticiper les possibles crises à venir. Le Secours Catholique-Caritas France l'observe de plus en plus sur le terrain où nombre des projets de développement menés par ses partenaires sont régulièrement touchés par des urgences nécessitant l'intervention de partenaires différents. En 2024, l'association a décidé de travailler à un mode d'organisation différent afin d'adresser trois thématiques simultanément : l'urgence, le développement et la recherche de la paix. Une capitalisation de l'organisation déjà mise en place sur ce modèle entre le pôle Urgences internationales et le pôle Moyen-Orient sert de base à cette réflexion. L'idée d'une réorganisation interne est d'ores et déjà acquise. La prochaine étape consistera à définir avec quels partenaires travailler dans le cadre de cette nouvelle organisation et sur quelles zones d'intervention. Des séminaires internes à la direction de l'Action et du plaidoyer international du Secours Catholique ont eu lieu en juin et en novembre 2024 avec la participation de Caritas Espagne qui a déjà mené à bien sa propre réorganisation. ■

CONVERGENCE FRANCE ET INTERNATIONAL

L'ANIMATION EN MILIEU SCOLAIRE TRAVAILLÉE PAR LE GROUPE D'ENTRAIDE « SOLIDARITÉ INTERNATIONALE »

Dans le cadre de sa mission de promotion de la solidarité internationale, le Secours Catholique-Caritas France a créé un groupe d'entraide dédié. Celui-ci s'est réuni plusieurs fois en 2024 pour réfléchir à de nouvelles perspectives d'animation de la thématique à la lumière des ambitions local-global de l'association, à savoir : comprendre les causes de la pauvreté et de l'exclusion, les liens entre ces différentes causes, les réponses que les organisations de la société civile peuvent y apporter, les moyens d'agir, et enfin mettre en lien des initiatives locales en France et dans le monde. L'animation en milieu scolaire fait partie des projets retenus, selon quatre thématiques : les migrations, l'alimentation, la transition écologique juste et l'interculturel-interreligieux. Afin d'aborder ces questions sous l'aspect local-global, les animateurs commencent par exposer la façon dont leur délégation tente de répondre à ces problématiques sur le plan local, avant d'aborder ces enjeux au niveau global grâce à des jeux développés par le Secours Catholique et adaptés à l'âge des élèves.

RENCONTRES LOCAL-GLOBAL LORS DE LA SEMAINE LAUDATO SI'

En 2024, la semaine *Laudato si'*[1] a été célébrée dans un grand nombre de délégations du Secours Catholique-Caritas France (voir p. 27). Elle a été l'occasion de mettre en valeur l'engagement de l'association pour une révolution écologique juste autour de temps de témoignages, d'animations, d'expérimentations, d'initiatives. Plusieurs partenaires internationaux venus de Palestine, Colombie et du Pérou pour l'APP du projet Core ont profité de leur passage à Paris pour participer à l'événement *Laudato si'* organisé au siège du Secours Catholique à Paris. Après ce temps de partage et d'animation, ils se sont rendus dans le café solidaire Le Fraternel avant de poursuivre d'autres visites : Le Cèdre pour les partenaires travaillant sur la thématique Villes durables ; l'accueil de jour La Rampe dans les Hauts-de-Seine pour les partenaires Transition écologique juste en milieu rural ; le Loiret pour le secrétaire exécutif du Réseau ecclésial pan-amazonien (Repam) qui a pu découvrir les actions menées par les équipes locales et présenter celles du Repam pour promouvoir l'autonomie et le développement durable des populations vivant dans la forêt amazonienne ; la Bretagne enfin, où Caritas Kaolack (Sénégal) a renouvelé sa convention de partenariat sur la transition écologique.

VISITE APPRENANTE DES CARITAS ESPAGNE ET ITALIE

En pleine réflexion pour faire évoluer leurs modèles d'épiceries solidaires, les Caritas Espagne et Italie se sont rendues en France pour une semaine de découverte des dispositifs d'accès à l'alimentation développés par le Secours Catholique-Caritas. De premiers échanges avaient eu lieu au moment de la crise du Covid avec la Caritas Espagne sur cette thématique. Ils se sont poursuivis et élargis à Caritas Italie pour cette visite dans les délégations du Gard, de l'Hérault, d'Aix-en-Provence et d'Occitanie. L'étude réalisée sur les différents modèles d'épiceries solidaires du

1 Mouvement né en 2015 en vue de porter le message du pape développé dans son encyclique sur la sauvegarde de « notre maison commune ».

Secours Catholique a été mise en regard de ce qui se fait dans les réseaux des Caritas Espagne et Italie. Elle a été l'occasion d'ouvrir des pistes de réflexion pour faire évoluer et interroger les pratiques de part et d'autre et de renforcer la collaboration pour un plaidoyer européen sur un droit à l'alimentation.

TOUT SAVOIR SUR LES ENJEUX DES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

L'idée de l'outil intitulé « Mieux comprendre les accords de libre-échange pour agir sur notre alimentation » est née en février 2024, lors des manifestations des agriculteurs français contre les accords dit du Mercosur entre l'Union européenne et le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Réalisé en collaboration avec deux partenaires brésiliens du Secours Catholique-Caritas France, cet outil d'animation permet de faire comprendre, à partir de trois illustrations, l'impact de ces accords commerciaux sur notre alimentation ainsi que sur celles et ceux qui la produisent. Il complète les autres outils d'appropriation de l'étude « L'injuste prix de notre alimentation » publiée en 2024, et a suscité un grand intérêt au sein du réseau du Secours Catholique mais aussi auprès de partenaires en France (Alimenterre, Graine Occitanie, Festisol, coalition Brésil), ainsi qu'au Brésil.

SENSIBILISER AUX ENJEUX DE L'AMAZONIE ET AUX LUTTES DES PEUPLES

Dans le cadre de la participation du Secours Catholique-Caritas France au prochain Fospa, un outil d'animation a été réalisé et proposé aux délégations pour sensibiliser aux enjeux de l'Amazonie et aux luttes des peuples. Ce jeu de douze cartes-questions permet de réfléchir collectivement à ces enjeux avec l'aide de l'animateur, et de composer une carte de l'Amazonie au fur et à mesure des réponses trouvées.

AMBIANCE CAP-VERDIENNE AU CAFÉ SOLIDAIRE LE FRATERNEL À TROYES

Les 14 et 15 décembre 2024, l'équipe de la délégation du Secours Catholique Champagne Sud a investi Le Fraternel pour promouvoir les solidarités internationales à travers son partenariat avec le Cap-Vert. Exposition de photos issues des diverses missions au Cap-Vert, musique, exposition, vente d'articles créés en collaboration avec les équipes locales et cap-verdiennes, dégustation de jus de pomme épicé chaud… une façon conviviale d'engager la conversation et de démontrer au public présent combien tout est lié, entre ici et là-bas, en matière de pauvreté, de dérèglement climatique, d'alimentation.

PARTICIPATION À L'ÉTUDE « L'INJUSTE PRIX DE L'ALIMENTATION »

Dans le cadre de son plaidoyer de plusieurs années sur l'alimentation, le Secours Catholique-Caritas France a mené à bien et publié en 2024 une importante étude, « L'injuste prix de notre alimentation », qui chiffre le coût réel, c'est-à-dire en termes de dégâts pour la santé, l'environnement et la justice sociale, de nos modes de consommation alimentaire (voir p. 22-23). Ce travail, mené pour l'essentiel en France, ne fait pas l'impasse, loin de là, sur les conséquences de la délocalisation de certains coûts environnementaux et sociaux pour les populations du monde entier. La culture du soja par exemple se paie en arrachages massifs de forêts ancestrales, le bien sacré de communautés autochtones en Argentine, au Brésil et au Paraguay. Fin 2023, deux partenaires brésiliens du Secours Catholique sont venus en France pour témoigner de ces réalités et nourrir l'étude. Leur récit a également servi à la création d'un outil de sensibilisation sur les impacts du projet d'accord entre l'Union européenne et le Mercosur alors en débat : une frontière agricole sans cesse repoussée qui pose de graves problèmes de sécheresse, de rythme des pluies et de fumées noires qui se propagent très loin de l'Amazonie.
Parmi les recommandations faites dans « L'injuste prix de notre alimentation », certaines concernent le volet international des accords de libre-échange. Elles comprennent des mesures pour favoriser le développement de l'agroécologie et une demande pour que l'Union européenne arrête ses exportations au Brésil de pesticides interdits en Europe, qui affectent la santé et l'environnement sur place, et que les consommateurs européens retrouvent dans leur assiette à travers les viandes et le soja importés.
La publication de l'étude a coïncidé avec les manifestations des agriculteurs en France, ce qui a permis d'engager une réflexion local-global sur ces sujets dans plusieurs délégations du Secours Catholique. Ce dialogue était destiné à se poursuivre en 2025 à l'occasion d'une visite apprenante de six membres du Secours Catholique France au Brésil en vue de nourrir la campagne pour les municipales de 2026 et le dialogue sur le thème de l'alimentation entre les délégations et les partenaires ■

RETOUR AU SOMMAIRE

SEBASTIEN LE CLEZIO / SCCF

TERRITOIRE

AMAZONIE

AMAZONIE : DÉFENDRE LES GARDIENS DE LA FORÊT

Au cœur de la forêt amazonienne, le Centre amazonien d'anthropologie (Caaap), partenaire du Secours Catholique, soutient les demandes des communautés indigènes pour récupérer les parcelles de leurs territoires situées dans la réserve nationale Pacaya Samiria. Cette aire protégée, au nord du Pérou, a été créée dans les années 1970 dans un objectif de conservation de la forêt amazonienne, mais sans consulter ses premiers habitants. Les communautés indigènes peinent depuis à accéder à cet espace pour cueillir des fruits ou des plantes médicinales ou pour pratiquer la chasse traditionnelle. Regroupées au sein de la fédération Acodecospat, elles sont des dizaines à s'être lancées dans cette bataille juridique pour faire reconnaître ou élargir leur territoire.

« *Les procédures administratives pour obtenir un titre de propriété collectif durent au minimum deux ans*, explique Veronica Shibuya de Mestanza, ancienne avocate, responsable de projets au Caaap. *Il faut effectuer un travail de démarcation des frontières ainsi qu'une étude de classification des sols. Tout cela prend du temps* », déplore la responsable de projets qui plaide auprès des pouvoirs publics pour une simplification des démarches.

Les communautés font face encore à un autre enjeu : sécuriser les territoires reconnus mais convoités par les narcotrafiquants comme par les pêcheurs et les exploitants de bois. Pour repousser les envahisseurs, le Caaap participe à la mise en place de patrouilles chargées de surveiller le territoire et prône des méthodes non violentes de résistance. Ainsi, lorsque des pêcheurs à la dynamite se sont approchés de leur rive, les habitants de la communauté de Libertad les ont délogés depuis leurs embarcations au moyen de plantes provoquant de l'urticaire. ■

EN SAVOIR PLUS

LIRE LE REPORTAGE COMPLET SUR LE SITE INTERNET DU SECOURS CATHOLIQUE.

RETOUR AU SOMMAIRE

UNE ORGANISATION POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX

L'ANNÉE 2024 A MARQUÉ UN TOURNANT MAJEUR en juin, au moment de la dissolution de l'Assemblée nationale. Cette crise politique sans précédent a permis au Secours Catholique-Caritas France de réaffirmer son ADN : l'accueil inconditionnel des personnes. Tel est l'esprit de la lettre que l'assemblée générale de l'association a adressée à ses salariés et à ses bénévoles au lendemain de la dissolution. C'est aussi celui de l'agora qui s'est tenue en septembre, une journée d'échanges en visio avec une centaine d'acteurs du réseau qui a révélé une belle dynamique de convergence dans les aspirations exprimées : être au rendez-vous de la mission d'éveil à la solidarité de l'association, favoriser le dialogue et le débat en interne et en externe, développer la pratique du plaidoyer.

Aussi bouleversant soient-ils, ces événements sont l'occasion de conforter le Secours Catholique dans la confiance qu'il a dans la force de l'engagement individuel et collectif. Confiance qui se traduit dans ses orientations : la volonté de développer le bénévolat pour permettre à tous ceux qui le souhaitent d'avoir un impact sur les transformations spirituelles, sociales et écologiques du monde qu'ils habitent. Ouvrir l'adhésion à l'association aux personnes qui y sont engagées. Aller vers une gouvernance impliquant les personnes qui ont, mieux que quiconque, l'expérience de la pauvreté et de l'exclusion. Le Secours Catholique est plus que jamais ancré dans sa mission de fraternité.

RETOUR AU SOMMAIRE

VINCENT BOISOT / SCCF

SE POSITIONNER PAR RAPPORT AUX ENJEUX POLITIQUES NATIONAUX

RÉAFFIRMER L'INCONDITIONNALITÉ DE L'ACCUEIL

En juin 2024, dans la semaine qui a suivi l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, le Secours Catholique-Caritas France, qui était réuni pour son assemblée générale à Lourdes, s'est interrogé sur le rôle qu'a à jouer l'association dans ce contexte. Le choix a été fait d'adresser une lettre à l'ensemble des bénévoles et salariés de l'association pour réaffirmer les valeurs qui fondent son action, témoigner des inquiétudes que soulèvent certaines options politiques, appeler chacun à se rendre aux urnes, mais sans donner de consigne de vote. À l'approche du second tour, il a été décidé aussi d'affirmer haut et fort, et visiblement, quelle que soit la force politique qui remporterait les élections, l'attachement du Secours Catholique à l'inconditionnalité de l'accueil (inscrit à l'article 1 de ses statuts).

UNE AGORA POUR POURSUIVRE LA RÉFLEXION SUR LE TEMPS LONG

Bien conscient que la crise politique de juin 2024 n'avait rien d'un épiphénomène, le Secours Catholique a proposé, le 27 septembre 2024, une journée Agora ouverte aux acteurs de délégation, aux membres du conseil d'administration et aux acteurs du siège pour échanger autour de ce à quoi ce contexte sociétal et politique invite l'association.

En prévision de cette journée, une trentaine d'acteurs du Secours Catholique se sont retrouvés pour apporter de premiers éléments de réponse à ces questions : de quoi la progression de l'extrême droite est-elle le signe ? En quoi ce phénomène est-il un enjeu pour le Secours Catholique ? Les documents issus de ces échanges ont été soumis à la critique et à l'enrichissement de l'agora. Le jour J, plus d'une centaine de personnes représentant plus de la moitié des 72 délégations ont contribué à toute une journée d'échanges en visio dans une belle dynamique de

RETOUR AU SOMMAIRE

convergence dans les aspirations exprimées : être au rendez-vous de la mission d'éveil à la solidarité de l'association, favoriser le dialogue et le débat en interne et en externe, développer la pratique du plaidoyer. Lors de cette journée, les participants étaient invités à un temps de ressourcement animé par Hélène Noisette, religieuse auxiliatrice, enseignante aux facultés Loyola et bénévole au Secours Catholique, autour de l'invitation au dialogue que l'on trouve dans les évangiles comme dans *Fratelli Tutti*. Ils ont également pu bénéficier de l'expérience sur les manières de susciter et d'organiser le dialogue autour des enjeux de société, de quatre responsables issus de la Fédération des centres sociaux, de l'association Aequitaz, de Caritas Italie et du Mouvement associatif. L'enjeu est désormais de transformer ces aspirations dans le plan d'animation national avec le souci de s'inscrire dans le temps long et de tirer parti des temps forts déjà identifiés dans l'agenda des délégations. ■

LES DÉFIS DU BÉNÉVOLAT ET DE L'ENGAGEMENT

CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

DERNIÈRE ÉTAPE DE LA PRIORITÉ NATIONALE « BÉNÉVOLAT »

Début 2023 le conseil d'administration du Secours Catholique-Caritas France s'est donné une priorité unique sur une période de deux ans : le développement du bénévolat. La première étape de cette démarche a consisté à définir une vision : « Permettre à tous les acteurs qui y aspirent d'avoir un impact sur les transformations spirituelles, sociales et écologiques du monde qu'ils habitent ». La deuxième, à faire l'état des lieux de l'existant en identifiant toutes les pratiques développées par les délégations pour recruter, animer et fidéliser leurs bénévoles. Pour ce faire, un GPS a été conçu en 2023, outil en ligne où les délégations étaient invitées à indiquer leurs forces et faiblesses sur une liste de sujets touchant au bénévolat. Fin 2023, l'analyse de ce GPS a permis d'identifier un certain nombre de chantiers à lancer en 2024 : la question des bénévoles en responsa-

▲ RETOUR AU SOMMAIRE ▲

bilité, celle du bénévolat ponctuel, et celle enfin de la reconnaissance des bénévoles. Ces chantiers ont été menés en parallèle avec d'autres, qui préexistaient et se sont poursuivis en 2024 : la réalisation d'un kit de communication à l'attention des délégations pour valoriser le bénévolat ; la refonte complète d'un document datant de 2013 sur la qualité de vie d'équipe ; une réflexion sur la nécessité de prendre soin des bénévoles en travaillant la gestion des risques, notamment émotionnels, auxquels ils peuvent être exposés ; une formation destinée aux bénévoles en responsabilité d'équipes locales.
Une large capitalisation, impliquant une dizaine de délégations, a été lancée autour des équipes d'animation territoriales. Son objectif est de regarder le fonctionnement des équipes d'animation composées de salariés et de bénévoles, le chemin qui a permis leur constitution et ce qu'elles rendent possible. L'analyse des expériences déjà faites en ce sens dans certaines délégations permettra de dégager des voies de réussite et d'identifier des causes d'échecs.
Autre chantier, nécessaire bien que délicat : les procédures en cas de manquement ou de comportement inapproprié d'un bénévole. Afin de renforcer le cadre juridique pour gérer ces situations, le Secours Catholique envisage de faire signer une lettre d'accueil rappelant les droits et devoirs à respecter pour garantir la sécurité des équipes comme celle des personnes accompagnées.
La question du bénévolat ponctuel, peu développé au Secours Catholique bien que conforme à sa vision de permettre à toutes et tous d'avoir un impact sur la société à la hauteur de ses possibilités, est également à l'étude. Un projet de formation à l'attention des délégations est en cours d'élaboration.
Tous ces chantiers ont vocation à aboutir d'ici l'assemblée générale de 2025. Pour les mener à bien, le Secours Catholique s'est doté d'une petite équipe nationale, de référents dans chacune des régions et de correspondants dans chaque délégation. Cette organisation permet de mieux faire remonter ce qui se vit dans le réseau et complète la cartographie réalisée grâce au GPS.
L'association s'est fixé des indicateurs de résultat en termes de revitalisation du réseau : nombre de bénévoles en valeur absolue, évolution de leur diversité en termes d'âges, de parcours et de lieu de vie, rajeunissement du réseau, nombre de bénévoles en responsabilité et nombre de formations réalisées. Ces indicateurs seront évalués à cinq ans et en comparaison de l'évolution du bénévolat dans d'autres associations. ■

UNE GOUVERNANCE ET DES MODES D'ACTION REVISITÉS

OUVERTURE DE L'ADHÉSION À L'ASSOCIATION

En 2024, le sujet de l'ouverture de l'adhésion au Secours Catholique-Caritas France a fait l'objet de deux consultations : la première, en hiver, portait sur des questions précises sur le projet et ses conséquences. Les délégations étaient invitées à organiser des réunions ouvertes sur la base d'une trame d'animation définie. L'objectif était de définir le niveau d'adhésion le plus adéquat. Une consultation ciblant les bureaux de délégations a permis de dégager une ligne : pour adhérer au Secours Catholique, il faudra y être engagé depuis au moins trois mois, avoir suivi une formation et en faire la demande par lettre d'adhésion, approuvée par le bureau de sa délégation ou par le bureau national.

POURSUITE DE LA RÉFORME DES STATUTS DE L'ASSOCIATION

La question de l'adhésion fait partie de l'importante réforme du mode de gouvernance entamée par le Secours Catholique-Caritas France en 2022 afin d'être plus en cohérence avec son projet de participation de tous et de développement du pouvoir d'agir des personnes. Cette réforme suppose une modification des statuts de l'association. En 2024, un projet de formulation de ces nouveaux statuts a été soumis à l'appréciation des différents acteurs du réseau, avec pour objectif de mettre au point un texte à présenter à l'assemblée générale de juin 2025. Le texte adopté par l'assemblée générale devra ensuite être validé par le Conseil d'État et par le ministère de l'Intérieur, processus normal pour les

associations reconnues d'intérêt public. Les statuts types pour ce genre d'association prévoient notamment que les adhérents puissent être présents lors de l'assemblée générale. Or si les 60 000 bénévoles du Secours Catholique saisissent l'occasion qui va leur être donnée d'adhérer à l'association, il faudra prévoir qu'ils puissent élire des représentants, et donc obtenir une dérogation en ce sens.

RÉFLEXION DU CAN SUR LES ENJEUX ÉCOLOGIE ET PAUVRETÉ

Le mandat du CAN, instance consultative du Secours Catholique-Caritas France composée à parts égales de personnes ayant l'expérience de la précarité, de l'animation-administration et de la responsabilité, a été renouvelé en 2023 pour deux ans avec une nouvelle thématique de réflexion pour ses 63 membres : définir et rédiger un texte de référence sur ce que serait une écologie au service de la justice et de la fraternité.
Deux rassemblements ont eu lieu en 2024. Le premier, dans un éco-lieu très investi sur les questions d'alimentation à Lyon, a été l'occasion pour les participants de tester des produits, et pour les personnes du CAN ayant l'expérience de la précarité d'animer des ateliers pour partager leurs propres pratiques écologiquement vertueuses. Dans le deuxième, à Lourdes en novembre, il s'agissait entre autres de définir dans quelle mesure le plaidoyer du Secours Catholique doit mettre les plus gros pollueurs devant leurs responsabilités. Selon la définition d'une écologie juste qui commence à faire consensus au sein du CAN, chacun devrait en effet agir à hauteur de ses capacités et de son propre impact. Une façon de réparer les inégalités face à l'écologie, les solutions les moins polluantes étant inaccessibles aux plus pauvres (et moins pollueurs), ou inexistantes là où ils vivent.

UNE SEMAINE POUR DYNAMISER LA COLLECTE DE DONNÉES STATISTIQUES

Du 29 janvier au 2 février 2024 se tenait la première Semaine des statistiques organisée par le département Analyse des pauvretés et territoires du Secours Catholique-Caritas France à l'intention de son réseau sous forme de webinaires, de capsules vidéo et de chiffres clés. Il s'agissait tout d'abord de rappeler aux équipes d'accueil l'importance, à des fins de plaidoyer local et national, de la collecte de données sur la situation des personnes qu'elles rencontrent, mais aussi de leur présenter une méthodologie de diagnostic de territoire en termes de démographie, de mobilité, de logement… afin d'évaluer les besoins des personnes en situation de précarité et d'ajuster en conséquence les activités menées par les équipes de bénévoles. Le Secours Catholique réfléchit par ailleurs à des méthodes qui permettraient de récolter des données sur les personnes fréquentant ses accueils de jour, ses cours d'apprentissage du français, ses boutiques solidaires, groupes de convivialité, etc. – tout un public actuellement pas ou peu représenté dans le rapport statistique sur la pauvreté en France. ■

UNE COMMUNICATION AXÉE SUR LA PRIORITÉ NATIONALE

UN APPEL À DONNER DE SON TEMPS

Susciter l'engagement pour permettre à tous ceux qui le souhaitent d'avoir un impact sur la société dans laquelle ils vivent, telle est la priorité nationale du Secours Catholique-Caritas France 2023-2025. Lancée en avril 2024, la campagne au service de cette ambition visait à redonner du sens, du plaisir et de l'utilité concrète à l'action bénévole en levant l'un des freins au bénévolat : le temps à consacrer. C'est un don de temps à la carte que les personnes ont été invitées à faire : deux heures pour filer un coup de main, une fin d'après-midi pour aider à des démarches administratives, une soirée pour une maraude, un matin pour un accueil café… une fois par semaine, par mois ou selon les envies. Aujourd'hui, les jeunes et les actifs, premières cibles de la campagne, s'engagent au service d'une cause et non d'une institution. D'où le choix de visuels très concrets et d'un principe d'accroche permettant de décliner toutes les occasions d'action. La campagne nationale avait pour objectif de soutenir les recrutements des délégations pour lesquelles un kit était proposé : quatre affiches au choix et des

modèles de flyers personnalisables au niveau du titre (donner un dimanche matin, donner un soir de Noël, etc.) et du visuel ; des modèles également d'animations en vidéo pour les réseaux sociaux, et de bannières pour les sites web ; une charte de l'engagement (affiches et cartes postales) refaite en fonction de la nouvelle charte graphique.
Des guides pratiques de mobilisation ont également été mis à la disposition du réseau à partir d'avril 2024 et tout au long de l'année sur différents sujets : appel à bénévolat et valorisation des bénévoles ; aller vers les catholiques ; missions au service de la vie en délégation ; aller vers les jeunes (16-25 ans) et les actifs en entreprises.

LES BÉNÉVOLES EN TÉMOIGNENT

Les 60 000 bénévoles du Secours Catholique sont au cœur de la mission de l'association. Ils sont un moyen puissant d'action mais aussi de transformation individuelle et collective pour construire, ensemble, une société plus juste et fraternelle. Dans le cadre de sa campagne bénévolat de 2024, le Secours Catholique-Caritas France leur a donné l'occasion de témoigner de leur engagement et des moyens qui leur sont donnés d'agir avec les autres bénévoles, les salariés et bien sûr les personnes accompagnées au quotidien qui sont la pierre angulaire de leur engagement. Plusieurs médias ont permis de leur donner la parole :

- RCF (Radio catholique de France), dans le cadre des chroniques estivales, du 13 juillet au 1er septembre, tous les samedis et dimanches matin. Un média pour toucher la cible des retraités proches de valeurs du Secours Catholique ;
- « Le média positif », un média en ligne né en 2021 pour mettre en lumière les citoyens, associations et entreprises qui s'engagent pour construire un monde meilleur. Un reportage vidéo au Secours Catholique a été diffusé sur ses réseaux sociaux en septembre 2024 pour atteindre les 18-34 ans ;
- un partenariat avec un influenceur, Yannis Chaumard-Seavan, *alias* L'écureuil curieux, qui est venu filmer les ateliers créatifs et conviviaux de Moissy-Cramayel (délégation de Seine-et-Marne). Cette première collaboration avec un influenceur a contribué à rajeunir l'image du Secours Catholique auprès d'une cible plus jeune, sur Instagram et sur TikTok. La vidéo a été diffusée en septembre 2024.

Ces portraits de bénévoles dans les médias et sur les réseaux sociaux ont animé la campagne tout au long de l'année. Une campagne rythmée par ailleurs par trois temps forts médiatiques : les fêtes des voisins (31 mai), la rentrée de septembre, la Journée mondiale du bénévolat (5 décembre), avec à chaque fois un dispositif conjoint d'animation nationale et locale.

UN NOUVEL INTRANET PLUS CONFORME AUX USAGES DES UTILISATEURS

« Isidor », l'intranet du Secours Catholique-Caritas France, est ouvert à tous les acteurs de l'association, bénévoles comme salariés, pour s'informer sur l'actualité de l'association, mais aussi créer des communautés de travail ou des lettres d'information. Il est ouvert à plus de 30 000 utilisateurs et recense près de 15 000 contenus, créés par tous types d'acteurs, au national comme au sein des équipes locales. Développé il y a une dizaine d'années, son logiciel avait besoin de passer à une nouvelle version pour garantir sa viabilité et accueillir des fonctionnalités plus ergonomiques, innovantes et répondant mieux aux attentes et aux besoins des utilisateurs. La mise à niveau du logiciel s'est déroulée sur plusieurs mois en 2024 pour une « bascule » de l'ancienne version à la nouvelle en mars 2025.

RETOUR AU SOMMAIRE

ENCOURAGER LA GÉNÉROSITÉ

DES DONATEURS AU RENDEZ-VOUS DES DÉFIS

En cette année 2024 pleine d'incertitudes tant politiques, géopolitiques qu'économiques, la générosité des donateurs du Secours Catholique-Caritas France s'est maintenue au-delà des attentes. L'association termine l'année avec une collecte qui s'élève à plus de 68 millions d'euros de dons, soit légèrement supérieure à celle de 2023. Le Secours Catholique semble apparaître comme une valeur rassurante en raison de sa fiabilité et de son action au plus près des personnes de plus en plus nombreuses à subir l'impact de la conjoncture, de l'inflation et des changements climatiques. Les valeurs affichées de l'association, la pédagogie suivie pour mener ses missions et aussi sa présence très active sur le terrain, dans les quartiers défavorisés comme dans les territoires isolés ou en outremer, sont reconnus. Au moment du cyclone qui a ravagé l'île de Mayotte, le fait que le Secours Catholique y soit présent depuis des années et actif grâce à sa délégation locale, connue pour sa présence fraternelle et pour son accueil inconditionnel, a guidé les donateurs à nous soutenir dans notre mission d'aide d'urgence mais aussi de reconstruction. La collecte pour Mayotte, qui a commencé très fort à la fin 2024, pourrait bien atteindre le million d'euros.

UNE ANNÉE RECORD EN TERMES DE LEGS

Le Secours Catholique a été bénéficiaire de très nombreux legs et assurances vie en 2024, pour un montant total de plus de 44 millions. Ce record s'explique en grande partie par la progression, depuis plusieurs années, des assurances vie au bénéfice du Secours Catholique, à laquelle s'est ajoutée une conjoncture exceptionnelle de très gros dossiers.

UN MAINTIEN DES NIVEAUX DE SUBVENTIONS

La baisse depuis quelques années des montants de subventions publiques allouées au secteur associatif s'est confirmée en 2024. Le Secours Catholique ayant maintenu les ressources humaines en région, recrutées pour soutenir les délégations dans l'identification des aides auxquelles elles peuvent prétendre, la baisse a pu être compensée par un plus grand nombre de réponses positives.

UNE BONNE FIDÉLISATION DES DONATEURS

Plus que jamais, les associations vont devoir se tourner vers la générosité privée. Le Secours Catholique est déjà identifié par les donateurs qui lui sont fidèles, comme l'attestent le bilan 2024 exceptionnel en termes de legs et la collecte dans un contexte pourtant défavorable. Les liens avec les donateurs sont solides et entretenus tout au long de l'année par une stratégie qui consiste à les informer sur les actions et plaidoyers menés, à nourrir leur sensibilité aux causes défendues par des publications exigeantes comme le magazine *Messages* et des propositions de conférences, ainsi que, localement, des invitations pour des événements (inaugurations de lieux d'action, rencontres avec des équipes de terrain, concerts-spectacles…). Les perspectives restent sombres au vu de l'évolution des opinions et des politiques défavorables – et parfois violemment – à l'entraide et à la solidarité internationale. ■

RETOUR AU SOMMAIRE

PUBLICATIONS

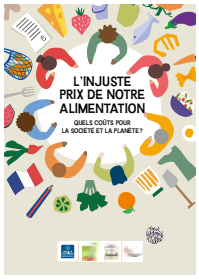
RAPPORT STATISTIQUE 2024

En novembre 2024, le Secours Catholique publiait son rapport statistique sur l'état de la pauvreté en France. L'association y alerte sur la dégradation du niveau de vie des plus pauvres et, dans un dossier thématique, sur la difficulté à accéder à la protection sociale face à la dématérialisation des démarches administratives. Le regard du Secours Catholique et de la Défenseure des droits, Claire Hédon, y croise celui des personnes concernées qui y ont contribué par des textes élaborés à partir de leur vécu.

RSA CONDITIONNÉ : LE BILAN DES EXPÉRIMENTATIONS

En 2023, le Secours Catholique a pris position dans les débats sur la réforme pour le plein-emploi dont une des mesures consiste à conditionner le versement du RSA à quinze heures d'activité hebdomadaires. Dans la continuité de ce plaidoyer, une enquête a été menée en 2024 sur les premières expérimentations du RSA conditionné. Croisée avec les données quantitatives collectées par France Travail et avec des enquêtes journalistiques, cette étude a permis de formuler quatre alertes.

L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION



En partant du prix de notre alimentation et de son coût sanitaire, social et environnemental, ce rapport chiffre de façon inédite les dépenses publiques qui soutiennent notre système alimentaire, et celles qui compensent ses impacts négatifs. Il apporte des réponses et solutions concrètes pour garantir à toutes et à tous un accès digne à une alimentation de qualité, bonne pour la santé et l'environnement, tout en assurant une juste rémunération à celles et ceux qui la produisent.

DÉFENDRE LES OUBLIÉS DE LA FÊTE

Le comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques Paris 2024 avait annoncé de grandes ambitions pour l'environnement, l'emploi, l'économie, l'éducation et une société plus inclusive par le sport. L'expérience montrant hélas que ces manifestations sportives internationales ont souvent un coût humain et environnemental exorbitant, le Secours Catholique a choisi, dès le mois de février 2024, d'alerter sur les risques et de faire des propositions pour les prévenir.

RÉPARER LES TERRITOIRES EN PANNE DE MOBILITÉ

Les problèmes de mobilité dans les territoires ruraux entraînent de grandes inégalités d'accès aux droits et à l'emploi notamment. Paru en 2024, le rapport « Territoires en panne de mobilité » est le fruit d'un diagnostic des besoins et des moyens de transport existants réalisé dans plusieurs départements et d'un séminaire national réunissant une cinquantaine de partenaires du champ de la solidarité et de l'écologie. Il présente des pistes d'actions pour allier accès à la mobilité et respect des limites de la planète.

APOSTROPHE N° 13

« *La culture, pour quoi faire ?* », telle est la question embrassée par un groupe de personnes réunies en atelier d'écriture en Haute-Loire, animé par l'écrivain Ismaël Jude. Chacune à partir de son expérience a pensé et écrit, sous différentes formes, son rapport singulier à la culture. Elles ont conclu collectivement par un vibrant « plaidoyer pour la culture de tous ». Un entretien mené par des membres du comité éditorial avec Vanessa Mestre, directrice du théâtre de Choisy-le-Roi, complète le dossier central de ce 13e numéro.

RETOUR AU SOMMAIRE

LE RÉSEAU CARITAS FRANCE

Créé à l'initiative du Secours Catholique-Caritas France, le réseau Caritas France a vocation à former une union d'organisations d'une grande diversité, qu'il a contribué à créer ou qui partagent ses valeurs, finalités et principes d'action, toutes engagées dans la lutte contre la pauvreté pour et avec les plus fragiles, en France et dans le monde, animées par une pensée chrétienne partagée et par la volonté d'organiser leur solidarité interne afin de soutenir la forme d'esprit d'innovation qui leur est propre. Par la coopération et par l'alliance des moyens et compétences de ses membres dans les territoires, il vise à favoriser l'accompagnement global et la capacité d'agir des personnes vivant des situations de précarité ou d'exclusion. Dans un esprit de « rayonnement de la charité chrétienne », il souhaite également éveiller à l'engagement solidaire et à la fraternité, afin d'agir en profondeur sur les causes de la pauvreté. **www.reseaucaritasfrance.org**

CITÉS CARITAS

Créée le 10 mai 1989 par le Secours Catholique-Caritas France, Cités Caritas est une association loi 1901 à but non lucratif qui agit depuis plus de trente ans pour l'inclusion des personnes en situation de précarité, d'exclusion ou de handicap. Par ses activités (accompagnement médico-social, hébergement social, hébergement de demandeurs d'asile, de réfugiés et de personnes en situation de handicap, accompagnement au logement, logement adapté, travail adapté, mise en activité et insertion par l'activité professionnelle, accueil du jeune enfant, formation professionnelle), Cités Caritas contribue à forger une société inclusive qui accueille les personnes fragilisées et considère leur capacité d'action, ainsi que leur participation, comme source de richesse et de vie. Implantée sur le territoire national, Cités Caritas développe ses actions dans un esprit d'innovation et cherche à apporter des réponses aux nouveaux besoins sociaux.
www.cites-caritas.fr

FONCIÈRE CARITAS HABITAT

Créée en 2015, Caritas habitat est une foncière sociale destinée à développer l'immobilier à vocation très sociale, à l'intention d'associations pour accomplir leur mission d'accompagnement des plus fragiles dans les domaines du logement, de l'hébergement et de l'accueil. Inscrite dans le champ de l'économie sociale et solidaire, elle mobilise, en amont, l'épargne solidaire de particuliers ou d'institutionnels en vue d'investir dans de l'achat immobilier : construction, réhabilitation ou transformation de biens existants. Ces biens immobiliers permettent à des associations spécialisées dans l'accompagnement des personnes mal ou non logées, ou en situation d'exclusion ou de handicap, de développer leurs projets. Elles peuvent être membres ou hors du réseau Caritas France.
www.caritashabitat.org

FONCIÈRE CHÊNELET

La foncière Chênelet existe depuis 2009 pour répondre à un problème sociétal majeur de logement des personnes à faibles ressources en milieu rural ou périurbain, et propose un habitat écologique de très haute qualité à ces populations. Maître d'ouvrage d'insertion, la foncière Chênelet construit ainsi des logements sociaux de qualité à faibles charges pour les locataires, le plus souvent en territoires ruraux.
www.fonciere-chenelet.org

RÉSEAU ÉCOHABITAT

L'association Réseau écohabitat est née en 2014 sous forme d'une expérimentation à l'initiative des délégations du Secours Catholique de Picardie, avec le constat que beaucoup de familles en situation de grande précarité, propriétaires de leur maison, n'ont pas recours aux dispositifs publics pour réaliser des travaux d'amélioration énergétique afin de réduire leur consommation d'énergie. La mission du Réseau écohabitat consiste en une mise en réseau des acteurs de terrain autour de l'amélioration énergétique de l'habitat (collectivités, entreprises, bénévoles) pour permettre à des ménages très modestes de réaliser des travaux ambitieux financés à 90 %.
www.reseau-ecohabitat.fr

RETOUR AU SOMMAIRE

COMITÉ CHRÉTIEN DE SOLIDARITÉ AVEC LES CHÔMEURS (CCSC)

Créé il y a plus de trente ans, le CCSC vise à maintenir l'attention sur les conséquences du chômage. En sensibilisant les communautés chrétiennes ainsi que l'ensemble du corps social et en luttant contre l'indifférence à travers la parole des personnes qui vivent le chômage, le CCSC invite chacun à agir pour que ces personnes puissent retrouver une pleine citoyenneté. Avec l'appui du Secours Catholique-Caritas France, le CCSC a lancé une nouvelle formule de sa lettre d'information, *Vaincre le chômage*.
www.ccscfrance.com

FÉDÉRATION SOLIDARAUTO

Solidarauto est la marque des garages solidaires créés dans les territoires par certaines délégations du Secours Catholique-Caritas France afin de favoriser la mobilité personnelle des personnes aux revenus les plus modestes et de faciliter l'insertion professionnelle et sociale par la vente de véhicules d'occasion, l'entretien, la réparation et la location de véhicules. Depuis 2017, la fédération Solidarauto – réseau de garages solidaires, association loi 1901 – regroupe les garages sous licence de marque Solidarauto et accompagne les porteurs de projet de garages solidaires souhaitant ouvrir un garage sous licence Solidarauto, notamment par le biais du parrainage du projet par un de ses membres et par le partenariat d'une délégation locale du Secours Catholique-Caritas France.
www.solidarauto.org

FONDATION CARITAS FRANCE

Créée par le Secours Catholique-Caritas France en 2009, la fondation Caritas France est la première fondation abritante en France dédiée à la lutte contre la pauvreté. Sa première mission est d'encourager le développement de la philanthropie et de la lutte contre l'exclusion en abritant des fondations sous son égide (plus d'une centaine actuellement). Elle permet à des personnes, des familles, des groupes d'amis de créer leur propre fondation, et en assure la gestion tout en accompagnant les fondateurs (choix de projets, implication de leurs proches…). Sa deuxième mission est de collecter des fonds pour soutenir des projets portés par le Secours Catholique-Caritas France, le réseau Caritas en France ou à l'international, ou par d'autres partenaires. Depuis sa création, la fondation Caritas France a ainsi soutenu en propre plus de 1 000 projets. Enfin, elle appuie la recherche et l'expérimentation. Elle décerne un prix annuel à un jeune chercheur en sciences sociales dans le cadre du colloque organisé sous l'égide de l'institut de France. En 2024, la fondation Caritas France a fêté ses 15 ans.
www.fondationcaritasfrance.org

FONDATION JEAN-RODHAIN

La fondation Jean-Rodhain porte le nom du fondateur du Secours Catholique-Caritas France. Reconnue d'utilité publique le 1er juillet 1981, elle honore le souci qu'avait Jean Rodhain d'une réflexion théologique et spirituelle sur la charité en s'efforçant de susciter une recherche fondamentale pour fonder et accompagner l'action caritative de l'Église. Explorant les nouveaux visages de la charité pour en manifester la fécondité sociale et spirituelle, la fondation privilégie le croisement d'expériences et de savoirs. Accordant une place privilégiée à la parole des personnes les plus pauvres et à celle des personnes engagées dans la diaconie, elle instaure des partenariats et favorise un dialogue entre théologiens, acteurs de solidarité et personnes fragiles.
Pour mener à bien sa mission, elle parraine l'enseignement et la recherche sur la charité dans sept facultés françaises de théologie (chaires Jean-Rodhain à Angers, Lille, Lyon, Paris institut catholique,

RETOUR AU SOMMAIRE

Paris centre Sèvres, Strasbourg et Toulouse). Elle organise des colloques interdisciplinaires sur des thèmes liés à des expressions contemporaines de la charité et/ou interpellant la charité dans sa capacité de réponse et d'innovation. Elle soutient financièrement des travaux universitaires (thèses, séminaires de recherche, etc.) sur des thèmes liés à la charité, avec une attention particulière aux travaux ancrés dans la parole des personnes concernées. Elle finance la publication de travaux de recherche sur des thématiques liées à la charité afin d'en favoriser la diffusion auprès d'autres chercheurs et des acteurs de la solidarité et de la diaconie. Enfin, elle soutient les initiatives visant à élaborer une théologie à partir de la parole des pauvres, et celles visant à élaborer une théologie à partir de la parole des personnes engagées dans la diaconie.
www.fondationjeanrodhain.org

FÉDÉRATION DE CHARITÉ-CARITAS ALSACE

Fondée en 1903 par Mgr Paul Müller-Simonis pour « mieux organiser les œuvres de bienfaisance catholique en Alsace », la fédération de Charité-Caritas Alsace comprend aujourd'hui 2 000 bénévoles et 800 salariés, et s'organise autour de deux grands champs d'activité : son action caritative portée par Caritas Alsace et ses établissements et services engagés sur les thèmes de la protection de l'enfance, le handicap, les personnes âgées et l'insertion au sens large. À l'aube de ses 120 ans, sa nouvelle feuille de route se décline à travers une volonté d'ouverture vers la société civile, de modernisation de son fonctionnement, d'inscription du développement durable comme critère intangible de ses choix et d'une nouvelle stratégie de communication. La fédération porte aussi l'activité du Secours Catholique-Caritas France en Alsace, sous le nom de Caritas Alsace, réseau Secours Catholique.
www.federation-de-charite.org

UNION DIACONALE DU VAR

Créée en 1983, l'Union diaconale du Var est une union d'économie sociale et solidaire composée de 18 associations aux missions variées (insertion, famille, hébergement, santé, urgence de la rue) qui luttent contre l'exclusion sociale, œuvrent ensemble pour la promotion humaine et le respect de chacun et participent à la mission de la diaconie de l'Église dans le Var en mutualisant leurs compétences et savoir-faire grâce à un secrétariat général qui en facilite l'animation.
www.udv-asso.fr

RETOUR AU SOMMAIRE

GOUVERNANCE ET CONTRÔLE AU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

AU 31 DÉCEMBRE 2024

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE du Secours Catholique-Caritas France réunit les membres de l'association, à savoir 141 membres, dont 138 membres actifs (les membres qui se sont acquittés de leur cotisation) – administrateurs personnalités qualifiées, présidents et vice-présidents de délégation, ainsi que des trésoriers cooptés par région – et 11 membres d'honneur. La limite d'âge est fixée à 75 ans.
51,5 % des membres actifs sont des hommes, 48,5 % sont des femmes.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION est composé de 21 membres, tous bénévoles ; 13 sont présidents ou vice-présidents de délégation, 8 sont des personnalités qualifiées.
Leur mandat est de trois ans, renouvelable deux fois. Le conseil se réunit six fois par an. Son bureau comprend un président, deux vice-présidentes, un trésorier et un secrétaire.
L'aumônier général et la déléguée générale participent aux séances du bureau et du conseil d'administration, sans voix délibérative.

BUREAU

M. Didier DURIEZ
Président national, personne qualifiée

Mme Emmanuelle d'ACHON
Vice-présidente, personne qualifiée
M. Hervé BERNOUD
Trésorier national, personne qualifiée
M. Marc BONNET
Secrétaire national, président Mayenne
Mme Dominique NOWINSKI
Vice-présidente et vice-présidente Nord Cambrai

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mme Brigitte Audo
Mme Laurence Augere-Rossignol – M. Laurent Courcol
Mme Frédérique Bolle-Reddat
M. Éric Delzant – Sr Marie-Laure Denes – Mme Marilyne Durand
M. Bruno de Feraudy
Mme Catherine Gaudry – Mme Marie-Annick Joly
M. Jean-Pierre Lagasse – M. Vincent Leonard – M. Jean-Louis Milhau – Mme Chantal Nicol M. Bertrand Parmentier

Déléguée générale
Mme Adélaïde BERTRAND
Aumônier général
Père François ODINET

Président(e)s d'honneur
Mme Véronique DEVISE, Mme Véronique FAYET et M. François SOULAGE

LIENS AVEC LA CEF

Les présidents et vice-présidents de délégation sont homologués par le bureau national après accord de l'évêque du ou des diocèses concernés. Les administrateurs, en qualité de personnalités qualifiées, sont cooptés par le conseil d'administration, après accord du conseil permanent de la CEF, puis élus par l'assemblée générale.
Le président national est élu par le conseil d'administration en son sein, parmi les candidats ayant fait l'objet de l'agrément du conseil permanent de la CEF.
L'aumônier général est nommé par le conseil permanent de la CEF.
La déléguée générale est élue par le conseil d'administration sur une liste de candidats agréés par le conseil permanent de la CEF.
Des réunions entre le secrétariat général de la CEF et le président national, la déléguée générale et l'aumônier général du Secours Catholique-Caritas France sont régulièrement organisées.

COMITÉS CONSULTATIFS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ils émettent des avis et recommandations sur la vie et les projets de l'association.
Comité immobilier
Comité international
Comité ressources
Comité d'audit et risques
Comité des nominations
Comité plaidoyer
Comité de trésorerie
Comité réseau Caritas France
Conseil d'animation national

RETOUR AU SOMMAIRE

IDENTITÉ

LE SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Le Secours Catholique-Caritas France est un service de l'Église catholique de France, membre de la confédération Caritas Internationalis et association reconnue d'utilité publique.

MISSION DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Fondée sur l'Évangile, la mission du Secours Catholique-Caritas France est une mission d'amour et d'éveil à la solidarité, en France et dans le monde. Le Secours Catholique appelle toute personne à s'engager pour vivre la rencontre, l'entraide et la joie de la fraternité. Ses acteurs travaillent à renforcer les capacités de tous à agir pour que chacun accède à des conditions de vie dignes. L'association lutte contre les causes de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion, et propose des alternatives, au service du bien commun.

ACTIONS

En France, 1 120 000 personnes ont été soutenues dans 2 500 lieux d'accueil.
À l'international, 335 opérations ont été menées en 2024, dans 48 pays ou zones, en lien avec le réseau Caritas Internationalis (160 Caritas dans 200 pays). En un an, 3,4 millions de personnes ont été bénéficiaires de l'aide internationale du Secours Catholique-Caritas France.

ORGANISATION

- 72 délégations au 31 décembre 2024, réparties en 3 500 équipes locales, en France métropolitaine et d'outre-mer, couvrent l'ensemble du territoire national.
- Réseau de 58 000 bénévoles et de 910 salariés sur tout le territoire.
- Trois antennes : la cité Saint-Pierre à Lourdes, la maison d'Abraham à Jérusalem, Le Cèdre à Paris.

TRANSPARENCE ET CONTRÔLES

Les comptes annuels 2024, incluant le compte d'emploi des ressources, sont certifiés par un commissaire aux comptes du cabinet EY, puis seront approuvés par l'assemblée générale du 18 juin 2025.
Ils sont disponibles sur le site www.secours-catholique.org ou peuvent être obtenus sur simple demande écrite à : Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07.
Le commissaire aux comptes, outre la certification des comptes, contrôle chaque année dix délégations. Avec le département d'audit et contrôle interne, c'est au total un tiers des délégations qui sont contrôlés chaque année.

Le Don en confiance est une association qui exerce la mission de contrôle de l'appel à la générosité du public. Elle élabore des règles de déontologie, détermine l'octroi d'un label Don en confiance aux organisations d'intérêt général qui se portent candidates, et effectue un contrôle continu et indépendant des engagements auxquels elles souscrivent. Ceux-ci sont basés sur des principes de respect du donateur, de transparence, de recherche d'efficacité et de probité et de désintéressement, couvrant trois domaines : la gouvernance, la gestion et la communication. En mars 2024, le Secours Catholique-Caritas France a obtenu le renouvellement de son label Don en confiance pour une durée de trois ans.

RETOUR AU SOMMAIRE

NOUS REMERCIONS DE LEUR SOUTIEN

NOS PARTENAIRES EN 2024

PARTENAIRES PRIVÉS

Entreprises

- 2C Bricolage SAS
- AG2R Agirc-Arrco
- Astris Finance
- Boiche Entreprises
- CGR Cinémas
- Comat Alco
- Comat Centre
- Comat Nord
- Crédit Mutuel
- DC Agency
- Droit de Regard
- Eco TLC - Refashion
- E. Leclerc
- Essaimons - Plaxtil
- Groupe Atlantic
- Jean Lutz SA
- La Poste
- Le Petit Futé
- Maisons du Monde
- Moneta Asset Management
- Socultur
- Symta Pièces
- Veuve-Clicquot

Associations

- Agence du Don en Nature
- Association pour la Réfection et l'Amélioration du Logement (ARAL)
- AXA Atout Coeur
- Dons Solidaires
- Femmes Forum
- Journée mondiale de prière des femmes
- Institut océanographique de Monaco - Association des Amis du musée
- La Savoyarde en mémoire de l'abbé Poupon
- Logement Fraternité
- Montagne et Prière

Fondations et fonds de dotation

- European Climate Foundation
- Fondation AnBer
- Fondation Banque Populaire Rives de Paris
- Fondation Brigitte Bardot
- Fondation Caritas France
- Fondation Cémavie - Crédit Mutuel Loire-Atlantique et Centre-Ouest
- Fondation CMA CGM
- Fondation d'Entreprise BFC Solidarité
- Fondation Descroix Vernier
- Fondation de France
- Fondation groupe EDF
- Fondation Macif
- Fondation Michelin
- Fondation Orange
- Fondation Saint-Gobain
- Fondation Sancta Devota
- Fondation Somfy - Les Petites Pierres
- Fondation Suez
- Fondation VINCI pour la Cité
- Fonds de dotation Antigone
- Fonds de dotation La Poule Rousse
- Fonds de dotation Rondeau
- General Mills Foundation
- Raskob Foundation for Catholic Activities
- The Owens Corning Foundation

Fondations abritées par la Fondation Agir Contre l'Exclusion

- Fondation Orléans

Fondations abritées par la Fondation AnBer

- Fondation Les Uns Les Autres
- Fondation Nature et Solidarité 59
- Fondation Shiriki
- Fondation Stéraphan

RETOUR AU SOMMAIRE

Fondations abritées par la Fondation Caritas France

- Fondation Avenir Solidaire
- Fondation Bruno
- Fondation des Épiniers
- Fondation François, Monique et Pascal Bilger
- Fondation Girafe Formations
- Fondation Les Primevères
- Fondation Lucq Espérance
- Fondation Tolot
- Fondation Xamafra

Fondations abritées par la Fondation de France

- Fondation Camachara Solidarités
- Fondation Castorama
- Fondation Daniel et Nina Carasso
- Fondation Guy Nicolas
- Fondation Hardy
- Fondation JM Bruneau
- Fonds Merymu

Fondations abritées par la Fondation Notre Dame

- Fondation H.
- Fondation Isabelle et Hubert d'Ornano

Fondations abritées par le Fonds transatlantique

- Fonds Denise et Jean Verspieren

PARTENAIRES PUBLICS

Institutions européennes

- Commission européenne - Direction générale des partenariats internationaux

Administrations centrales

- Direction générale de la cohésion sociale
- Ministère de la Culture
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - Centre de crise et de soutien
- Ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie Associative - Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative

Collectivités territoriales

- Communauté urbaine Le Havre Seine Métropole
- Directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités
- Directions régionales et interdépartementales de l'hébergement et du logement
- Région Auvergne-Rhône-Alpes
- Région Île-de-France
- Région Pays de la Loire
- Région Sud - Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Autres organismes publics

- Agence française de développement
- Agence Nationale pour les Chèques-Vacances
- Caisse nationale des allocations familiales et les caisses d'allocation familiales

Ainsi que toutes les collectivités (municipalités, intercommunalités et conseils départementaux et régionaux) qui nous soutiennent.

Nous remercions également toutes les entreprises qui nous soutiennent grâce au mécénat de compétences : Air Liquide, Allianz, Astek, Atos, BNP-Paribas, Crédit Mutuel, EDF, Michelin, Nokia, Orange, Société Générale, Vinci Construction.

Et bien sûr, nous remercions tous les donateurs particuliers qui nous permettent d'assurer nos missions au quotidien.

RETOUR AU SOMMAIRE

Secours Catholique
Caritas France

ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN MONDE JUSTE ET FRATERNEL

Document conçu et réalisé par la direction de la communication
106 rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07
Tél.: 0145497300
Fax: 0145499450
Coordination: Clarisse Briot
Iconographie: Élodie Perriot
Rédaction: Pascale Kramer
Correction-révision: Le Champ rond
Photo de couverture:
Christophe Hargoues / SCCF
Maquette: département Publications
Juillet 2025

RETOUR AU SOMMAIRE

LE SECOURS CATHOLIQUE – CARITAS FRANCE EN

CHIFFRES

340 M€
DE RESSOURCES DONT 82 %
CONSACRÉES AUX MISSIONS SOCIALES

2024, EN FRANCE

1 120 000
PERSONNES ACCOMPAGNÉES
ET SOUTENUES EN FRANCE

58 000
BÉNÉVOLES
ENGAGÉS

5 000
ENFANTS ET ADOLESCENTS
ACCOMPAGNÉS DANS LEUR SCOLARITÉ

2 500
LIEUX
D'ACCUEIL

235 000
FAMILLES AVEC ENFANTS
SOUTENUES

80 000
PERSONNES RENCONTRÉES
EN TOURNÉES DE RUE

50 000
PASSAGES DANS LES ÉPICERIES
SOLIDAIRES

20 000
PERSONNES ACCOMPAGNÉES DANS
L'APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS

2024, À L'INTERNATIONAL

3,4 MILLIONS
DE PERSONNES SOUTENUES À
L'INTERNATIONAL

335
OPÉRATIONS MENÉES
DANS 48 PAYS OU ZONES

38
INTERVENTIONS
D'URGENCE

R.A-24/1